

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale



**L'Union
européenne
ébranlée
par la résistance
des peuples**

**Amériques :
après le fiasco
du sommet
de Carthagène**



Espagne : grève et manifestations des enseignants à l'appel des organisations syndicales, le 22 mai, contre les restrictions budgétaires imposées par l'Union européenne.

N° 74

Nouvelle série (n° 680) - juin 2012 - Prix : 4 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

VéLa Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

SOMMAIRE

- **L'Union européenne ébranlée
par la résistance des peuples** p. 3
(Par Marc Lacaze)
- **La Grèce à la veille des élections
du 17 juin 2012** p. 7
(Par Christel Keiser et Dominique Ferré)
- **Après l'élection présidentielle
en France** p. 15
(Par Daniel Gluckstein)
- **Espagne : face à la décomposition
de la monarchie, seule la classe ouvrière
peut ouvrir une issue positive** p. 21
(Par Andreu Camps)
- **Après le fiasco du sommet
de Carthagène** p. 27
(Par João Alfredo Luna)
- **Etats-Unis : à quels obstacles se heurte
le mouvement de résistance
de la classe ouvrière
et de la jeunesse** p. 35
(Par Alan Benjamin)

- **Mexique : face à la menace de dislocation de la nation, le combat pour une représentation politique de la classe ouvrière** p. 47

(Par Luis Vasquez)

- **Le droit des peuples, les guerres, l'impérialisme et la IV^e Internationale** p. 53

(Par Lucien Gauthier)

- **La classe ouvrière chinoise, la bureaucratie et le "cap sur l'Asie" d'Obama** (deuxième partie)..... p. 61

(Par Alain Frandor)

- **Quelques réflexions sur "pays oppresseurs", "pays opprimés", impérialisme et question nationale** p. 71

(Par François de Massot)

L'Union européenne ébranlée par la résistance des peuples

Par Marc Lacaze

L'image entrera dans les livres d'histoire tant elle est saisissante. Hollande et Merkel se tiennent côte à côte ce 15 mai 2012, pour la conférence de presse commune qu'ils donnent dans les locaux de la chancellerie allemande. L'Europe vient d'être ébranlée par trois secousses politiques majeures, lors des élections qui se sont déroulées en Grèce, en France et en Allemagne.

Tous les regards sont braqués sur eux. Le président de la République française et la chancellerie de la République fédérale d'Allemagne doivent à tout prix donner l'illusion que les deux principaux chefs d'Etat européens savent où ils vont.

Ils parlent, répètent des formules diplomatiques convenues auxquelles eux-mêmes ne semblent pas croire. Le sol se dérobe sous leurs pieds. Ils sont désorientés et ne peuvent le cacher.

Hollande s'est précipité à Berlin quelques heures à peine après que Sarkozy lui ait cédé la place à l'Élysée. Il est venu répéter à Merkel qu'il voulait renégocier le traité budgétaire. Impossible pour lui de rentrer à Paris — dans un pays qui vient d'exprimer avec force son rejet de la politique d'austérité incarnée par l'Union européenne — sans donner l'impression d'avoir fait bouger la chancellerie.

Qu'a-t-il obtenu ? La vague promesse que « toutes les idées seraient mises sur la table et qu'on verrait ensuite quelles traductions juridiques elles peuvent avoir ».

Merkel vient, quant à elle, de subir la plus écrasante défaite électorale de son existence ; elle doit tenter de sauver les apparences pour contenir la crise qui ravage déjà la vie politique allemande. Elle a beau vouloir se montrer inflexible à l'égard de la Grèce, le cœur n'y est pas, elle ne peut cacher l'incertitude qui la saisit.

Ce 15 mai à Berlin, les chefs des deux Etats qui sont les piliers de l'Union européenne depuis sa création sont en réalité totalement déstabilisés. Ils comprennent la terrible menace contenue dans les alertes qui leur parviennent simultanément de toute l'Europe et qui leur disent : « *Cela ne peut plus continuer, la politique d'austérité dictée par le FMI et l'Union européenne mène dans le mur et prépare les plus terribles explosions.* » L'impasse politique dans laquelle ils s'enfoncent est totale. Un tournant est en train de s'opérer.

UNE NOUVELLE PÉRIODE POLITIQUE VIENT DE S'OUVRIR EN EUROPE

Il serait vain de vouloir déterminer « où et quand » cette nouvelle période s'est ouverte, nous en perdriions la dimension essentielle. Le changement qualitatif qui est en train de s'opérer est le fruit du développement d'une résistance qui n'a jamais cessé de s'enraciner dans les profondeurs de la classe ouvrière de tous les pays

d'Europe. Une résistance qui, au-delà de la diversité des formes qu'elle a prises dans les différents pays, malgré les avancées et les reculs, s'est nourrie en permanence de chacune de ces manifestations pour chercher aujourd'hui à converger dans un mouvement plus vaste, dirigé au niveau de toute l'Europe contre l'instrument politique du capital financier international que représente l'Union européenne.

Il est évident qu'un lien étroit relie les récents votes des peuples grec, français et allemand (élection régionale de Rhénanie-du-Nord-Westphalie) au « non » opposé il n'y a pas si longtemps par le peuple français au « traité constitutionnel » lors du référendum de 2005, ou à celui du peuple des Pays-Bas la même année. Mais il vient de se produire quelque chose de plus.

Pour saisir pleinement le changement qualitatif qui est en train de s'opérer, il nous faut rétablir ces élections dans leur étroite combinaison avec les puissants mouvements de classe qui se sont multipliés sur tout le continent ces derniers mois. Cette combinaison est évidente pour la Grèce, mais elle l'est aussi pour la France et l'Allemagne.

En France, le mouvement de rejet qui s'est exprimé dans les élections (qui n'atteint pas le niveau politique qu'il a déjà atteint en Grèce) ne peut être coupé de la formidable mobilisation de la classe ouvrière organisée, en septembre-octobre 2010, contre la réforme des retraites. Et si Sarkozy a pu faire passer sa réforme, notamment avec l'aide de Thibault-Chérèque (*secrétaires généraux des confédérations CGT et CFDT — NDLR*), il vient d'en payer le prix.

En Allemagne, la défaite historique de la CDU ne peut être isolée de la puissance des grèves d'avertissement qui viennent d'avoir lieu dans les services publics (à l'occasion des négociations salariales) et qui se poursuivent, au moment où est écrit cet article, dans la métallurgie, témoignant d'un tournant dans la situation d'un pays où la classe ouvrière n'en peut plus de subir le plan d'ajustement qui lui a été appliqué depuis plus de dix ans.

Mais surtout, il est décisif de relever qu'au sein même des mouvements de classe qui se multiplient ces derniers mois dans les différents pays d'Europe, une profonde

transformation est en cours. Le rapport entre les forces qui s'y affrontent tend à se modifier. La marge de manœuvre des sommets des appareils se réduit, au fur et à mesure où les institutions européennes auxquelles ils s'accrochent ont tendance à se disloquer.

Il y a d'abord eu, « en riposte » à la violence des coups qui étaient portés à la classe ouvrière et pour tenter de canaliser ses réactions, l'appel lancé par les directions des confédérations syndicales nationales à une bonne quinzaine de « grèves générales » en Grèce, en Espagne et au Portugal. Des appels encamisolés dans le cadre strict du respect des institutions de l'Union européenne et de leurs exigences : la reconnaissance du bien-fondé des « réformes » des lois du travail, ou de la « nécessaire réduction des déficits publics »...

Les travailleurs grecs, comme les travailleurs espagnols et portugais, ont répondu massivement à maintes reprises à ces appels. En dépit de l'obstacle qui leur était opposé par leurs propres directions, ils n'ont cessé de manifester avec opiniâtreté leur aspiration à dresser toute la puissance de la classe ouvrière, rassemblée dans l'unité avec ses organisations, pour arracher le retrait des plans d'austérité de la Troïka (Union européenne, Banque centrale européenne, FMI).

Et puis, il y a eu « l'accident » grec... Les 19 et 20 octobre 2011, la classe ouvrière s'est soulevée, débordant le cadre fixé par ses directions, et elle a entraîné l'immense majorité du peuple derrière elle.

Six mois plus tard, le 29 mars 2012, c'était « l'accident » espagnol. La grève générale, appelée comme à l'habitude par des directions (UGT et Commissions ouvrières) soucieuses de préserver le cadre des « réformes », a commencé à déborder — par sa puissance et par les formes d'organisation qu'elle s'est données — le cadre qui lui était fixé, exigeant le retrait pur et simple de la réforme du travail imposée par l'Union européenne, provoquant un début de panique des « marchés » et de tous les défenseurs de l'ordre bourgeois en Europe et dans le monde.

Revenons à la Grèce et au séisme des élections du 6 mai. Dans le cadre d'élections législatives dominées traditionnellement,

depuis la chute du régime des colonels, par des partis corrompus, totalement soumis aux intérêts du capital financier et à son exigence de mise en coupe réglée du pays, les masses populaires grecques ont signifié, à la surprise générale, qu'elles refusaient la constitution de tout gouvernement qui ne dénoncerait pas le mémorandum imposé par l'Union européenne.

Le soulèvement qui s'était opéré à l'occasion de la grève générale des 19 et 20 octobre 2011, suivi par la journée quasi insurrectionnelle du 28 octobre — journée commémorative de la résistance grecque à l'occupation fasciste en 1941 — avait abouti à la chute du gouvernement Papandréou. Mais les directions du mouvement ouvrier grec avaient néanmoins réussi à contenir le mouvement des masses, et à permettre le remplacement du gouvernement Papandréou par un gouvernement d'union nationale chargé d'appliquer les plans de la Troïka.

Alors que tous plaçaient leurs espoirs dans une usure de la capacité de résistance et de réaction des masses, les élections législatives du 6 mai ont brusquement cristallisé le rejet de la politique de compromission de tous les partis institutionnels, ainsi que de leurs relais à la tête des organisations syndicales.

Coup de théâtre ! Six mois après avoir provoqué une première panique au G 20 de Cannes, les travailleurs grecs ont, cette fois, interdit la constitution d'un gouvernement qui n'annulerait pas le mémorandum européen.

La classe ouvrière et le peuple grecs viennent par cet acte, quelles qu'en soient les suites immédiates, d'indiquer à la classe ouvrière de toute l'Europe le premier pas à franchir pour ouvrir la voie d'une issue politique conforme à la défense des revendications urgentes des masses populaires, et au respect de la démocratie la plus élémentaire.

Bien qu'à des niveaux différents, le rejet de trente ans de politique européenne qui s'est exprimé tant dans l'élection présidentielle française, que dans la défaite infligée à Merkel et à sa politique en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (le Land le plus industrialisé d'Allemagne), manifeste qu'un retournement de situation est en train de s'opérer sur tout le continent.

Alors qu'il y a un an l'Europe condescendante se penchait sur le sort de la Grèce « coupable » d'irresponsabilité, alors que la presse internationale n'avait d'yeux que pour les montages des « plans de sauvetage » de l'économie grecque (et du remboursement des créances détenues par les fonds financiers de tous ordres), brusquement le paysage s'est transformé. Le centre de gravité de la réflexion des « grands de ce monde » vient de se déplacer vers la question de la « soutenabilité » des politiques d'austérité. Les mécaniciens de l'organisation des flux financiers découvrent l'existence de la terrible puissance potentielle des peuples.

La lutte des classes, moteur de l'histoire, reprend tous ses droits. Sans exagération, nous pouvons dire qu'après trois décennies durant lesquelles les peuples ont dû subir le poids écrasant de la mise en œuvre des politiques élaborées, traité après traité, par l'Union européenne, avec l'appui des principales forces politiques parlant en son nom, un espoir est en train de naître.

L'espoir de pouvoir donner un coup d'arrêt à la faillite organisée par la Troïka et le sentiment de commencer à disposer d'une force capable de peser, enfin, à l'échelle de toute l'Europe, s'enracinent.

UN IMMENSE ESPOIR EST EN TRAIN DE NAÎTRE

Les conférences succèdent aux conférences : Berlin, Washington, Chicago... Tous reprennent en chœur le thème du mariage souhaité de la « rigueur » et de la « croissance », donnant une nouvelle et magistrale illustration de la « quadrature du cercle ».

Difficile de résister dans ces conditions à la tentation de citer l'interview donnée par Léon Trotsky le 14 février 1940, à la veille du désastre, au *Post-Dispatch* :

« Les plans proclamés aujourd'hui, dit-il, seront bientôt oubliés, et il en ira de même pour leurs auteurs. Le seul programme que les classes dirigeantes maintiendront est : sauver leur propre peau. »

Le système capitaliste est engagé dans une voie sans issue. Sans une entière reconstruction du système économique à l'échelle européenne et mondiale, notre

civilisation est condamnée. La lutte contre les forces aveugles et les intérêts débridés doit être remplacée par la loi de la raison, de la planification, de l'organisation consciente.

L'unification économique est pour l'Europe une question de vie et de mort. L'accomplissement de cette tâche appartient, toutefois, non aux gouvernements actuels, mais aux masses populaires conduites par le prolétariat. L'Europe doit devenir les Etats unis socialistes si elle ne veut pas devenir le tombeau de la vieille civilisation. »

Au moment où cet article est écrit, la plus incroyable campagne est engagée contre le peuple grec. Il est accusé de menacer l'existence de la zone euro et, par voie de conséquence, de tout le système bancaire mondial. On veut le terroriser pour le faire reculer et pour qu'il renonce, le 17 juin, à refuser la constitution de tout gouvernement qui ne romprait pas avec le mémorandum européen.

Au premier rang de cette campagne, les « réalistes » qui ne veulent pas abandonner le peuple grec à lui-même, ceux qui ne conçoivent pas d'avenir en dehors de l'Union européenne et de ses règles (les règles dictées par le capital financier, ses gestionnaires de fonds et ses spéculateurs), ceux qui viennent d'enfourcher le cheval de la « croissance » et qui se refusent à l'opposer à « une certaine dose de rigueur ».

Ils étaient attendrissants, tous ces commentateurs qui décelaient à l'issue du G 8 une « convergence » entre les partisans de la voie « sociale-démocrate » en Europe et la politique du président Obama, devenu le porte-étendard des idées de progrès.

Quel que soit le dénouement politique des semaines qui viennent pour le peuple grec (et il n'est pas question de nier son importance), les travailleurs et le peuple grecs auront ouvert la seule voie qui conduit à une issue véritable. Ils auront posé, dans la vie, la question qui se pose désormais à tous les peuples d'Europe : celle de la constitution dans chacun de leurs pays d'un gouvernement qui, sous le contrôle des masses populaires, annulerait le mémorandum de l'Union européenne et ouvrirait la voie à une libre union des peuples sur tout le continent.

Tournant le dos à la réforme des institutions européennes et de la Banque centrale

européenne (BCE), ils auront contribué de façon magistrale à mettre au centre des préoccupations de millions de travailleurs et de militants, en France, en Allemagne et dans toute l'Europe, la question pratique et concrète de la rupture avec le mécanisme criminel des décisions prises par l'Union européenne, la BCE et le FMI.

La « reconstruction du système économique à l'échelle européenne (...) contre les forces aveugles et les intérêts débridés » commence par là.

Le premier pas à franchir dans cette voie, qui doit conduire à l'établissement des Etats unis socialistes d'Europe, c'est d'organiser sans tarder à la large échelle que permet la situation, de façon coordonnée, le combat commun dans tous les pays contre la ratification du traité TSCG qui consacre le viol permanent de toute souveraineté nationale (et à plus forte raison populaire) dans la conduite des affaires de chaque pays, et promet le sort réservé au peuple grec à tous les autres peuples d'Europe.

Les sections européennes de la IV^e Internationale s'attacheront à saisir l'ampleur des bouleversements qui sont en cours pour ajuster dans chaque pays leur politique. Elles sauront s'appuyer sur l'immense espoir en train de naître. Elles s'ingénieront à s'inscrire dans ce mouvement pour, un pas en avant, aider les masses à conduire les luttes qu'elles entreprendront avec toujours plus de vigueur pour réaliser l'unité des travailleurs et des organisations, pour « peser » et arracher des reculs réels au capital et aux institutions qui le représentent, avant de les balayer.

Elles s'attacheront, dans cette bataille, à dégager la contradiction fondamentale qui oppose la « réforme » de l'Union européenne et de la BCE à la réalisation des aspirations de la classe ouvrière et des peuples.

C'est sur ce terrain-là que les sections de la IV^e Internationale aideront la classe à libérer l'humanité « des forces aveugles et des intérêts débridés » qui l'étouffent, et qu'elles contribueront à associer l'avant-garde combattante à la construction — sous des formes correspondant chaque fois aux conditions produites par l'histoire — de partis révolutionnaires dans chacun de leurs pays.

Marc Lacaze

La Grèce à la veille des élections du 17 juin 2012

Par Christel Keiser et Dominique Ferré

Notre revue internationale paraît à la veille des nouvelles élections en Grèce du 17 juin. A la vitesse à laquelle se précipitent les événements en Europe et en Grèce, nul ne peut prédire avec certitude quelle sera la situation au moment où notre revue paraîtra.

Une chose est certaine : les travailleurs et le peuple grecs — comme tous les travailleurs et les peuples d'Europe — ont démontré, tant sur le plan électoral que sur le terrain direct de leur lutte de classe, qu'il n'y a aucune issue positive dans le cadre de la dictature de la troïka (FMI-Commission européenne-BCE), aucune issue dans le cadre de l'Union européenne, de ses traités et des mémorandums qu'elle impose. Les mesures barbares qui en découlent sont d'une telle violence, menaçant la survie même des peuples, qu'elles ne laissent pas d'autre choix aux peuples que de résister en se saisissant de tous les moyens à leur disposition.

LA SIGNIFICATION DU VOTE DU 6 MAI

L'aspect majeur des élections grecques du 6 mai (comme dans d'autres pays), c'est, sous toutes les formes, le rejet du mémorandum (le plan d'austérité de la

troïka) et de tous les gouvernements, de tous les partis qui l'ont mis en œuvre. Avec 35 % d'abstention, 75 % des électeurs ont voté contre les partis qui ont, depuis deux ans, mis en œuvre la pire offensive contre les masses grecques depuis la fin de l'occupation nazie.

Qu'on en juge sur la base des conséquences concrètes des deux mémorandums — mis en œuvre par le gouvernement du Parti « socialiste » (Pasok) de Georges Papandréou, puis par le gouvernement d'union nationale de Papadémós (comprenant le Pasok et les partis de droite « Nouvelle Démocratie (ND) » et Laos). Le pays compte 1,2 million de chômeurs, avec un taux de 52 % chez les jeunes de moins de 25 ans. Un quart de la population est sous le seuil de pauvreté, avec des baisses de salaires et de pensions successives de 15 puis 20 % et plus. Dans le secteur privé, la remise en cause des conventions collectives tend à l'individualisation du contrat de travail. Les services publics ont été laminés. Ainsi, un médecin hospitalier explique :

« Le ministère de la Santé a annoncé que 20 % des hôpitaux du pays devraient fermer. En réalité, selon le mémorandum et la troïka, ce sont 40 % des hôpitaux du pays qui devraient disparaître. N'oubliez pas que le premier mémorandum a déjà abouti à la fermeture de 11 000 lits dans les hôpitaux. »

Même situation dans les écoles, où il n'est pas rare que des écoliers, privés de livres, parfois de chauffage, s'évanouissent de faim en classe... Une situation qui voit le nombre de suicides augmenter de façon vertigineuse.

C'est contre la politique barbare que ces mémorandums ont imposé qu'à dix-sept reprises, dans l'année et demie écoulée, par centaines de milliers, les travailleurs ont répondu aux appels à la grève de leurs organisations syndicales. « *Prenez votre mémorandum et barrez-vous !* », devint le mot d'ordre central de toute la classe ouvrière, dans le public comme dans le privé, sur les banderoles syndicales, dans les cortèges comme dans les entreprises occupées (*lire nos précédents numéros*).

Certes, et exclusivement en raison des manœuvres de division et du refus des directions d'appeler à la grève générale, ce soulèvement de la classe ouvrière n'a pas réussi à imposer l'annulation du mémorandum. Mais il a été suffisamment puissant pour faire tomber le gouvernement Papandréou en novembre 2011.

A peine six mois après, les élections législatives du 6 mai ont indiqué clairement que l'annulation du mémorandum était l'expression de la volonté du peuple grec. Dans ces élections, les travailleurs ont infligé une défaite cinglante au Pasok, qui sort laminé des élections, passant de 44 % en 2009 — et obtenant la majorité absolue au Parlement —, à 13,2 % — 41 députés (1).

Une fraction significative de la classe ouvrière s'est tournée vers Syriza (2) qui, avec près de 17 % des voix (4,6 % en 2009), devient le deuxième groupe au Parlement, en raison de l'exigence d'annulation du mémorandum avancée dans sa plate-forme électorale. A l'inverse, le Parti communiste de Grèce (KKE), qui réalise une progression limitée, se voit distancé dans ses bastions ouvriers par Syriza, en raison de sa politique de division des rangs ouvriers, en particulier via sa fraction syndicale, Pame, qui organise systématiquement des manifestations et rassemblements distincts de celui des confédérations (3). A droite, « Nouvelle Démocratie », qui a participé au gouvernement d'union nationale de

Papadémós (novembre 2011-mai 2012), est également sanctionnée, au profit de listes de droite et d'extrême droite qui ont fait campagne contre le mémorandum.

SYRIZA REFUSE DE FORMER UN GOUVERNEMENT DANS LE CADRE DU MÉMORANDUM

Ces élections en Grèce ont donc marqué, comme dans tous les pays du continent, sur le terrain de la lutte de classe directe, combiné avec le terrain déformé des élections, le rejet de la politique de l'Union européenne et de la troïka, le rejet de ce qui est concentré dans le nouveau traité européen TSCG signé en mars 2012, qui signifierait la mise en œuvre d'un mémorandum « à la grecque » dans chaque pays.

(1) Laminé électoralement, quitté par des dizaines de milliers de militants et de cadres, le Pasok n'a pas pour autant disparu comme obstacle contre la classe ouvrière. Il existe d'abord et avant tout comme la projection grecque de l'Internationale socialiste (dont Papandréou était président) et conserve de puissants relais dans les directions des confédérations syndicales.

(2) Syriza, littéralement « coalition de la gauche radicale », est une alliance électorale, devenue permanente, constituée en 2004. Le principal parti, parmi la quinzaine de groupes qui la composent, est Synaspismos, parti issu de la crise du Parti communiste de Grèce (KKE) en 1991, représentant la continuité du « Parti communiste de l'intérieur » (« euro-communiste »). Synaspismos est membre du Parti de la gauche européenne aux côtés du Parti communiste français, de Die Linke (Allemagne) ou de Rifondazione Comunista (Italie).

(3) Justifiant le refus de toute alliance ponctuelle avec Syriza sur l'exigence d'annulation du mémorandum, sous prétexte qu'il s'agit d'un parti « opportuniste », la direction du KKE, dans un long article publié le 23 mai 2012, écrit notamment : « *Le dilemme artificiel entre pro et antimémorandum est utilisé par la bourgeoisie et les opportunistes, pour pouvoir cacher un élément qui les unit : la voie unique européenne, alignée sur la stratégie du capital (...). Même si la Grèce quitte le mémorandum, sans conflit avec le capital et son pouvoir, les mesures antipopulaires vont continuer, et avec une plus grande intensité, parce que c'est ce que prévoit l'orientation stratégique de l'Union européenne, qu'ont signée ou que soutiennent les partis bourgeois et Syn-Syriza.* » Curieux adversaires du capital et de l'Union européenne, ceux qui considèrent comme « artificielle » l'alternative entre maintenir le mémorandum de la troïka ou réaliser l'unité pour abattre le mémorandum...

C'est un fait indiscutable que, lorsque les partis du mémorandum (Pasok et ND) se sont révélés incapables de rassembler une majorité pour constituer un gouvernement, Syriza a, pour sa part, refusé, se prononçant pour la constitution d'un gouvernement qui annule le mémorandum. Son porte-parole, Alexis Tsipras, a déclaré : « *On ne peut pas à la fois soutenir un gouvernement anti-austérité et le mémorandum* », ajoutant : « *Ce n'est pas Syriza qui rejette cette proposition* (de constituer un gouvernement qui applique le mémorandum — NDLR), *c'est le peuple grec qui l'a fait en votant dimanche.* »

Au moment où ces lignes sont écrites, et malgré la campagne internationale déchaînée des institutions internationales, Union européenne et FMI en tête, les dirigeants de Syriza ont réitéré ces déclarations, Tsipras indiquant, lors d'une conférence de presse à Paris — invité par le Parti de la gauche européenne, PGE (4) : « *Il n'y a rien à négocier dans le mémorandum, car c'est la voie qui nous conduit en enfer.* »

Ce refus de déroger au mandat confié par le peuple a, le 15 mai, amené le président de la République à annoncer de nouvelles élections le 17 juin. Une vague de sympathie vis-à-vis de Syriza grandit chaque fois que ses responsables réaffirment l'exigence d'annulation du mémorandum. Une vague de sympathie également de la part des travailleurs de toute l'Europe, qui voient (à l'encontre de la tendance générale) un parti se réclamant des travailleurs faire un pas concret dans la voie de la rupture avec la mise en œuvre de l'austérité.

DÉCHAÎNEMENT CONTRE LE DROIT DU PEUPLE GREC À DISPOSER DE LUI-MÊME

A l'inverse, c'est un véritable déchaînement contre le peuple grec, contre son vote du 6 mai, contre son droit à la plus élémentaire souveraineté et la démocratie. Une « grande coalition », de l'administration américaine au G 8, en passant par le FMI et la Commission de Bruxelles, et enrôlant certains dirigeants

de partis de « gauche », multiplie menaces et chantage contre le peuple grec et son droit à confirmer et approfondir, le 17 juin, son vote du 6 mai.

Dès le 15 mai à Berlin, Merkel a déclaré que, quel que soit le résultat de ces élections, il faudra « *que le mémorandum soit respecté* ». Rien là de très surprenant de sa part, qui applique avec zèle les exigences de l'impérialisme américain pour faire régner « l'ordre » en Europe. Mais que penser du fait qu'Hollande a ajouté : « *Je n'aurai pas de réponse différente de celle de la chancellerie.* » Propos confirmés par le nouveau ministre des Affaires étrangères français, Laurent Fabius, le 21 mai, indiquant que la Grèce devra « *respecter le mémorandum* ». En chassant Sarkozy, par leurs votes des 22 avril et 6 mai, les travailleurs français n'ont-ils pas clairement indiqué qu'ils voulaient en finir avec la politique d'austérité et de destruction dictée par la troïka qui, précisément, se concentre en Grèce dans le mémorandum ?

Derrière ces menaces contre le peuple grec, il s'agit de lancer un avertissement aux peuples de toute l'Europe, aux travailleurs et à leurs organisations pour indiquer qu'il faudra bien accepter les plans d'austérité et leur « constitutionnalisation » dans le cadre du TSCG. La décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production (impérialisme), qui se manifeste aujourd'hui en Europe sous la forme de la dictature de la troïka, remet à l'ordre du jour, y compris dans les pays impérialistes, les questions les plus élémentaires de la démocratie et de la souveraineté. Car ce qui est en jeu derrière cette campagne déchaînée contre le peuple grec (et tous les peuples) n'est rien d'autre que le droit le plus élémentaire du peuple grec à disposer de lui-même.

La IV^e Internationale n'a pas d'intérêts distincts de ceux du peuple grec qui com-

(4) Une position exprimée par les dirigeants de Syriza... mais pas par le président du PGE, Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français, qui, dans la conférence de presse, ne prononça pas le mot « mémorandum », présentant l'enjeu des élections du 17 juin comme « un affrontement entre la gauche (derrière Syriza) et la droite ».

bat depuis des mois pour l'annulation du mémorandum, pour chasser la troïka. Ces mois d'intense lutte de classe se sont matérialisés dans le vote du 6 mai. C'est comme produit de cette volonté des masses que la coalition Syriza a été amenée à formuler (au moment où ces lignes sont écrites) une position qui va plus loin que sa position initiale, refusant de participer à un gouvernement qui ne romprait pas avec le mémorandum.

La IV^e Internationale soutient inconditionnellement cette position de Syriza et la défendra contre ses détracteurs qui ont en commun de vouloir faire passer à tout prix le mémorandum.

“SOUS L'INFLUENCE D'UNE COMBINAISON TOUT À FAIT EXCEPTIONNELLE DE CIRCONSTANCES...”

Pour nous, militants de la IV^e Internationale, l'exigence d'annulation du mémorandum est un pas dans la voie de la rupture avec la troïka, avec l'ensemble des institutions européennes : euro, Union européenne, BCE, traités qui, du plan Marshall au TSCG en passant par le traité de Maastricht, ont présidé à une offensive sans précédent de destruction des forces productives (mais aussi de remise en cause de la démocratie politique et de la souveraineté nationale) sur le continent au compte des besoins du capital financier nord-américain. La crise actuelle de l'Union européenne confirme l'incapacité d'unifier le continent dans le cadre du régime de la propriété privée des moyens de production à l'agonie. La rupture avec le mémorandum, la non-ratification du TSCG, c'est pour nous le premier pas vers les Etats unis socialistes d'Europe, libérant le continent des chaînes de l'exploitation et de l'oppression.

Nous savons que — comme le souligne le programme de la IV^e Internationale — il est « impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses,

etc.), des partis petit-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie ». C'est sur ce terrain que nous soutenons la position de Syriza, tant qu'elle exprime le mandat du 6 mai : annulation du mémorandum. Car la position de la IV^e Internationale ne s'identifie pas à celle de Syriza qui, tout en exprimant la volonté des masses grecques d'annulation du mémorandum, se prononce (comme tous les partis du PGE) pour le maintien de l'euro et de l'Union européenne.

Une contradiction qui est soulignée dans les déclarations de certains représentants de Syriza eux-mêmes. Ainsi Sofia Sakorafa, députée exclue du Pasok pour ses votes contre le mémorandum, et réélue députée de Syriza, déclare le 17 mai :

« Nous voulons rester dans la zone euro et, en son sein, changer les relations de pouvoir et les politiques néolibérales dures (...). Demeurer dans la zone euro ne peut signifier sacrifier un peuple, le laisser mourir de faim. (...) Nous luttons pour notre survie. Et si rester dans la zone euro signifie la destruction de la Grèce, nous devons en sortir. »

POURSUITE DU DIALOGUE ENGAGÉ AVEC DES MILITANTS GRECS

C'est dans ce contexte que nous avons poursuivi la discussion engagée il y a maintenant plusieurs mois avec des militants et travailleurs grecs.

A la fin du mois d'avril, nous avons publié le deuxième numéro du bulletin de discussion de la IV^e Internationale, comme une contribution à la mise en œuvre d'une politique indépendante, pour aider à la réalisation de l'unité contre le mémorandum.

C'est autour de ce bulletin que, quelques jours avant les élections législatives du 6 mai, une quinzaine de travailleurs ont participé à une réunion. La plupart s'apprêtaient à voter Syriza car, disaient-ils, « ce parti est contre l'Union européenne et pour sortir de la zone euro », et parce qu'« il faut qu'il y ait plus de députés de gauche au Parlement pour faire pression sur le gouvernement ».

Une enseignante, syndicaliste, explique lors cette réunion :

« Il y a eu une série de mobilisations, de grèves à répétition contre le mémorandum. Je suis professeur dans un lycée. Mon salaire a énormément baissé. Ma protection sociale est réduite en application de la politique de l'Union européenne. Nous avons un syndicat auquel j'appartiens. Mais il organise des grèves de un jour ou de deux jours. Cela ne sert à rien. On ne parvient plus à convaincre les collègues à se mettre en grève car ils perdent de l'argent et le but n'est pas clair. Comment faire pour qu'il y ait un appel à la grève générale jusqu'au retrait du mémorandum ? »

La question posée nous amène au rôle des directions des organisations et aux raisons pour lesquelles elles n'ont pas lancé un tel appel.

La classe ouvrière s'est tournée naturellement vers ses organisations traditionnelles, et en particulier vers ses syndicats, pour tenter de mettre en échec la politique de destruction dictée par la troïka et mise en œuvre par le gouvernement Papandréou puis le gouvernement Papadémós. Dans ce mouvement, elle s'est heurtée et continue à se heurter à des obstacles qu'elle n'est pas parvenue à surmonter. Et le principal obstacle est constitué par le refus des directions des organisations d'appeler à la grève générale pour l'annulation du mémorandum, exprimant le refus de rompre avec la bourgeoisie, en l'occurrence avec les institutions de l'Union européenne et du FMI.

« Mais, rétorque l'enseignante citée plus haut, les travailleurs savent très bien ce que font les directions ! » Pas si simple... car s'ils cherchent à se saisir de leurs organisations, ils n'ont pas pour autant pleine conscience des raisons pour lesquelles les appareils qui dirigent ces organisations font obstacle au mouvement d'ensemble qui balayerait cette politique.

Identifier ces obstacles, dégager les moyens de les surmonter nous ramènent à la formulation du programme de la IV^e Internationale selon laquelle *« la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire »*. D'où la nécessité de constituer des groupements politiques sur le terrain de l'indépendance de classe permettant d'aller dans ce sens.

“LE PEUPLE GREC PEUT-IL VIVRE EN AUTARCIE ?”

Mais, s'interroge un autre travailleur, *« même si je suis d'accord avec la nécessaire rupture avec l'Union européenne, le peuple grec peut-il vivre en autarcie ? Faut-il remplacer les institutions de l'Union européenne et par quoi ? »*

L'autarcie, c'est précisément ce à quoi conduit la politique de la troïka et du mémorandum ! Le combat pour démanteler les institutions de l'Union européenne est plus que jamais à l'ordre du jour. Ce combat prend la forme aujourd'hui du combat commun contre les plans de la troïka et les traités européens, permettant d'ouvrir la voie à une véritable union libre des peuples libres de toute l'Europe, vers la constitution d'authentiques Etats unis socialistes d'Europe, permettant une libre et fraternelle coopération à égalité entre les peuples.

Cette discussion s'est poursuivie après les élections du 6 mai dans le cadre d'une nouvelle réunion dans laquelle a été initié l'« appel de Nauplie » (*voir ci-dessous*).

Dans le numéro 73 de *La Vérité*, nous indiquions :

« Pour les militants de la IV^e Internationale, il est évident que la solution la plus économique serait que les dirigeants des partis qui ont aujourd'hui la confiance des masses s'orientent dans la voie de la rupture avec l'Union européenne et la FMI, c'est-à-dire qu'ils opposent un front uni au gouvernement Papadémós pour la constitution d'un gouvernement rompant avec l'Union européenne et le FMI. »

Oui ou non, le positionnement de Syriza, qui a refusé de former un gouvernement avec les partis qui ont appliqué le mémorandum, constitue-t-il un pas dans la voie de la rupture ?

Un militant objecte :

« Il y a une confusion concernant la position de Syriza contre le mémorandum. Est-ce que cette position signifie qu'ils sont contre le nouveau traité (TSCG) ? Est-il possible de combattre le mémorandum dans le cadre des traités ? »

Incontestablement, le fait majeur de la situation, c'est qu'en dépit de la politique des appareils, le peuple grec, le 6 mai, a

balayé tous les partis liés au mémorandum et réaffirmé l'exigence : « *Dehors la troïka, dehors le mémorandum !* » C'est cette situation qui a amené Tsipras, poussé par le soulèvement et la résistance continus du peuple grec, à formuler clairement, à l'issue des élections, « *annulation du mémorandum* ». Ce qui n'est pas secondaire. C'est un point d'appui considérable pour formuler une politique de front unique.

Nous savons que ce mémorandum est une anticipation du TSCG et que cette anticipation va poser un problème central, celui de la rupture avec les institutions européennes et donc avec le TSCG. C'est pourquoi, l'unité peut et doit se réaliser sur le mot d'ordre d'annulation du mémorandum

Sur ce point précis, la IV^e Internationale soutient inconditionnellement la position de Syriza et de Tsipras, aussi longtemps qu'ils demanderont l'annulation du mémorandum, et les défendra contre tous leurs détracteurs. Pour autant,

la IV^e Internationale ne reprend pas à son compte toutes les positions de Syriza.

En particulier parce que Syriza, tout en affirmant une position correcte sur le mémorandum, maintient sa volonté de rester dans le cadre de l'euro, ce qui est totalement contradictoire. Et cette contradiction a un rapport avec le fait que Syriza est membre du PGE et n'a pas pour objectif d'en finir avec le régime d'exploitation capitaliste et avec l'ensemble de ses institutions, notamment l'Union européenne.

Cependant, nous savons que, placées dans des circonstances exceptionnelles, des organisations peuvent aller plus loin qu'elles ne le voudraient elles-mêmes sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. C'est sur ce terrain que nous défendons la position de Syriza, produit de la mobilisation des masses grecques, qui constitue un point d'appui pour aider les travailleurs grecs à surmonter les obstacles qui ont été dressés par les directions politiques et syndicales.

Christel Keiser et Dominique Ferré

Appel de Nauplie

Travailleurs, militants politiques et syndicaux, réunis à Nauplie ce 17 mai, nous avons discuté de la situation. Nombre d'entre nous ont voté le 6 mai pour Syriza, d'autres pour d'autres candidats, d'autres n'ont pas voté, mais tous, nous sommes unis pour dire que ce qui nous rassemble, nous et l'immense majorité des travailleurs et du peuple grecs, et qui s'est exprimé dans les grèves et mobilisations depuis un an et demi, comme dans les élections du 6 mai, c'est :

Unité pour l'annulation du mémorandum de la troïka !

Annuler le mémorandum, c'est ouvrir la possibilité pour les chômeurs de retrouver un emploi, c'est ouvrir la possibilité aux salariés et aux retraités qui ne le peuvent plus de nourrir leur famille, de reconquérir leurs salaires et leurs pensions au niveau d'avant le mémorandum. Annuler le mémorandum, c'est ouvrir la voie pour annuler la privatisation de l'énergie, de l'eau et des chemins de fer, c'est ouvrir la voie à la reconquête des moyens pour assurer l'instruction publique pour la jeunesse, des moyens pour les hôpitaux pour rétablir le droit à la santé pour les malades. C'est le premier pas pour l'annulation de toutes les mesures d'austérité et de remise en cause des conventions collectives et du salaire minimum.

Annuler le mémorandum, c'est ouvrir la voie au rétablissement de la démocratie et de la souveraineté que la troïka viole depuis des mois, dans notre pays comme dans toute l'Europe.

Depuis une semaine, les dirigeants du FMI, de l'Union européenne, la BCE, les « marchés financiers » et les banquiers de New York, Londres, Paris, Frankfurt, les Merkel, Barroso, Junker... s'agitent, s'alarment, menacent, font du chantage... parce qu'Alexis Tsipras, de Syriza, a osé déclarer qu'il fallait **annuler le mémorandum**, refusant de constituer un gouvernement de coalition pour poursuivre l'application du mémorandum barbare.

Quelles que soient nos appartenances politiques et syndicales, nous disons : Alexis Tsipras a raison quand il dit : annulation du mémorandum !

Car pour nous, pour tous les travailleurs, chômeurs, jeunes, retraités, paysans... **annuler le mémorandum**, c'est une question de survie ! N'est-ce pas sur cette revendication élémentaire que tous les partis qui se réclament des travailleurs devraient s'unir ?

Mardi 15 mai, lors de leur conférence de presse commune, Angela Merkel et François Hollande ont lancé « un appel au peuple grec ». Sans surprise, nous avons entendu Merkel déclarer que, quel que soit le résultat des élections, « *il faudra que le mémorandum soit respecté* ». François Hollande a pour sa part, ajouté : « *Je n'aurais pas de réponse différente de celle de la chancelière.* »

Mais ces « engagements » à appliquer le mémorandum pris auprès de la troïka par le Pasok, de ND et du Laos, n'ont-ils pas été rejetés par le vote du peuple grec le 6 mai ?

Ce rejet, c'est celui de tous les travailleurs dans toute l'Europe contre les partis et gouvernements qui appliquent la politique d'austérité de la troïka. Que ce soit dans les élections, comme récemment en France, en Italie et dans le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (Allemagne). Ou que ce soit sur le terrain de la mobilisation des travailleurs avec leurs organisations dans les grèves et manifestations, comme dans la grève de dix millions de travailleurs le 29 mars en Espagne contre la réforme du Code du travail, ou dans les manifestations de janvier-février en Roumanie contre la réforme de la santé, toutes ces contre-réformes étant la conséquence directe des exigences de l'Union européenne et du FMI.

Nous ne sommes pas seuls. Nous lançons un appel pour dire : rien n'est plus urgent que d'œuvrer, sous toutes les formes, à la réalisation de l'unité pour l'annulation du mémorandum de la troïka et de ses mesures barbares !

Nauplie, le 17 mai 2012

Déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale

Pour le droit souverain du peuple grec à chasser le mémorandum de la troïka !

Les déclarations menaçantes de l'administration américaine, de l'Union européenne et du FMI à l'encontre du peuple grec n'ont qu'un but : aligner tout le monde dans une offensive déchainée pour faire céder le peuple grec, et par là même adresser un avertissement à tous les peuples d'Europe.

Ce serait le peuple grec qui serait responsable de la faillite dans laquelle sont entraînés tous les peuples d'Europe ? Ce serait le peuple grec qui serait responsable de la situation qui s'installe en Espagne, au Portugal, en Italie... ?

Non ! Les seuls responsables de la crise et du chaos, en Grèce, comme sur tout le continent, sont ceux qui imposent et appliquent les mémorandums de la troïka et leurs mesures barbares !

Ils désignent le peuple grec comme « responsable », parce que six mois après le soulèvement des 19 et 20 octobre 2011 qui a chassé Papandréou, il a infligé, lors des élections législatives du 6 mai, une défaite sans appel aux partis, PASOK en tête, qui s'étaient soumis aux diktats supranational de la troïka (FMI-Commission européenne-BCE). Ils menacent le peuple grec, parce que celui-ci a, au lendemain du 6 mai, interdit la constitution d'un gouvernement qui n'annulerait pas le mémorandum.

Piétinant toute forme de souveraineté et de démocratie, Madame Lagarde au nom du FMI, à la suite de la Commission européenne, prétend interdire au peuple grec de confirmer et approfondir le 17 juin son vote du 6 mai.

En exigeant l'annulation du mémorandum, le peuple grec ne fait qu'exprimer la volonté de tous les peuples d'Europe d'en finir avec les plans d'austérité, de mettre en échec la marche à l'instauration d'une véritable dictature de la troïka que représenterait la ratification du nouveau traité européen TSCG.

Militants de la IV^e Internationale, nous disons : le peuple grec, les travailleurs et les peuples d'Europe refusent de subir la loi implacable du capital financier. Ils refusent de payer dans leur chair les conséquences barbares de la crise du régime de la propriété privée des moyens de production.

Militants de la IV^e Internationale, nous affirmons que la seule issue positive pour les travailleurs et les peuples d'Europe ne pourra être ouverte sans rompre avec l'Union européenne, avec ses institutions, avec ses traités, du traité de Rome au TSCG en passant par le traité de Maastricht. La seule issue pour sortir du chaos et de la barbarie se situe dans le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, libérés du carcan de la dette, du pillage et de l'exploitation.

Le premier acte dans cette voie, c'est l'annulation du mémorandum barbare, que le peuple grec exige, c'est la non-ratification du traité TSCG et de sa « règle d'or », et son abrogation dans les pays où il a été ratifié !

C'est pour cette raison que la IV^e Internationale soutient sans condition le peuple grec et ceux de ses représentants comme SYRIZA qui disent : annulation du mémorandum ! Respect de la volonté souveraine du peuple grec !

Le 1^{er} juin 1012

Après l'élection présidentielle en France

Par Daniel Gluckstein

Il pourrait sembler paradoxal d'affirmer que l'élection présidentielle du 6 mai 2012 en France marque un tournant de la situation politique : le nouveau gouvernement n'affiche aucune volonté de rupture, sur le fond, avec les politiques des gouvernements précédents ; et l'élection elle-même n'a pas été marquée par une mobilisation ouvrière et populaire particulière.

Il s'agit bien, pourtant, d'un tournant majeur qui s'inscrit dans la crise qui, d'un bout à l'autre du continent, disloque les institutions de l'Union européenne et balaie les gouvernements en place. Une crise marquée d'abord et avant tout par l'extraordinaire résistance de la classe ouvrière et du peuple grecs qui, malgré les plans destructeurs de l'Union européenne appliqués notamment par le Pasok, et malgré la politique des dirigeants des organisations qui ont bloqué ses grèves générales successives, continue de se dresser contre la dictature du mémorandum ; mais aussi par le surgissement des masses en Espagne, au Portugal, les grèves en Allemagne, etc.

L'unité mondiale de la lutte de classe s'exprime avec une netteté sans précédent aujourd'hui sur le Vieux Continent.

Mais la lutte de classe a ses formes nationales spécifiques qui intègrent les dimensions historiques propres à chaque

nation, à commencer par l'expérience et la continuité du combat ouvrier. En France, les votes du 22 avril et du 6 mai 2012 ont marqué un rejet massif. Le gouvernement Sarkozy a été balayé comme instrument de la politique anti-ouvrière d'austérité dictée par l'Union européenne.

Il n'a pas été balayé parce qu'il était de droite et que l'électorat identifiait François Hollande comme porteur d'une autre politique. Il a été balayé comme l'ont été tous les autres gouvernements d'Europe, de Grande-Bretagne, d'Espagne, du Portugal, de Grèce, d'Italie, dans la mesure où chacun de ces gouvernements, de droite comme de gauche, apparaissait aux yeux du peuple comme responsable des mêmes attaques anti-ouvrières, des mêmes plans d'austérité, des mêmes mesures de destruction de l'ensemble des droits et des garanties ouvrières et démocratiques.

En ce sens, le Parti ouvrier indépendant (au sein duquel agissent les militants de la section française de IV^e Internationale) a eu parfaitement raison d'écrire :

« Le 6 mai, le peuple travailleur des villes et des campagnes, la jeunesse, les retraités, les chômeurs et les paysans ont chassé Sarkozy. Une majorité s'est exprimée. Elle exige qu'on en finisse avec la politique de destruction imposée depuis trente ans par des gouvernements successifs de toutes couleurs politiques aux

ordres de l'Union européenne. La démocratie, c'est que cette exigence débouche sur des actes concrets » (1).

En France, la forme particulière de ce rejet est liée aux caractéristiques spécifiques des institutions de la V^e République d'une part, des processus de la lutte de classe d'autre part.

LES PREMIÈRES COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT HOLLANDE

Dès sa première réunion, le gouvernement Hollande-Ayrault a adopté deux communications. La première s'intitule : « *La méthode pour la préparation de la conférence sociale.* » Il y est confirmé

« la volonté de donner une place essentielle au dialogue social dans la conduite des réformes du quinquennat. Le rôle des partenaires sociaux sera d'ailleurs expressément inscrit dans la prochaine révision constitutionnelle (...).

Une conférence sociale réunie en juillet se saisira des priorités sociales du pays afin de partager les éléments de diagnostic et d'engager les travaux qui permettront d'apporter des réponses adaptées, notamment sur l'emploi, la formation professionnelle, la compétitivité, les salaires et retraites ou encore les conditions de travail.

Expression de la conception du dialogue social du gouvernement, la conférence sociale sera d'abord une méthode. Elle associera les organisations représentatives des salariés et des employeurs à la détermination et à l'ouverture des chantiers prioritaires. »

Il ne s'agit pas d'une mesure ponctuelle : « *La conférence sociale s'inscrit dans un processus continu tout au long du quinquennat.* »

La deuxième communication adoptée au Conseil des ministres du 23 mai fixe à 4,5 % du PIB l'objectif de déficit public pour 2012, lequel devrait être réduit de 4,5 % à 3 % en 2013. Ce qui implique que « *toute nouvelle dépense devrait être gagée par des économies structurelles et durables en dépense* » et que « *les créations d'emplois (...) seront réalisées dans le cadre d'une stabilité globale des effectifs de l'Etat* ».

Certes, tout cela est formulé avec une extrême prudence. Il reste que ces deux communications sont reliées. En effet, s'il s'agit de réaliser des économies de manière « structurelle », de bloquer toute création d'emploi, de réduire les déficits publics (autant de mesures qui vont à l'encontre des besoins immédiats des masses et bloquent la voie à toute amélioration, si minime soit-elle, de leur situation), il est nécessaire, pour faire passer ces mesures, de chercher à encamisoler les organisations syndicales, à les associer aux décisions gouvernementales et à l'élaboration des lois.

Si ces deux premières décisions du quinquennat devenaient réalité, elles mettraient en place une gouvernance corporatiste dans laquelle les organisations syndicales seraient, d'un bout à l'autre, associées à la définition et à la mise en œuvre des contre-réformes dictées par la politique d'austérité de réduction des dépenses publiques.

Toutefois — et c'est le point essentiel à nos yeux — on ne saurait confondre les intentions affichées par le nouveau gouvernement avec sa capacité à les réaliser.

LA V^e RÉPUBLIQUE CONTRE LE MOUVEMENT OUVRIER

Cette question n'est pas nouvelle. Ce choc entre la tendance de la V^e République au corporatisme et la résistance ouvrière interdisant à cette tendance de se matérialiser jusqu'au bout est précisément la marque de toute l'histoire de la V^e République depuis sa fondation en 1958. La V^e République est un régime de type bonapartiste, caricatural, à vocation ouvertement corporatiste. Mais sa caractéristique est son caractère inachevé. Lorsque de Gaulle prend le pouvoir en 1958, il entend mettre en œuvre son célèbre discours de Bayeux, prononcé en 1946, qui dessinait l'architecture d'un Etat corporatiste où les syndicats étaient intégrés et les partis politiques réduits à néant. Cependant, prenant le pouvoir en 1958

(1) Déclaration des secrétaires nationaux du POI, le 6 mai 2012 au soir.

(avec l'appui du Parti socialiste SFIO, lequel, lui-même, avait, quelques années auparavant, constitué un gouvernement soutenu par le Parti communiste qui mena à la guerre coloniale en Algérie), de Gaulle doit d'abord tenter de surmonter la crise qui déchire la bourgeoisie française face à la puissance du mouvement révolutionnaire des masses algériennes combattant pour leur indépendance. De ce fait, il doit, jusqu'à un certain point, s'appuyer sur le mouvement ouvrier dont les sommets ont capitulé contre les ailes les plus radicales de l'armée et de l'extrême droite qui fomentent des coups d'Etat successifs. D'emblée donc, la V^e République revêt ce caractère bâtard, aux tendances bonapartistes et corporatistes extrêmement prononcées, mais sans aller jusqu'au bout.

Avec la grève générale des mineurs en 1963, puis la remontée de la lutte de classe dans les années 1966-1967, puis enfin avec la grève générale de 1968, le mouvement ouvrier va reprendre sa place et ses prérogatives sur le terrain de la lutte de classe. Au lendemain de la grève générale de mai-juin 1968, de Gaulle tentera de nouveau un coup de force (un coup d'Etat à froid) avec le référendum de 1969 visant à réformer la Constitution pour imposer la régionalisation disloquant la République et instaurer un Sénat corporatiste intégrant les organisations syndicales.

C'est de l'intérieur même du mouvement ouvrier, et d'abord du congrès de la CGT-Force ouvrière (2) que surgit l'appel au vote non qui entraîne avec lui l'ensemble du mouvement ouvrier et aboutit à ce que de Gaulle fut chassé (résultat différé de la grève générale de 1968). C'est là toute la fragilité du régime bonapartiste inachevé et bâtard de la V^e République : chaque fois qu'il essaie d'aller jusqu'au bout de l'intégration, il se brise les dents sur la résistance de la classe ouvrière entraînant les organisations.

Durant les années Mitterrand, c'est dans une combinaison entre les initiatives de ministres socialistes largement imprégnés de la doctrine sociale de l'Eglise et celles de l'organisation syndicale issue de cette même doctrine (la CFDT) que seront prises toute une série de mesures dans lesquelles y compris s'intégrera progressivement le sommet de la centrale syndicale CGT, elle-même contrôlée pendant des

décennies et des décennies par le Parti communiste français, exprimant des tendances fortes à l'intégration. Il n'en reste pas moins qu'à tous les niveaux dans les organisations ouvrières les plus grandes résistances n'ont cessé de s'exprimer, qui font que, jusqu'à présent, les processus d'intégration n'ont pas pu aboutir.

LA CONFÉRENCE SOCIALE, UNE PRIORITÉ POUR HOLLANDE

C'est dans ces conditions qu'au lendemain de l'élection présidentielle, Hollande met en route sa « conférence sociale ». Pourquoi est-ce une telle priorité ? Parce que tout en dépend. Répétons-le : le programme de François Hollande, si l'on s'en tient à ses propositions politiques, reste dans la stricte orthodoxie européenne. Le vote du 22 avril et du 6 mai n'a donc pas exprimé une adhésion à ce programme, mais un rejet.

Les marxistes savent que les élections sont un terrain déformé de la lutte de classe. Cela vaut plus encore dans le cadre de cette élection présidentielle de la V^e République agonisante, où les deux candidats du second tour acceptent par avance de s'assujettir aux exigences de l'Union européenne, c'est-à-dire du capital financier à l'agonie pour qui l'arme de la dette, arme de destruction massive, est le moyen par lequel il peut continuer à prélever de la plus-value par la destruction en masse des forces productives (3).

Le fait que, dans ces conditions, la majorité des citoyens ait chassé le président de la République sortant est l'expression d'une tension en profondeur dans le pays dans les rapports entre les classes. Même dans ce cadre extrêmement déformé, il apparaît que c'est un vote très majoritaire dans les secteurs ouvriers, employés, chez les jeunes, dans les banlieues, un vote de rejet dont la signification est l'expression, déformée certes, de la puissance de la classe ouvrière. Il y a un rapport entre ce vote et le mouvement sur les retraites de l'automne 2010 qui a vu

(2) Voir *La Vérité*, n° 60-61.

(3) Lire dans *La Vérité*, n° 72, l'article sur la dette.

les travailleurs par millions et millions chercher à ouvrir la voie à la grève jusqu'au retrait de la contre-réforme Sarkozy-Fillon, se heurtant aux sommets d'un certain nombre d'organisations syndicales qui ont tout fait pour bloquer cette perspective. Cela s'est exprimé aussi dans la vague de grèves qui n'a cessé de déferler en France tout au long de 2011 et 2012 : les mêmes travailleurs qui s'apprêtaient à voter contre Sarkozy n'ont pas pour autant renoncé à s'engager dans la grève et la lutte de classe directe, y compris dans le cours même de ces élections.

NOUS NE SOMMES PAS EN 1981

D'aucuns ont voulu faire un parallèle avec 1981. Qu'en est-il ? En 1981, ce qui était à l'ordre du jour, c'était de chasser Giscard et de s'engager sur la voie de la rupture avec le capitalisme. Il ne s'agissait pas d'illusions dans le personnage de François Mitterrand (qui avait à son passif un bilan pour le moins très éloigné du mouvement ouvrier). Mais l'accumulation de tous les matériaux explosifs de la lutte de classe et le développement de la crise des institutions de la V^e République dans les années 1970 (dans le prolongement de la grève générale de 1968) ont convergé (4) et se sont concentrés dans les conditions mêmes de la campagne de Mitterrand s'accompagnant d'une réelle mobilisation des masses qui posaient la question de la rupture.

Quelle est la différence avec 2012 ? D'abord, il y a eu 1981. Et après 1981, il y a eu deux septennats (quatorze ans) de Mitterrand (dont quatre ans de cohabitation avec la droite) et le tournant de la rigueur de 1982-1983. A cette époque ressurgit la question de l'indépendance des organisations.

L'appareil du Parti socialiste, qui, avec Mitterrand, s'est coulé dans les institutions de la V^e République pour en prendre directement en charge la défense, cherche à associer les organisations syndicales à la mise en œuvre de la rigueur. Le refus de la CGT-Force ouvrière sera, là aussi, un facteur important pour bloquer ce dispositif de type corporatiste.

Et puis, surtout, il y a eu, en 1992, l'adoption du traité de Maastricht, soumis à ratification conjointement par Mitterrand et par la droite. Ce traité de Maastricht, c'est la transformation de la quantité en qualité.

C'est le moment où se met en place un carcan qui fait que, quelle que soit la couleur politique du gouvernement en place, ce qui va déterminer sa politique, c'est l'acceptation, comme impératif supérieur à tous les autres, de la stabilité de l'euro, c'est-à-dire des diktats de la Banque centrale européenne dont on se rappelle que le président de l'époque, Hans Tietmeyer, avait alors déclaré : « *La seule variable d'ajustement, c'est la force de travail* ».

LA QUESTION DE L'UNION EUROPÉENNE OCCULTÉE DANS LA CAMPAGNE

Tous les travailleurs d'Europe aujourd'hui — c'est le sens des dernières élections — ressentent plus ou moins consciemment ou plus ou moins inconsciemment, que les cartes sont faussées, car tout gouvernement qui accepte ce carcan de Maastricht, sera conduit, quelles que soient ses intentions affichées, à mettre en œuvre la politique dictée par les prédateurs de la classe capitaliste via les institutions de l'Union européenne. Ce sentiment est partagé par les travailleurs en France qui, le 25 mai 2005, avaient voté en masse non au référendum sur la Constitution européenne. Mais il fallait bien chasser Sarkozy. C'est ce caractère contradictoire du vote — peu chargé d'illusions sur les intentions de Hollande, mais malgré tout déterminé à chasser Sarkozy — qui est à la base de la situation actuelle.

De façon significative, beaucoup d'efforts ont été déployés au cours de la campagne pour occulter la question de l'Union européenne et, tout particulièrement, en début d'année, celle des deux

(4) Frappée par la grève générale de 1968 et la défaite de 1969, la V^e République ne devra sa survie qu'à la politique de division de l'appareil stalinien, tant sur le plan électoral que sur le plan direct de la lutte de classe. C'est dans ces conditions qu'un mouvement se constitue qui, balayant la politique de division, s'orientera vers la chute de Giscard.

traités : le mécanisme européen de stabilité (MES) et le traité sur la stabilité, la coopération et la gouvernance dans l'Union européenne (TSCG). On a même vu, en pleine campagne électorale au mois de février, le groupe parlementaire du Parti socialiste (qui, majoritaire au Sénat, avait le pouvoir de bloquer la procédure de ratification du traité MES) faire le choix ostensible de s'abstenir pour laisser passer ce traité destructeur.

Quant au TSCG, il ne fallait surtout pas en parler. C'est le Parti ouvrier indépendant, seul, qui avant même sa signature le 2 mars à Bruxelles par les chefs d'Etat, a alerté la population, engagé une campagne contre la ratification, réunissant à la fin du mois de mai plus de 50 000 signatures de travailleurs (y compris de militants de toutes tendances). Il n'en reste pas moins que cette question de l'Union européenne reste celle sur laquelle il y a un consensus général (5). Et c'est là où on en arrive au paradoxe du résultat du 22 avril et 6 mai. La question de l'Union européenne, tenue plus ou moins en marge de la campagne électorale, est au cœur du rejet qui a frappé Sarkozy.

L'investiture du nouveau président se fait dans un contexte de crise ouverte à l'échelle européenne qui met Hollande devant une situation délicate. Bien évidemment, il entend préserver le cadre de l'Union européenne, de ses institutions et créer les conditions de la ratification du traité TSCG. Car, s'inscrivant dans le cadre du maintien du régime de la propriété privée des moyens de production, il entend en préserver le cadre institutionnel actuel : l'Union européenne, la Banque centrale européenne, la stabilité de l'euro, les traités antérieurs, donc le TSCG. Mais d'autre part il sait — il l'a dit — que la stricte application du traité TSCG dans les conditions économiques, sociales et politiques actuelles est impossible. Pour n'en prendre qu'un exemple : comment, dans les conditions d'une croissance économique quasiment nulle, couper dans le budget 2013 les 85 milliards d'euros (20 % du budget total) qui correspondent à l'application de l'article obligeant à la réduction du volume de la dette publique de 5 % par an (et ce n'est là qu'un des aspects des exigences de ce traité) ? Cela appellerait des mesures d'une brutalité

inouïe que seule une dictature écrasant toute forme de démocratie et interdisant totalement les organisations ouvrières serait peut-être à même d'approcher. Et encore...

D'où la nécessité pour Hollande de louvoyer, d'obtenir de la part de l'impérialisme allemand une légère détente de la pression sur l'austérité budgétaire, désormais reliée à la perspective d'une « reprise de la croissance ».

Les dirigeants de l'Union européenne et de l'impérialisme américain, Obama lui-même, se déclarent tous désormais partisans de « la croissance ». Mais quelle croissance ? Celle qui rogne et dégage des marges supplémentaires de plus-value sur la base de la destruction des conquêtes de la classe ouvrière (voir, dans ce numéro, l'article d'Alan Benjamin sur les conséquences la signature du contrat UAW) ? Celle que revendique la Commission européenne et le patronat en France à travers les accords « compétitivité-emploi » remettant en cause le Code du travail et les conventions collectives ?

CRISE DANS LA CGT

En fait, par tous les bouts, la situation ramène à la place des organisations syndicales. Certes, la CFDT, fidèle à sa tradition de centrale puisant ses origines dans la doctrine sociale de l'Eglise, a fait des offres de service, mettant en garde contre toute satisfaction excessive de la moindre revendication salariale. Mais son poids n'est pas suffisant.

Ce sont les principales centrales syndicales, issues de la vieille CGT, qu'il faudrait parvenir à associer au plan de la gouvernance corporatiste. Mais, là encore, les conditions sont-elles réunies ? Certes, Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, a ouvertement appelé à voter pour François Hollande, contradictoirement aux traditions françaises d'indépendance

(5) Même le candidat du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon — qui, « surfant » sur la vague du sentiment anti-Union européenne, en a retiré un bénéfice électoral (11 %) — s'est attaché à répéter qu'il s'agissait de respecter le cadre de l'Union européenne et de la Banque centrale européenne.

des organisations syndicales par rapport aux élections politiques. (Ainsi, la CGT-Force ouvrière réaffirmait son refus d'appeler à voter pour quelque candidat que ce soit, et, à la veille de l'élection, rappelait qu'elle combattrait l'austérité, qu'elle soit de droite ou de gauche.)

Mais au 1^{er} Mai de la CGT, les militants et les syndicats étaient présents avec leurs revendications, ne se laissant aucunement entraîner sur le terrain de la subordination du combat revendicatif aux appels politiques de Thibault. Ce qui n'a pas empêché le secrétaire général de la CGT, au lendemain de l'élection, de faire adopter par sa commission exécutive confédérale une déclaration affirmant que l'élection de François Hollande créait un terrain plus favorable pour la satisfaction des revendications.

Quelques jours plus tard, une crise ouverte éclatait dans l'instance la plus élevée de la CGT, la commission exécutive confédérale, où Bernard Thibault était mis en minorité sur la question de sa succession. Au-delà de cet aspect contingent, il est apparu clairement que de larges secteurs de cadres et de militants de la CGT exprimaient à travers cette question leur désaccord avec l'orientation imprimée dans la dernière période.

Pour certains, désaccord avec la subordination à la candidature de Hollande ; pour d'autres, désaccord avec la manière dont la direction de la CGT avait entraîné dans une impasse le mouvement sur les retraites de l'automne 2010, lui interdisant de déboucher positivement ; pour d'autres encore, désaccord avec la tentative de la direction de la CGT de rompre avec sa position traditionnelle contre le financement de la Sécurité sociale par l'impôt et non plus par le salaire différé (CSG, etc.).

IL Y A LOIN DE LA COUPE AUX LÈVRES

Comme on le voit, une chose est la convocation d'une conférence sociale ; autre chose est de parvenir à lui faire jouer le rôle de cadre d'intégration corporatiste. Le rejet qui s'est exprimé le 22 avril et le 6 mai sera amené, sous une forme ou sous

une autre, à trouver son prolongement et sur le plan de la lutte de classe directe et au sein des organisations. Tout se ramène à la question centrale de la rupture avec l'Union européenne ou de la subordination vis-à-vis d'elle et, plus précisément, à la ratification du traité TSCG.

La campagne menée par le Parti ouvrier indépendant a d'ores et déjà abouti à la publication, à l'heure où nous écrivons, de près d'une cinquantaine d'appels communs de militants et responsables de différents partis, organisations du mouvement ouvrier, de syndicalistes de toutes tendances qui, sans partager nécessairement les positions du Parti ouvrier indépendant, lancent des appels à l'unité contre la ratification (y compris pour une manifestation nationale contre la ratification). Elle constitue un solide point d'appui politique au regroupement pour l'indépendance du mouvement ouvrier.

Dans ce processus s'inscrit la présentation des 106 candidats du Parti ouvrier indépendant aux élections législatives. Tous ont mis au centre de leur campagne l'exigence de rupture avec l'Union européenne et de non-ratification du traité TSCG, reliée à la satisfaction des revendications les plus fondamentales du peuple travailleur, y compris la reconquête de la souveraineté de la nation posant la question de la convocation de l'Assemblée constituante. Ces candidatures, elles aussi, sont un point d'appui pour l'enracinement du Parti ouvrier indépendant qui, dans la période qui vient, sera amené à prendre toutes ses responsabilités, qu'il s'agisse de l'aide à la réalisation des conditions de la lutte de classe unie pour les revendications, de l'action politique pour l'indépendance des organisations, ou de la défense de ces foyers de démocratie politique que sont les communes menacées par une nouvelle phase des lois de décentralisation qui remettent en cause l'égalité des droits et disloquent les acquis nationaux tant sociaux que démocratiques.

C'est une certitude, un choc se prépare en France. Et cela pose plus que jamais la question de la nécessité pour les travailleurs de disposer d'un parti indépendant agissant sur le terrain de classe.

Daniel Gluckstein

Espagne : face à la décomposition de la monarchie, seule la classe ouvrière peut ouvrir une issue positive

Par Andreu Camps

LA SIGNIFICATION DE LA "NATIONALISATION" DE BANKIA

La décision du gouvernement Rajoy, du Parti populaire néofranquiste, de « nationaliser » la quatrième entité financière du pays, Bankia, le lundi 7 mai 2012, et de se débarrasser de l'ex-directeur général du FMI Rodrigo Rato, président du groupe, constitue une expression ultime de la crise qui secoue l'Etat espagnol, forme particulière de la crise mondiale.

Bankia-BFA possède trente et un milliards et huit cents millions d'actifs toxiques, ce qui fait d'elle la première société immobilière d'Espagne. Rappelons que le système financier espagnol a entre ses mains autour d'un million d'appartements vides ou invendus.

Le gouvernement a décidé d'investir tout de suite dix milliards d'euros pour empêcher l'effondrement du groupe, produit de la fusion de sept caisses d'épargne régionales, toutes impliquées dans les différents investissements spéculatifs des gouvernements régionaux concernés. Cette question met aussi en lumière le caractère

extrêmement artificiel et parasitaire de la division de l'Espagne en dix-sept régions, établie après la mort de Franco, en 1975, pour permettre la restauration de la monarchie, détourner les aspirations nationales des peuples basque et catalan et diviser la classe ouvrière.

Les régions ont constitué une véritable caste politique régionale qui a impulsé le clientélisme, multiplié la double administration (centrale et régionale), au détriment notamment des compétences et de l'autonomie des municipalités.

Aujourd'hui, toutes les régions, qui ont des compétences exclusives dans la santé et l'éducation, sont plus qu'endettées et sommées d'appliquer les plans d'ajustement dictés par l'Union européenne et appliqués par le gouvernement central.

L'effondrement de Bankia-BFA est donc aussi le bilan de la banqueroute politique et économique du système régional. Mais cette faillite va plus loin. C'est la faillite de tout le système financier espagnol.

Nouriel Roubini écrivait cette semaine, dans le *Financial Times*, que les entités financières espagnoles qui ont besoin d'être sauvées équivalent à deux cent cinquante milliards, produit direct de leur implication dans l'immobilier.

Mais la création de Bankia, le 11 juin 2010, présidée par Rato, était une opération pour empêcher cette faillite. Rato a organisé l'entrée en Bourse de Bankia. Pour ce faire, il a utilisé les fonds de milliers de petits épargnants attirés par des possibilités de gain et qui ont vu leurs actions chuter de 37 % en dix mois (et jusqu'à 62 % le 18 mai). A cela s'ajoutent les six milliards d'actions factices lancées par Bankia, produits achetés notamment par des retraités.

Les complicités politiques qui ont conduit à cette opération sont partagées entre l'ancien gouvernement Zapatero, qui avait nommé comme directeur de la Banque d'Espagne M. Fernandez Ordoñez, qui était obligatoirement au courant de la situation, et les différents gouvernements régionaux, tous dirigés par le Parti populaire, qui ont étranglé les caisses d'épargne constituant Bankia.

Selon l'éditorial d'*El País*, daté du 10 mai 2012, l'objectif du gouvernement n'est pas de rechercher les responsabilités, mais de « *consolider le bilan financier sous une stricte surveillance publique pour rendre l'entité financière à la gestion privée ultérieurement* », c'est-à-dire utiliser les fonds publics pour éponger les dettes privées, au moment où le gouvernement exige des régions de nouvelles coupes de dix milliards d'euros dans les budgets de l'éducation et de la santé.

Le vendredi 11 mai, le Conseil des ministres a adopté à toute vitesse, sous l'œil vigilant du FMI, une nouvelle réforme du système financier pour tenter de le sauver d'un effondrement généralisé, engendré par les centaines de milliards d'actifs toxiques. De nouveau, dix milliards d'argent publics ont été versés pour sauver les spéculateurs. Mais la crise est tellement grave que Rubalcaba, secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), a proposé à Rajoy, dimanche 13 mai, un pacte d'Etat pour sauver la situation, composé de trois volets : le système financier, la structure régionale et un nouveau pacte social.

Tout le monde comprendra que la situation a touché le fond. Cela explique que, pour la première fois dans l'histoire, à l'initiative des fédérations de l'enseignement de l'UGT et des CCOO, ait eu lieu, le 22 mai, une grève générale qui a réuni tous

les secteurs de l'enseignement, de l'école primaire à l'Université, à l'appel de tous les syndicats, y compris des syndicats corporatistes et autonomes. Le 10 mai, avait déjà eu lieu une action dans les universités contre les coupes budgétaires, qui impliquent, entre autres, l'augmentation de 50 % des droits d'inscription et des coupes brutales dans le système des bourses. Selon les syndicats, par exemple, à l'Université, les coupes représentent 62,5 % du budget. Ces faits constituent, au-delà de la faillite bancaire, un constat d'échec du régime de la transition instauré après la mort de Franco.

TRENTE-SEPT ANS APRÈS LA MORT DE FRANCO...

Trente sept ans après la mort de Franco, le régime dit de transition, mis en place et concocté à la Moncloa, en octobre 1977, à la suite de l'accord entre les représentants de l'appareil d'Etat franquiste et les dirigeants se réclamant de la classe ouvrière et des nationalités opprimées, est en pleine décomposition.

L'Espagne est un maillon faible dans le cadre de l'Union européenne et subit de plein fouet la crise du régime capitaliste, dont la forme actuelle a débuté en 2007.

Depuis l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun (aujourd'hui Union européenne) en 1986, les différents gouvernements espagnols, notamment le gouvernement Gonzalez, du PSOE, a fait du pays un des élèves modèles de l'Union européenne. Le résultat est là : le démantèlement d'une bonne partie de l'industrie traditionnelle, la transformation de l'industrie agro-alimentaire d'exportation, la spéculation immobilière sans limite, les travaux publics pharaoniques grâce aux crédits de l'Union européenne, un système financier dépendant de cette spéculation... Les effets de la crise ont été multipliés par dix. La prévision de six millions de chômeurs pour la fin de l'année, 52 % des jeunes, et la précarisation du marché du travail en constituent le « volet social ». Mais rien ne tient.

L'institution qui a été préservée par tous les partis, qui représentait l'unité de l'Etat et surtout l'unité de toutes les fractions de la bourgeoisie, à savoir la monarchie, est

plongée dans les plus sordides affaires de corruption, dans la meilleure tradition des Bourbon. Mais ces affaires ont pris une dimension jamais atteinte : du roi à ses filles, des beaux-fils à toute la clique royale, personne ne semble échapper au tsunami de la corruption.

Et cela touche toutes les institutions de l'État, et notamment l'appareil judiciaire qui, dernièrement, s'est même permis d'exclure le juge Garzon, pourtant digne défenseur du régime.

Entre-temps, des fractions de la bourgeoisie hésitent entre la volonté de maintenir la cadre économique commun que représente l'Espagne ou de celle de s'émanciper de la tutelle du gouvernement de Madrid, pour ne plus dépendre directement que de Bruxelles. C'est la position de plus en plus affirmée de secteurs nationalistes basques et catalans. Ainsi Artur Mas, président de la Generalitat de Catalogne, déclare : « *La Catalogne aura un système d'impôts propre, soit par la voie du Pacte, soit par sa propre décision.* » Ainsi, Mas menace de constituer un organisme qui récolterait les impôts des Catalans sans passer par le trésor central. Il réclame un régime fiscal comme celui qui existe déjà en Navarre et au Pays basque. Mas, qui soutient à fond tous les plans d'ajustement dictés par l'Union européenne et qui annonce même que son objectif est d'arriver au déficit zéro dans les deux ans, menace le gouvernement central de rompre son soutien, d'organiser des élections anticipées et de faire un pas en avant vers la séparation. Celle-ci ne pourrait en aucun cas être considérée comme un pas vers la souveraineté, mais accroîtrait la dépendance vis-à-vis de Bruxelles et des marchés financiers.

La crise fait que la soumission à Bruxelles et à ses traités multiplie tous les conflits régionaux dans une course folle vers la privatisation de tous les services publics, au nom de la « concurrence libre et non faussée ».

Par ailleurs, une fraction de l'appareil d'État au sein du Parti populaire, notamment la présidente régionale de Madrid, M^{me} Aguirre, propose la recentralisation pour redonner au gouvernement central les compétences en matière de santé et d'éducation, ce qui, à son avis, entraînerait une économie de quarante-huit milliards.

Tous les éléments d'implosion de l'État sont là, mais les uns et les autres ont une peur bleue de la force de la classe ouvrière, qui a à nouveau montré sa disponibilité au combat lors de la grève générale du 29 mars contre la réforme du Code du travail et dans les nouvelles mobilisations, notamment dans l'enseignement.

Et, au-delà, cela pose la question du démantèlement de l'appareil franquiste, de la rupture avec Bruxelles et de l'instauration d'une Union libre des Républiques de l'État espagnol.

LES PROBLÈMES DE LA LUTTE DES CLASSES DEPUIS LE 12 MAI 2010

Malgré les coups, la classe ouvrière est debout et disposée au combat. Il ne s'agit pas de retracer toute l'histoire depuis la mort de Franco. On peut se référer à la grève du 14 décembre 1988, qui a imposé le recul du gouvernement Gonzalez sur le contrat emplois jeunes et a ouvert la première brèche entre les dirigeants de l'UGT et le PSOE alors au gouvernement. L'histoire ne se répète pas, mais la lutte des classes suit les mêmes chemins.

Le 12 mai 2010, sous le deuxième gouvernement Zapatero, celui-ci a fait adopter le premier plan d'ajustement dicté par l'Union européenne et Obama en personne. Selon le secrétaire général de l'UGT, Candido Mendes, cette décision constituait une première rupture politique entre le gouvernement et la classe ouvrière.

La journée de grève générale du 29 mars, du point de vue de la mobilisation de la classe ouvrière, en est sans doute le point le plus avancé depuis le 12 mai 2010. Le gouvernement Zapatero, soutenu par la direction du PSOE, aux ordres de l'Union européenne et d'Obama, a décidé le premier plan d'ajustement et une profonde réforme du Code du travail. La force de la mobilisation (plus de dix millions de travailleurs en grève, deux à trois millions de manifestants, des milliers et des milliers organisés dans les piquets de grève) a fait vaciller le gouvernement, la politique des appareils et a eu un impact dans toute l'Europe. Elle reste l'élément déterminant de la situation.

Rappelons que, après le 12 mai 2010, le secrétaire général de l'UGT, Mendez, a déclaré qu'une rupture politique était en train de s'opérer entre le gouvernement et les travailleurs. Depuis cette date, pas un jour ne passe sans que des mobilisations, des grèves, des rassemblements aient lieu dans tout le pays contre les mesures qui découlent de ces plans d'ajustement et de leurs conséquences du point de vue des droits des travailleurs.

La liste des mobilisations est longue et nous en avons rendu compte : de la grève des enseignants à Madrid à la journée du 29 mars, qui a rassemblé plus de dix millions de travailleurs en grève.

La combativité des travailleurs, leur capacité à rassembler autour d'eux toutes les couches opprimées de la société, notamment la jeunesse, n'est pas en cause. L'effort de la classe ouvrière pour se saisir de ses organisations, notamment syndicales, a été constant. Mais pourquoi cela n'a-t-il pas abouti pour le moment, même si des reculs ont été obtenus ? Pourquoi le gouvernement Zapatero, hier, le gouvernement Rajoy, aujourd'hui, peuvent-ils, non sans difficulté, porter des coups très durs contre les travailleurs, la jeunesse et les libertés conquises depuis la mort de Franco ?

Cinq millions trois cent mille chômeurs, une prévision de six millions à la fin de l'année, un jeune sur deux au chômage, des suppressions de postes dans toutes les administrations, la baisse des salaires et des retraites dans les secteurs public et privé, les fermetures d'écoles et d'hôpitaux, les privatisations tous azimuts, le renforcement des lois contre les droits de manifestation et de grève... Et il n'y aurait pas d'issue ? Où est l'obstacle fondamental pour le mouvement ouvrier ?

Les contre-réformes imposées par les institutions du capital financier, FMI et Union européenne, seraient-elles inévitables ? Le régime de la monarchie, le gouvernement central et les gouvernements régionaux qui le soutiennent sont-ils intouchables ?

Après le 12 mai 2010, la colère et l'indignation se sont répandues dans la grande masse des travailleurs et des jeunes. Les instances confédérales de l'UGT et des Commissions ouvrières, dirigées par Mendez et Toxo, ont refusé d'y répondre.

Elles ont isolé la grève de la fonction publique du 8 juin 2010. Elles ont « vendu » la grève des travailleurs du métro, début septembre, et ont convoqué une journée de grève le 29 septembre 2010, dont l'objectif était d'obliger le gouvernement à renouer le dialogue social. Pour détourner la colère et l'indignation, ils ont lancé une « initiative législative populaire » pour demander aux Cortés de modifier la réforme du Code du travail.

Mendez a été très clair. Il a déclaré : « *Notre orientation est de réformer la réforme* », face à l'aspiration des travailleurs qui exigeaient le retrait. Jour après jour, on peut montrer la contradiction permanente entre l'aspiration de la masse des travailleurs et la manière dont Toxo et Mendez, en accord direct avec la direction du PSOE et avec le soutien « critique » de la Gauche unie, des « indignés » et d'autres, ont essayé de détourner la résistance.

Ils sont même allés jusqu'à condamner la grève des contrôleurs aériens du 6 décembre 2010 et à soutenir la décision du gouvernement de « militariser » les aéroports. Cela n'a pas empêché la longue grève des enseignants à Madrid et dans d'autres régions, la formation des premiers comités de grève durant l'année 2011. L'appareil a réussi à empêcher la centralisation du mouvement et la formation d'un comité central de grève, mais, dans de nombreuses régions, les gouvernements ont été obligés de lâcher des postes.

Zapatero est tombé, et Rajoy a été élu par défaut, le 20 novembre 2011. Imperturbables, Toxo et Mendez n'ont pas changé de politique. Ils se sont adressés à Rajoy pour proposer un pacte pour l'emploi et la compétitivité. Auparavant, le 2 février 2011, ils avaient signé le pacte social contre les retraites (ASE) avec la bénédiction de Sommer, le dirigeant du DGB allemand. Ils ont rédigé un communiqué commun et l'ont présenté comme exemple pour tous les pays d'Europe.

Le 7 décembre 2011, ils ont lancé un appel pour un nouveau contrat social européen avec d'autres responsables syndicaux européens comme Thibault, Chérèque et d'autres.

Au mois de septembre 2011, ils ont été obligés de dénoncer le pacte Rajoy-

Zapatero modifiant la Constitution et instaurant la « règle d'or », car il remettait en cause le pacte constitutionnel de 1978 et la place des syndicats. Et ils ont appelé à manifester le 6 septembre.

La journée de grève du 29 mars a été convoquée sous la pression des masses qui commençaient à ne plus être contrôlables après les grandes manifestations du 19 février, 29 février et 11 mars. Mais, pour Mendez et Toxo, en accord avec Rubalcaba, nouveau secrétaire général du PSOE, la grève avait pour but de « rectifier » la réforme et de renouer le dialogue social. C'est ce qu'ils ont déclaré le 29 mars au soir.

Ils ont dit : si le gouvernement ne négocie pas, le 1^{er} mai, nous annoncerons une nouvelle journée de grève pour le 15 mai.

Après la signature du pacte social, le 2 février 2011, plusieurs camarades se sont prononcés contre ce pacte. Une campagne a été engagée pour le retrait de la signature. Une plate-forme regroupant des militants et des responsables syndicaux a été élaborée. Ils se sont adressés par lettre à Toxo et Mendez pour exiger le retrait de leur signature. Cette campagne a reçu l'adhésion de nombreuses instances et de milliers d'adhérents.

Le 21 mars, une délégation de la plate-forme a été reçue par la commission exécutive de l'UGT. Face à la demande de retrait de la signature, le représentant de l'exécutif a dit que c'était impossible et qu'on ne pouvait pas renoncer au dialogue social.

Le 17 mai, une délégation a été reçue par les instances dirigeantes des CCOO.

Quels enseignements à tirer ?

— La puissance de la classe ouvrière, sa disponibilité au combat montrent qu'elle n'est ni défaite ni démoralisée. On est loin d'un scénario à la grecque.

— Les principaux responsables de l'UGT et les CCOO et, avec eux, la direction du PSOE et, à un autre niveau, celle de la Gauche unie ont une politique claire : hors l'Union européenne, ses traités, ses directives, pas de salut ! Et même quand, à l'instar de la CES, le nouveau traité est critiqué, leur orientation est qu'il faut renégocier pour introduire quelques modifications plus ou moins à la marge. C'est l'expression claire, actuelle et moderne de l'at-

tachement des appareils contre-révolutionnaires au cadavre pourrissant de la bourgeoisie.

LES TRAVAILLEURS ET LES JEUNES FACE AUX OBSTACLES À LEUR MOBILISATION

Lors des manifestations du 29 avril et du 1^{er} Mai, Toxo et Mendez ont déclaré que la mobilisation devait se poursuivre, sans préciser la forme qu'elle devait prendre ni l'objectif exact. Cela a permis que, ces dernières semaines, les différentes grèves et manifestations qui ont eu lieu soient à nouveau dispersées, par région et par secteur.

Sans aucun doute, la grève du 22 mai de tous les secteurs de l'éducation sur des objectifs clairs, le retrait de toutes les coupes budgétaires, est un point d'appui pour remettre à l'ordre du jour l'exigence de la grève générale jusqu'au retrait de la réforme du Code du travail et de tous les plans d'ajustement, le mot d'ordre le plus scandé lors de la journée de lutte du 10 mai chez les étudiants.

Mais l'obstacle pour la centralisation de cette mobilisation est bien présent : le 20 avril, lors d'une réunion entre Mendez, Toxo et le ministre du Travail, Fatima Bañez, le compte rendu suivant a été fait par les syndicats : « *Le ministre a refusé d'ouvrir la négociation. Dans la réunion, elle a même dit que nous jouions dans des équipes différentes. Nous avons répondu "non" : nous sommes dans la même équipe, mais nous ne partageons pas la même stratégie.* » C'est là le problème central. Si les représentants des travailleurs considèrent qu'ils jouent dans la même équipe que les ministres du gouvernement Rajoy, gouvernement du capital financier et de l'appareil franquiste, la lutte des classes n'existe plus.

Tout travailleur peut comprendre que « nous ne sommes pas dans la même équipe ». Mais cela explique que Toxo et Mendez, conformément à leur politique de dialogue social — à l'instar de Rubalcaba, secrétaire du PSOE, qui cherche à rétablir un consensus avec le gouvernement — fassent tout leur possible pour fermer la porte à la mobilisation unie des travailleurs et des jeunes autour d'objectifs clairs.

C'est la raison pour laquelle ils appellent aujourd'hui à des manifestations nocturnes le 23 mai, date à laquelle la réforme du Code du travail doit être votée aux Cortés, et au moment où le groupe parlementaire du PSOE présente des amendements.

C'est pour cela qu'après une réunion avec la secrétaire général du Parti populaire, Mendez et Toxo envisagent la possibilité de convoquer une consultation populaire en automne pour que la population donne son avis sur la politique du gouvernement... Et, pour boucler la boucle, le PSOE et la Gauche unie ont constitué un gouvernement régional en Andalousie, déclarant que *« les forces politiques signataires de cet accord de gouvernement considèrent indispensables la participation des régions pour atteindre l'objectif de réduction des déficits publics imposée par le gouvernement de la nation et de l'Union européenne »*.

Une large campagne s'est engagée, avec des milliers de signatures, qui s'adresse

aux groupes parlementaires du PSOE et de La Gauche unie pour que le gouvernement qu'ils vont constituer rejette les coupes budgétaires de l'Union européenne appliquées par le gouvernement Rajoy qui impose leur mise en œuvre aux régions.

Tous ont eu peur de la grève générale du 29 mars. Tout le monde sait que travailleurs et jeunes sont disposés et disponibles pour poursuivre le combat. C'est pour cela qu'une politique affirmant défendre la classe ouvrière et le droit des peuples en Espagne doit mettre au centre la lutte pour la convocation dans l'unité d'une grève générale jusqu'à satisfaction, pour le retrait des réformes et des plans d'ajustement.

C'est le sens de l'appel qui, à l'initiative de la Coordination pour une représentation fidèle des travailleurs, a été soumis ces jours-ci à la signature des militants et des instances syndicales.

Andreu Camps

Après le fiasco du sommet de Carthagène

Par João Alfredo Luna

« *Il n'y a pas eu consensus, ce qui explique qu'il n'y ait pas de déclaration* », a expliqué l'hôte du sommet, le président colombien, Juan Manuel Santos, à la clôture du sixième sommet des Amériques, à Carthagène (les 14 et 15 avril), sommet organisé dans le cadre de l'Organisation des Etats américains (OEA) constituée des trente-quatre Etats du continent à l'exception de Cuba.

Ces sommets des présidents ont été créés sur proposition de George Bush père, peu après la chute du Mur de Berlin, dans la foulée du « nouvel ordre mondial », pour accélérer le passage de l'ensemble de l'Amérique latine à un rôle encore plus restreint et subordonné dans le cadre de la division internationale du travail, à une fonction de simple pièce dans la zone de libre commerce des Amériques (Alca), comme un élément de l'engrenage de l'économie des Etats-Unis, dépourvu de toute souveraineté. La proposition de l'Alca a été lancée lors du premier sommet des Amériques, à Miami en 1994. Mais le plan a été freiné par la résistance des masses du continent, y compris à l'intérieur des Etats-Unis, et a été enterré lors du quatrième sommet de Mar del Plata (Argentine, 2005). Ensuite, les deux derniers sommets ont patiné.

Les présidents d'Argentine et de Bolivie, Cristina Kirchner et Evo Morales, ont quitté le dernier sommet en cours de route, sommet auquel n'ont pas participé les présidents du Venezuela, d'Equateur et

du Nicaragua, respectivement, Hugo Chavez, Rafael Correa et Daniel Ortega. Y compris la circonspecte présidente du Brésil, Dilma Rousseff, a annulé sa réunion bilatérale avec Santos et est partie.

En réalité, le président Barack Obama est resté avec un maigre public pour l'applaudir, et sa visite s'est achevée par le scandale des « hommes du président », les agents des services secrets impliqués dans une querelle de paiement de prestations de prostituées.

CUBA ET LES MALOUBINES

Officiellement, l'absence de déclaration politique, y compris d'un communiqué protocolaire, comme cela s'était fait lors du sommet précédent en 2009, a été expliquée par la « commission de style » (*chargée de la révision des projets de documents finaux — NDLR*) composée de diplomates qui constate que « *la solution des différents dépassait son mandat dans la mesure où les délégations ont vu que des questions de fond, et non de style, étaient posées* ». La presse internationale a expliqué que les divergences les plus « sensibles » portaient sur le soutien à la demande argentine de récupération des îles Malouines, occupées par Sa Majesté britannique, et l'absence de Cuba, due au blocage imposé par les Etats-Unis, qui l'excluent de l'OEA.

Au sujet de la querelle sur les Malouines entre l'Argentine et le Royaume-Uni, Obama a déclaré que « *notre position sur la question est que nous resterons neutres* » (agence DPA, 15 avril 2012). La « neutralité », en l'occurrence, consiste à nier la souveraineté historique de l'Argentine sur le territoire situé face à ses côtes, au moment même où les Britanniques y ont trouvé d'importantes réserves de pétrole et de gaz.

Au fond, c'est la même continuité politico-diplomatique de la puissance impérialiste qui réapparaît sur la question cubaine. Comme tout anti-communiste primaire, Obama, en contradiction avec les promesses antérieures, a affirmé qu'« *un Cuba "libre" serait le bienvenu dans de futurs sommets des Amériques* », mais qu'aujourd'hui le gouvernement cubain « *ne se dirigeait pas encore vers la démocratie et le respect des droits de l'homme* » (agence EFE, 15 avril 2012). Alors qu'Obama maintient le centre de tortures de Guantanamo sous occupation, dans sa bouche, des mots comme « démocratie » et « droits de l'homme » ont des relents de la vieille « diplomatie de la canonnière » qui avait nié la souveraineté nationale, en particulier dans la Caraïbe.

En fait, l'occupation des Malouines et le blocus de Cuba sont deux symboles de l'oppression impérialiste dans la région, dans laquelle l'impérialisme américain a de plus en plus de difficultés à discipliner totalement les différents gouvernements comme il avait pu le faire dans le passé. Et malgré la « négociation » d'une ouverture partielle sur Cuba, comme élément de pression pour la restauration capitaliste que, de leur côté, les frères Castro au gouvernement s'approprient à négocier selon ses propres termes.

Le fiasco du sommet, ni souhaité ni préparé par quiconque, est le signe de la situation de crise.

L'ALBA DANS L'IMPASSE

L'« Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (Alba) », alliance proposée par Chavez et Castro, avec les gouvernements d'Équateur, de Bolivie, du Nicaragua, de la Dominique,

d'Antigua, de la Barbade, de Saint-Vincent et de la Grenade, a été également secouée par la crise.

Comme le faisait remarquer un texte de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), la section mexicaine de la IV^e Internationale, le 15 avril :

« Obama a brutalement montré au sommet ses objectifs (...) : poursuivre la pression sur Cuba jusqu'à la destruction de toutes les conquêtes de la révolution, maintenir l'occupation militaire d'Haïti.

Les gouvernements de l'Alba ont été incapables de donner une réponse politique unifiée et cohérente à l'impérialisme. Ils ont exigé la présence de Cuba au sommet, puis, face au refus d'Obama, chacun à suivi sa propre ligne. Correa s'est clairement prononcé pour le boycott. Chavez s'est absenté en raison de sa maladie. Evo Morales a fraternisé avec Santos. Et tous se sont tus sur le sort du peuple haïtien et sur la signification de l'occupation militaire de ce pays. »

Ainsi s'éclaircit aux yeux des peuples du continent la nature de l'Alba, incapable de servir de rempart pour résister à l'impérialisme américain dès que surgit une situation critique. Ce qui s'est passé au sujet du coup d'Etat militaire au Honduras en 2009 se reproduit, alors qu'à nouveau, dans le cadre de l'OEA, en 2011, ils étaient parvenus à un accord qui autorisait le retour au pays du président démis Manuel Zelaya, mais de façon à légitimer la totale reconnaissance du régime putschiste de Porfirio Lobo dans l'OEA. « L'accord » imposé par les États-Unis qui avaient soutenu le coup d'Etat a été négocié par les frères Castro et Chavez, accompagnés par Lula, du Brésil, mais il a vu l'opposition de Correa, d'Équateur. A l'heure actuelle, les divergences se sont creusées.

HAÏTI

En réalité, la question de la souveraineté d'Haïti est au centre des contradictions des gouvernements latino-américains, en particuliers des gouvernements dits progressistes qui participent depuis huit ans à l'occupation par les troupes de la Minustah, commandées par des généraux brésiliens.

Aucun sommet n'a abordé cette question, décidée unilatéralement par Bush fils, et légitimée ensuite par le Conseil de sécurité qui a constitué la « mission », avalisée par l'OEA uniquement à ce moment-là.

Dans ce dernier sommet, le président de Colombie de droite, Santos, s'est autorisé le luxe de bavarder sur la pauvreté et la crise en Haïti, en se taisant sur l'intervention militaire de l'ONU et l'accompagnement des gouvernements du continent — par l'envoi de troupes, ou par « l'aide humanitaire » (pétrole vénézuélien ou médecins cubains) au régime fantoche —, ou encore par la simple omission.

CONTRADICTIONS

La crise de domination de l'impérialisme américain s'est aussi exprimée dans ce Sommet sur la question des drogues.

La guerre contre le trafic de drogues est utilisée par le Bureau fédéral des alcools, tabacs, armes et explosifs des Etats-Unis pour placer des stocks d'armes lourdes dans les mains des trafiquants mexicains qui perpétuent les plus abominables massacres (opération « Fast and Furious »). C'est ce genre d'aide qu'Obama a offert, lors du sommet, aux gouvernements du Guatemala et du Costa-Rica : des couloirs de transit pour le trafic.

Les deux présidents, qui n'ont rien d'anti-impérialiste, ont cependant rejeté ces aides. Tout en s'alignant en réalité sur une fraction de l'impérialisme qui défend la légalisation de la drogue (l'ex-président Clinton avec ses agents, les ex-présidents Cardoso du Brésil et Zedillo du Mexique, en plus du président colombien).

La « légalisation de la drogue » comme la prétendue « guerre contre le trafic de drogue » sont les deux faces d'une même médaille. Une politique délibérée de l'impérialisme qui infiltre les drogues dans toutes les couches sociales pour décomposer les travailleurs et la jeunesse et qui utilise en même temps le trafic comme prétexte aux ingérences militaires déstabilisatrices.

LE CŒUR DE LA QUESTION : “DOUBLER LES EXPORTATIONS”

Au cours du sommet, Obama a repris un mot d'ordre politique, célèbre depuis un certain discours sur l'état de la nation de 2006, dans une interview au groupe *Diarios de las Americas* :

« L'hémisphère occidental est particulièrement important, pour ma principale priorité : la création d'emplois et d'opportunités aux Etats-Unis. Nous exportons déjà plus de biens et de services dans cet hémisphère que dans aucune autre région. Etant donné que nos exportations vers l'Amérique latine augmentent à un rythme plus soutenu que dans le reste du monde, cette région est décisive pour atteindre mon objectif qui est de doubler les exportations des Etats-Unis (...) Les exportations des Etats-Unis vers l'Amérique latine augmentent à un rythme positif, et je suis confiant quant au fait que les Etats-Unis resteront le partenaire privilégié de l'Amérique latine dans le commerce, l'industrie et le développement. En tant que plus grande économie au monde, nous exportons trois fois plus en Amérique latine qu'en Chine. »

En effet, comme l'expliquait un article du numéro 73 de cette revue, le recours au doublement des ventes pour donner de l'air à la crise de l'économie américaine nécessite « désespérément » l'utilisation de tout type de mécanisme qui donne une issue à la valorisation du capital investi. Cela sans pouvoir revenir à l'économie du XIX^e siècle par la totale domination du capital financier aujourd'hui en crise, précisément à cause du développement de cette crise. Le recours au doublement des ventes exige également de drainer directement les bénéfices des filiales des multinationales qui ne sont pas réinvestis, ces multinationales devenant elles-mêmes une passerelle pour faciliter les importations des maisons-mères, ou d'autres formes de « triangulation » des importations (via la Chine, l'Inde, etc.).

Ainsi, si politiquement l'accumulation de contradictions de la période antérieure a mené ce sixième sommet à l'échec, cela ne signifie pas que l'impérialisme adopte une autre politique économique, mais qu'il va intensifier la pression.

Hillary Clinton, par exemple, est partie de Carthagène faire un voyage au Brésil, où elle a proposé rien de moins qu'un traité de libre commerce Etats-Unis-B Brésil, « pour l'avenir », a-t-elle expliqué aux journalistes surpris.

AFL-CIO, CUT ET CTC : NON AU TLC !

Et une réponse, dans les faits, aux prétentions impérialistes, ne s'est pas faite attendre ; elle a commencé le dernier jour de ce sombre sommet :

« L'AFL-CIO, la CUT et la CTC, centrales syndicales des Etats-Unis et de Colombie, s'unissent dans leur opposition à l'annonce aujourd'hui de ce que le traité de libre commerce (TLC) entre les Etats-Unis et la Colombie est prêt à entrer en vigueur... Nous sommes d'accord sur le fait que le traité commercial en question perpétue un modèle économique qui élargit les droits et privilèges des grandes entreprises et multinationales, sur le dos des travailleurs, des consommateurs et de l'environnement. L'accord utilise un modèle historiquement favorable à la petite minorité des intérêts patronaux, laissant de côté les travailleurs, leurs familles et les communautés. »

Une prise de position qui, quelle que soit l'orientation de ces directions sur d'autres questions, constitue un point d'appui pour la résistance au sud et au nord, comme cela était le cas dans la décennie précédente, montrant qu'Obama, malgré les coups portés, n'a pas réussi à intégrer l'AFL-CIO qui reste liée aux droits des travailleurs et à la solidarité internationale, d'un côté, et que la CUT et la CTC, malgré la situation difficile dans un pays champion du monde des assassinats de syndicalistes, reste sur le terrain de classe de la défense de la souveraineté nationale.

NOUVELLES MESURES DE SOUVERAINETÉ EN ARGENTINE, BOLIVIE ET VENEZUELA

Poussé par les besoins de sa propre crise, l'impérialisme s'est attaché, en par-

ticulier ces deux dernières années, à freiner et renverser les conquêtes nationales et sociales sur le continent, autrement dit, à reprendre des positions perdues. Pour cela, il s'est appuyé non seulement sur les gouvernements et les forces ouvertement pro-impérialistes, mais aussi sur la faiblesse essentielle de l'ensemble des gouvernements et des forces politiques bourgeoises, petite-bourgeoises ou d'origine ouvrière qui, bien que différentes, se prétendent toutes « progressistes », alors qu'une fois au gouvernement, elles montrent qu'elles n'ont cessé d'être subordonnées à l'impérialisme (*La Vérité*, n° 73, Etats-Unis et Amérique latine).

De fait, elles ont fait des concessions à l'impérialisme, aspect principal de la situation en février dernier comme l'indique l'article cité.

Mais maintenant, parallèlement à la fin du sommet du 15 avril, après la résistance interne acharnée découlant de la crise capitaliste dont le centre est en Europe, nous assistons à une reprise des mesures à caractère souverain, ce qui n'est pas un hasard, dirigées contre l'impérialisme espagnol qui, pour des raisons « internes », a accentué le pillage, impérialisme parfaitement secondaire sur la planète, mais pas en Amérique du Sud.

ÉTATS-UNIS-ESPAGNE : “PAR TOUS LES MOYENS” !

Par leur signification, les mesures de Cristina Kirchner se détachent, entraînant une réaction dans les milieux impérialistes qui a été bien retracée par le site financier argentin Cronista.com (18 et 19 avril 2012) :

« Franchement, plus nous analysons ce qui se passe, plus nous le voyons comme un événement négatif. Nous sommes très préoccupés par l'annonce de la nationalisation de Repsol YPF », dit le porte-parole du Département d'Etat, Mark Toner, selon l'agence AFP.

La Secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, avait déjà indiqué que Buenos Aires “devra justifier” sa décision.

Washington attend que l'Argentine “normalise ses relations avec la commu-

nauté financière internationale”, a commenté Toner. Le porte-parole a dit que le gouvernement Barack Obama a discuté “à diverses reprises” au plus haut niveau avec celui de Kirchner sur ses “préoccupations au sujet de ce type d’action”.

Puis, après une réunion avec la Secrétaire d’Etat américaine, Hillary Clinton, le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Garcia-Margallo, a annoncé que l’Espagne et les Etats-Unis étaient d’accord : “Nous allons explorer toutes les pistes pour collaborer au rétablissement de la légalité internationale”, a dit le ministre espagnol. Il a ajouté que les deux pays vont analyser “ce que nous pouvons faire au niveau de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, au G 20, et dans le Club de Paris, où dans toute autre institution où l’on pourra mener une action pour faire en sorte que le gouvernement Argentin rectifie.” Garcia-Margallo a rappelé que sont envisagées “toutes les mesures qui seront considérées opportunes et légalement admissibles”.

La Libye, l’Irak ou l’Afghanistan peuvent témoigner de ce que ces personnes peuvent considérer opportun et légalement admissible !

POUR DES GOUVERNEMENTS OUVRIERS ET PAYSANS

La déclaration de la IV^e Internationale publiée ci-dessous explique et qualifie les mesures d’expropriation partielle prises dès le lendemain du sommet par Cristina Kirchner en Argentine et Evo Morales en Bolivie. Elle intègre cette « nouvelle vague », l’adoption de la nouvelle loi organique du travail (LOT), par Chavez au Venezuela. Pour la IV^e Internationale, la défense inconditionnelle de ces mesures contre l’impérialisme est le point de départ.

D’autre part, elle a conscience que la « nouveauté » de la situation, en réalité, confirme le caractère de ces gouvernements, bonapartistes « sui generis », comme le dit Trotsky au moment de la crise des années trente, oscillant au gré des pressions et contre-pressions, entre les masses et l’impérialisme avec lequel elles ne cessent de tenter de « cohabiter », gouvernements qui même lorsqu’ils recherchent le soutien des masses « avancent sans plan. » En fait, ce sont des gouvernements de crise.

La LOT de Chavez, par exemple, élimine la précarité de l’emploi, avance sur les garanties contre les licenciements et la réduction progressive du temps de travail pour arriver à quarante heures, et d’autres avantages pour les travailleurs. La LOT a été annoncée à la veille des élections, sans accord avec la centrale syndicale indépendante, l’Unete, mais, à l’inverse, en impulsant la nouvelle centrale officielle et verticale, la Centrale socialiste des travailleurs boliviens (CSTB). Les mesures de cette loi sont cependant positives et confirment à nouveau que la classe ouvrière est la seule classe sur laquelle un gouvernement peut s’appuyer pour développer la souveraineté et rompre de fait avec la subordination à l’impérialisme — en nationalisant le commerce extérieur, les banques et les grands groupes étrangers —, ce qui reste à faire.

Pour la IV^e Internationale, ces mesures, dans l’ensemble, ces gouvernements, même en distinguant les situations, sont l’objet d’une politique de front unique anti-impérialiste qui vise à ouvrir la voie à des gouvernements ouvriers et paysans, les seuls capables à émanciper de toute forme d’oppression et d’exploitation les majorités nationales qui se mettent en mouvement.

João Alfredo Luna

Déclaration du bureau panaméricain de la IV^e Internationale (BPA)

Pour la défense des mesures d'expropriation partielles prises en Argentine et en Bolivie !

Pour la souveraineté des nations d'Amérique latine et de la Caraïbe !

L'expropriation d'une part des actions de la compagnie pétrolière Repsol-YPF en Argentine le 16 avril, suivie de l'expropriation de la Transmission d'électricité (TDE) en Bolivie le 1^{er} mai sont, indiscutablement, des mesures partielles de défense de la souveraineté nationale.

Il s'agit du droit imprescriptible des peuples à exercer leur souveraineté sur les ressources naturelles et l'infrastructure industrielle de leurs pays, droit que la IV^e Internationale soutient inconditionnellement.

Chaque organisation démocratique, populaire et ouvrière d'Amérique latine et de la Caraïbe est appelée à se prononcer, et à demander au gouvernement de son pays qu'il refuse toute sanction contre les décisions souveraines de l'Argentine et de la Bolivie, en particulier les gouvernements qui se présentent comme les défenseurs des masses opprimées.

LES PEUPLES RÉSISTENT À LA BARBARIE CAPITALISTE...

Par l'utilisation historique de la dette externe, en s'appuyant sur des régimes dictatoriaux, en imposant la vague de privatisations, de déréglementation et les prétendus « traités de libre commerce », le capital financier impérialiste a saccagé l'Amérique latine et la Caraïbe, les plongeant dans le chômage et la misère, concentrant toujours plus la propriété foncière et poussant au démantèlement des nations.

De leur côté, et bénéficiant de ces anciens mécanismes, les multinationales accentuent aujourd'hui le pillage. Entre 2008 et 2011, le volume des transferts des gains financiers provenant d'Amérique latine et de la Caraïbe a été quatre fois supérieur à ce qu'il était au début de la décennie, selon le récent rapport de la Cepal-ONU. En même temps, la « désindustrialisation » de la région progresse — elle redevient exportatrice de produits agroalimentaires — en conséquence de la manipulation des taux de change.

Gardien mondial d'un système capitaliste en crise de décomposition, l'impérialisme américain ne peut offrir comme seule politique que le pillage. Pour cela, il a besoin de subordonner tous les gouvernements, quelle que soit leur couleur, quelle que soit l'étiquette sous laquelle ils ont été élus. L'impérialisme a besoin d'intégrer à ses plans les organisations syndicales construites par les travailleurs.

Mais la subordination des gouvernements à l'impérialisme — comme la volonté des directions syndicales à les accompagner, par le “consensus” et le “dialogue social” — se heurte à la résistance des travailleurs, de la jeunesse, des larges couches populaires qui ne peuvent accepter d'être massacrés.

Cette résistance alimente et est alimentée par la crise interne de l'impérialisme américain qui rencontre des difficultés croissantes pour continuer à discipliner, comme auparavant, les gouvernements d'Amérique latine et de la Caraïbe. C'est ce que révèle l'échec d'Obama lors du sommet des Amériques, tenu les 14 et 15 avril en Colombie, dont la présidente d'Argentine s'est retirée de façon anticipée pour, quelques heures plus tard, annoncer l'expropriation partielle de Repsol-YPF.

... ET METTENT DES BARRIÈRES À LA PÉNÉTRATION IMPÉRIALISTE !

La IV^e Internationale soutient totalement la lutte du peuple argentin qui, voilà cinq mois, a combattu le dur ajustement fiscal annoncé par la présidente, Cristina Kirchner, après sa réélection au premier tour. L'augmentation de 100 % du prix du ticket du métro de Buenos Aires, qui implique autant la responsabilité de la Présidente que celle du gouverneur « d'opposition » de la capitale, a résonné comme un avertissement donné aux travailleurs qui en ont clairement exprimé le rejet. La suspension jusqu'à aujourd'hui du retrait des aides à l'énergie et à tout le transport dont bénéficie la population de Buenos Aires est le produit direct de la résistance de la classe ouvrière qui n'accepte pas que s'instaure une politique d'ajustement.

En février, l'accident qui a fait plus de 50 victimes à Buenos Aires, dans la gare Once, une ligne privatisée, a créé un climat général d'indignation et d'attente de mesures de remise en état du système ferroviaire qui n'ont pas été prises.

En mars, le gouvernement a tenté encore de s'opposer à la grève des 600 000 enseignants de la Confédération des travailleurs de l'éducation (CTERA), mais sa tentative a été balayée.

Tel est le contexte dans lequel le gouvernement argentin a été amené à décider l'expropriation partielle de la multinationale espagnole Repsol-YPF, tout en s'appretant à payer une indemnisation.

YPF (Gisements Pétroliers Fiscaux) était une entreprise d'Etat dès sa création, en 1922, jusqu'à sa privatisation en 1993 par le gouvernement Carlos Menem, président issu du Parti justicialiste comme Cristina Kirchner et avec son soutien « enthousiaste », à l'époque.

Comme l'a expliqué la Présidente elle-même, l'expropriation partielle n'est pas une renationalisation, car 49 % des actions restent dans le domaine privé, dont 25 % entre les mains du groupe Petersen, de la famille Eskenazi, liée au gouvernement.

Le porte-parole du Département d'Etat des Etats-Unis a pourtant qualifié la mesure « *d'événement négatif* », indiquant que Washington espère que l'Argentine « *normalise ses relations avec la communauté financière internationale* ». Pour la secrétaire Hillary Clinton, l'Argentine « *doit justifier sa décision* ».

De leur côté, des syndicalistes et des dirigeants politiques argentins, s'appuyant sur la mesure partielle du gouvernement, ont appelé à la constitution d'un grand front national pour une « *YPF à 100 % publique* ».

C'est également au moment où se développent de puissantes grèves, appelées par la Centrale ouvrière bolivienne (COB), pour de meilleurs salaires et conditions de travail, que le président bolivien Evo Morales a décidé la récupération de 100 % des actions de la TDE, qui avait été privatisée en 1997 par Hugo Banzer.

Le gouvernement bolivien s'apprête lui aussi à payer une indemnisation à la compagnie propriétaire des actions, la multinationale espagnole Red Electrica. Et il maintient une relation de « *partenariat stratégique* » avec la même Repsol partiellement expropriée en Argentine.

Quelques jours après que cette décision ait été annoncée, le 7 mai, sous la pression de la grève qui se poursuivait, le gouvernement a répondu à la principale revendication des médecins, abrogeant une mesure qui dégradait leurs conditions de travail. Le mouvement pour l'augmentation salariale se poursuit et la COB a appelé à une grève de soixante-douze heures du secteur minier.

En toute circonstance, la IV^e Internationale combat pour l'indépendance de classe. La décision du congrès de la COB, en février dernier, de constituer un Parti des travailleurs est, de ce point de vue, un point d'appui pour les travailleurs de tout le continent.

La IV^e Internationale défend inconditionnellement la souveraineté des peuples et des nations.

La IV^e Internationale soutient inconditionnellement ces mesures d'expropriation, indépendamment du caractère et des intentions des gouvernements qui ont été amenés à les adopter, dans les circonstances de lutte de classes locale, dans le cadre de la crise mondiale de domination de l'impérialisme.

Pour les travailleurs des Etats-Unis et d'Europe, la défense de la souveraineté nationale des pays opprimés, contre l'impérialisme, contre les patrons des entreprises expropriées et contre les gouvernements qui s'alignent sur eux, est un point d'appui pour leur propre combat, contre les plans « d'austérité » imposés par le FMI, la Banque mondiale et l'OMC.

A l'heure où le gouvernement espagnol, l'Union européenne et le FMI, menaçant d'appeler à l'OMC et de recourir à des sanctions internationales, avec l'appui de Hillary Clinton, du Département d'Etat des Etats-Unis, prétendent s'opposer violemment à la mesure prise par le gouvernement argentin, la IV^e Internationale fait sienne la déclaration de sa section espagnole quand, à l'opposé de certains dirigeants des organisations ouvrières des CCOO et de l'UGT, elle dit : « *Nous réaffirmons le droit des peuples du monde, quel que soit leur gouvernement, à disposer de leurs ressources naturelles et nous nous opposons aux multinationales tout droit à se les approprier. C'est pourquoi nous soutenons la nationalisation des actions de Repsol dans YPF et nous défendons le fait que Repsol redevienne propriété de l'Etat espagnol, sans indemnisation pour ceux qui ont fait des bénéfices ces dernières années au prix du sang et de la sueur de ses travailleurs.* »

Les gouvernements argentin et bolivien ont eux-mêmes, l'un et l'autre, dénoncé le pillage des multinationales qui se gavent de bénéfices et ne réinvestissent pas, provoquant le recul de la production en Argentine et la menace de pénurie en Bolivie.

Dans l'immédiat est posée la nécessité de la rupture des liens de domination qui subordonnent les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe à l'impérialisme, surtout américain.

Le combat pour la souveraineté nationale part de l'exigence d'abrogation de toutes les mesures anti-ouvrières et antipopulaires imposées par le FMI, la Banque mondiale, l'OMC.

C'est un combat qui intègre la lutte pour le rétablissement de la souveraineté d'Haïti, pour le retrait des troupes de la Minustah, commandées par le Brésil, et auxquelles participent des contingents argentin et bolivien. En ce moment, la IV^e Internationale renforce son engagement dans la journée continentale, le 1^{er} juin, pour le retrait des troupes de la Minustah d'Haïti.

LA IV^e INTERNATIONALE SE PRONONCE :

Pour la plus large unité pour la défense des mesures d'expropriation adoptées par les gouvernements d'Argentine et de Bolivie !

Pour la nationalisation à 100 %, sans indemnisation, de tout le patrimoine national privatisé !

Pour le droit souverain des peuples à disposer des ressources naturelles, contre le pillage des multinationales !

Pour la réforme agraire !

Pour l'abrogation des traités de libre commerce !

Pour la levée du blocus de Cuba !

L'impérialisme hors d'Amérique latine et de la Caraïbe ! La Minustah hors d'Haïti !

Pour l'union libre des nations souveraines d'Amérique latine et de la Caraïbe, en alliance avec les travailleurs et les opprimés des Etats-Unis et du Canada !

**Bureau panaméricain de la IV^e Internationale (BPA),
10 mai 2012**

États-Unis : à quels obstacles se heurte le mouvement de résistance de la classe ouvrière et de la jeunesse ?

Par Alan Benjamin

L'ACCENTUATION DE LA CRISE AUX ÉTATS-UNIS

Le trait le plus marquant dans la situation actuelle aux États-Unis, en cette année d'élection présidentielle, c'est l'approfondissement de la crise politique de la classe dominante, produit de l'approfondissement et de l'intensité de la crise du capitalisme lui-même et qui, à son tour, engendre un niveau croissant de mécontentement chez les travailleurs, les jeunes et tous les opprimés.

Dans notre article du numéro 72 de *La Vérité*, nous avons insisté sur l'irruption d'intenses mobilisations au sein de la classe ouvrière dans le Wisconsin, l'Ohio, et à Longview (État de Washington), l'apparition du mouvement « Occupy » et les actions de masse contre les coupes dans l'enseignement public et les services sociaux en Californie et dans d'autres États à travers le pays.

Les événements du Wisconsin et de l'Ohio en particulier révèlent la profonde colère qui monte d'en bas, dirigée contre toutes les tentatives d'imposer des coupes budgétaires et de s'en prendre aux acquis. Cela montre que, en dépit des attaques patronales de ces dix dernières années et du pilonnage médiatique, les syndicats bénéficient encore d'un large soutien dans la classe ouvrière.

C'est l'expression aux États-Unis d'une radicalisation grandissante de la classe ouvrière, que nous observons partout dans le monde. Les États-Unis ne sont pas à l'abri des processus qui se développent à l'échelle internationale. Bien au contraire, ils concentrent la crise du système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Ce que nous voyons aujourd'hui aux États-Unis, c'est surtout une colère extrême dirigée contre les responsables politiques des deux partis jumeaux du capital, et une profonde désillusion à leur égard. Cela s'exprime dans les sondages, dans la rue et bien au-delà. La cote de popularité du Congrès a atteint le plus bas niveau depuis qu'elle est mesurée : 10 % seulement, selon des sondages réalisés en février 2012. De plus, 64 % des personnes interrogées disent qu'un nouveau parti est nécessaire, car les deux qui existent ne représentent plus le peuple d'une manière correcte.

La crise de la direction de la classe ouvrière dont parlait Trotsky dans le *Programme de transition* a atteint une acuité sans précédent, et cela s'exprime dans le fait que le mouvement ouvrier américain n'a pas son propre parti politique. C'est dans ce contexte de vide politique qui voit la classe ouvrière soumise à la dictature du système des deux partis que l'élection présidentielle de 2012 va se dérouler.

Barack Obama, qui, il y a encore peu de temps, était généralement considéré par les médias comme le président d'un seul mandat — à l'époque où sa cote était tombée plus bas que celle de George W. Bush —, a effectué une remontée spectaculaire et est maintenant donné favori à la présidentielle de novembre. Il devrait être réélu, à une courte majorité, face à son rival républicain qui sera bientôt désigné, Mitt Romney.

Deux raisons expliquent ce revirement. La première est qu'Obama est considéré par les secteurs dominants de la classe au pouvoir comme l'homme politique qui, dans la période qui vient, est le plus capable de tenir le gouvernail du navire de l'État au milieu de la tempête. C'est lui qui reçoit le plus d'argent du patronat pour financer sa campagne, plus que tous ses opposants républicains réunis. Mais l'autre raison, et peut-être la plus importante, est l'implosion du Parti républicain, au sein duquel un combat fait rage depuis plus d'un an entre l'aile dirigeante officielle — rassemblée autour de Mitt Romney — et les divers candidats qui, depuis presque un an se disputent les faveurs de l'aile "populaire" du Tea Party.

Romney est en principe certain d'être désigné comme candidat républicain, mais son parti est divisé et il n'est pas sûr qu'il obtienne le soutien de tous ses courants disparates.

Mais la crise ne se limite pas au Parti républicain ; c'est une crise qui a pénétré toutes les institutions politiques de l'État.

Elle s'est exprimée récemment à travers le débat qui a enflammé les sommets de l'état-major militaire et des services de renseignement sur la question de la guerre à l'Iran. Le lundi 5 mars — le jour où le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, se trouvait à Washington pour persuader Obama de faire la guerre à l'Iran — huit anciens hauts responsables de l'armée, des renseignements et du Département d'Etat ont fait passer une publicité dans le *Washington Post* pressant Obama de tenir bon face à la pression de la campagne politique en faveur d'une attaque contre l'Iran, basée sur l'affirmation que ce pays essaierait de se doter d'armes nucléaires.

Cette lettre, signée par cinq généraux à la retraite, deux hauts spécialistes des ren-

seignements et un responsable du Département d'Etat, est accompagnée d'une photo et de citations d'autres responsables militaires en activité mettant en garde contre une telle attaque. Ils font valoir que « *l'action militaire serait actuellement préjudiciable à l'intérêt national américain et risquerait de donner un sursis à l'actuel gouvernement iranien* ». Cette lettre affirme d'autre part qu'une attaque rendrait la situation dans la région « *plus dangereuse* », ce qui est sans doute vrai. Comme le dit une récente déclaration du Réseau d'urgence ouvrière (ELN) : « *Le danger d'une guerre entre les Etats-Unis et l'Iran est bien réel, les conséquences seraient terribles.* » Ce qui souligne l'importance de construire, en particulier aux États-Unis, le plus large front unique pour soutenir le droit du peuple iranien à disposer de lui-même autour des mots d'ordre : « *Non à la guerre ! Non aux sanctions ! Pas de bombardements sur l'Iran !* »

L'ATTAQUE DE GRANDE AMPLEUR EST REPOUSSÉE JUSQU'À LA PÉRIODE SUIVANT LES ÉLECTIONS

Les grandes explosions sociales que nous avons observées en Europe au cours de ces deux dernières années ne vont pas manquer de se produire sous peu aux États-Unis. Rien n'indique que la crise capitaliste aille en s'atténuant. C'est tout le contraire. Les experts parlent tous d'une récession à double creux qui s'aggraverait et pourrait vite se transformer en dépression. Non seulement la demande de consommation n'offre aucune perspective d'amélioration — du genre New Deal —, mais les banques ont repris les mêmes pratiques spéculatives qui ont conduit à la grande crise de 2007-2008. Et même en cas de « reprise », elle sera du type de celle qui a eu lieu à Détroit (*voir encadré*).

Dans ces circonstances, les milieux financiers dirigeants n'ont de cesse de faire pression en vue d'obtenir un « grand accord » entre démocrates et républicains qui aboutirait à une mesure sans précédent, c'est-à-dire la réforme d'ampleur des « dépenses sociales obligatoires » : Social Security, Medicare et Medicaid.

Les banksters (*néologisme fabriqué à partir de « banker » (banquier) et « gangster »* — NdT) sont impatients de mettre la main sur les milliers de milliards de dollars qui leur échappent afin de placer ces fonds dans les divers marchés financiers et réaliser les superprofits qui — espèrent-ils — peuvent compenser la baisse de leurs taux de profit.

Obama a soutenu sans réserves ce « grand accord », même s'il représente peut-être la plus grande attaque contre la classe ouvrière américaine de l'histoire récente, et qu'il aurait pu compromettre les efforts qu'il déploie pour recueillir le vote de la classe ouvrière lors de l'élection présidentielle de 2012. Mais le plan a échoué à cause des embûches dressées par l'aile du Tea Party dans le Parti républicain, qui a placé ses propres exigences idéologiques partisans au-dessus de celles de la classe dominante dans son ensemble — expression la plus claire de la crise qui atteint les sommets de la classe dirigeante.

L'aile du Tea Party a insisté pour qu'aucune nouvelle ressource ne provienne des impôts, même si ces impôts sont très faibles. Ils sont même allés jusqu'à repousser les nouveaux impôts après que Obama et le président de la Chambre des représentants, John Boehner, eurent promis de diminuer les taux d'imposition sur les entreprises et les hauts revenus pour compenser les augmentations d'impôts. Leur but avoué — ils n'en n'éprouvent aucune honte — était de permettre au patronat et aux riches de récupérer ce qu'ils avaient perdu à cause des nouveaux impôts sur une période de cinq à six ans.

De nombreux militants et syndicalistes s'attendaient en 2011 à un véritable déchaînement sur cette question de la réduction draconienne des budgets de Social Security, Medicare et Medicaid. La question de la réforme des « dépenses sociales obligatoires » a dominé le débat politique la plus grande partie de l'année. Ceux qui contrôlent les leviers de l'économie — et dont les opinions sont chaque jour exposées dans la presse financière — ont fait très clairement comprendre qu'ils ont grand besoin de ces « réformes ». George Bush n'avait pas été capable d'avancer sur ce terrain, comme tous les présidents qui l'avaient précédé. Maintenant, le grand capital dispose enfin

d'un président (Obama) et d'un Congrès qui peuvent faire passer ces « réformes ». Obama a même pu invoquer le prétexte d'une Chambre des représentants dominée par les républicains pour réaliser ce compromis historique.

Obama a fait tout ce qu'il pouvait et accordé toutes les concessions exigées pour obtenir ce « grand accord », mais la crise à l'intérieur du Parti républicain — qui exprime, répétons-le, l'impasse du système capitaliste — a fait en sorte que la classe dominante n'avait pas d'autre choix que d'attendre la tenue de l'élection présidentielle de 2012 pour appliquer ce plan.

Mais il ne s'agit que d'un report. A peine l'élection terminée, les questions en attente resurgiront avec force. Il n'y aura pas d'état de grâce, quel que soit l'élu. De fait, Wall Street a déjà relancé sa chasse aux « dépenses sociales obligatoires » avec la publication le 24 avril dans le *Wall Street Journal* d'un article intitulé : « *Protection sociale : la fièvre monte. Un rapport montre que les réserves des caisses seront épuisées trois ans plus tôt que prévu.* » L'article, basé sur une énorme mystification, prévient les lecteurs que Social Security et Medicare seront en faillite dans un avenir prévisible si les prestations ne subissent pas des coupes claires.

Tout laisse prévoir que dans la période suivant l'élection des attaques contre les travailleurs du même type que celles menées par la troïka en Europe seront lancées.

Dans cette situation nouvelle, les questions soulevées par la campagne du Réseau ouvrier d'urgence contre les coupes et les concessions — centrée sur la revendication : « *Pas de coupes, pas de concessions, ne touchez pas à Social Security, Medicare and Medicaid !* » — sera encore au cœur de la situation politique nationale.

DE DURES BATAILLES NOUS ATTENDENT, DES ATTAQUES ANTI-OUVRIÈRES SE PREPARENT POUR 2012

Le 22 février 2012, le président Barack Obama et le secrétaire au Trésor, Timothy

Geithner — dans leur recherche de points d'accord avec les républicains du Congrès et les milieux d'affaires — ont annoncé un plan faisant passer l'impôt sur les sociétés de 35 % à 28 %.

« *Il y a, j'espère, plus de place pour un terrain d'entente avec les républicains sur cette question* », a déclaré Geithner devant la commission du budget le 15 février (Bloomberg Press).

Et voilà ce que vaut la promesse d'Obama d'imposer les millionnaires !

Le National People's Action estime que la réduction permanente du taux d'imposition coûtera au budget fédéral 700 milliards de dollars au cours des dix prochaines années. Cette perte de ressources accroîtra les pressions en vue de tailler dans les programmes qui sont utiles aux travailleurs et aux pauvres.

Deux jours plus tôt, dans un projet de loi étendant le bénéfice de l'assurance chômage, les démocrates et les républicains ont passé un accord prévoyant que les salariés de l'administration fédérale recrutés à partir de maintenant devront cotiser 2,3 % de plus sur leur salaire pour alimenter le système fédéral de retraite.

« *Si le coût de l'extension de l'assurance chômage nécessite une compensation, qu'elle vienne alors d'un groupe qui n'a pas déjà versé 60 milliards de dollars pour contribuer à la réduction du déficit sous la forme d'un gel des salaires pendant deux ans et devrait encore donner 28 milliards supplémentaires dans le cadre du plan bloquant le relèvement de salaires* », a déclaré Beth Moten, responsable de la législation et des affaires politiques au syndicat des salariés de l'administration (AFGE), dans une lettre aux membres de la Chambre des représentants.

« *On n'a pas demandé aux millionnaires et aux milliardaires qui ont continué à récolter des profits pendant cette récession de payer un centime de plus en impôts.* »

Au Congrès, les initiatives bipartites visant à tailler dans les programmes de protection sociale se sont poursuivies sans relâche.

En application de l'accord destiné à réduire les charges sur les salaires, le

Congrès a diminué d'environ un tiers le nombre maximum de semaines garantissant l'indemnisation chômage. Il a aussi réduit de 15 milliards la somme consacrée au paiement des retraites des employés de l'administration et de 21 milliards l'enveloppe destinée aux soins de santé, dont 5 milliards concernent un fonds de médecine préventive.

Obama a salué l'accord, assurant qu'il donne la preuve que les deux grands partis peuvent travailler ensemble en vue d'objectifs communs. Mais le responsable du comité d'action politique de l'AFGE, Bob Niklas, a dénoncé la nouvelle législation, déclarant : « *Nous devons riposter car ils vont foncer sur nous. Ils nous poursuivent. Nous ne sommes pas dans une bataille, nous sommes à la guerre.* »

Le président de l'AGFE, John Gage, a tenu des propos tout aussi véhéments : « *S'en prendre aux salaires et aux prestations sociales des travailleurs et des travailleuses ne contribue en aucune manière à créer de nouveaux emplois dans ce pays. Nous continuons à grassement subventionner les compagnies pétrolières et à renflouer les banques qui sont à l'origine de la récession, avec leurs prêts douteux ayant conduit des millions d'Américains à perdre leur logement.* »

Comme si cela ne suffisait pas, au milieu de février, Obama a aussi fait passer une loi instaurant de nouvelles restrictions sur la création des syndicats. A partir de maintenant, dans de nombreux secteurs, les patrons peuvent intenter des procès contre les syndicats et, sous serment, renvoyer des salariés qui veulent adhérer. Les patrons peuvent ajouter aux listes d'employés des travailleurs fictifs et des salariés qui ne viennent plus travailler dans l'entreprise afin d'empêcher les syndicats d'obtenir la majorité dans les votes sur la création d'un syndicat. Grâce à cette même loi, les entreprises peuvent plus facilement éviter de reconnaître un syndicat ou de respecter une convention, en changeant de raison sociale.

Bruce Dixon, dans un article publié dans *Black Agenda Report* et intitulé : « *Barack Obama porte un coup terrible aux syndicats, à la solidarité entre les Noirs* », commenta la nouvelle loi en ces termes :

« *Aucun compromis n'a été imposé au président par des républicains déraisonnables. Il s'est agi purement et simplement, sans aucune justification, de nous retirer nos droits à pratiquer la solidarité, notre droit de lutter pour un salaire qui permette de vivre, pour la dignité et la sécurité des familles, et cela de la part d'un président noir élu avec le soutien des Noirs et des syndicats, se comportant en cheval de Troie et gouvernant au nom de ses véritables maîtres, les seigneurs du capital.* »

UNE FOIS DE PLUS : À PROPOS DU MOUVEMENT "OCCUPY"

Vers la fin de septembre 2011, en l'absence d'une riposte de la classe ouvrière menée par le mouvement syndical, des centaines de milliers de syndicalistes, d'étudiants et de militants ont fait irruption sur la scène politique en occupant Wall Street — donnant naissance au mouvement « Occupy Wall Street » — pour protester contre l'intolérable chômage massif, les inégalités croissantes, la généralisation des saisies et l'accélération des coupes dans le système de protection sociale. Leur colère était dirigée contre le sauvetage de Wall Street pendant que la population était laissée à l'abandon, et contre l'influence de l'argent-roi sur le système politique.

Mais bien que lors de chaque action du mouvement « Occupy » on ait pu lire sur des pancartes et des banderoles : « *Ils ont sauvé Wall Street, ils nous ont trahis* », on a rarement, ou même jamais vu des pancartes et des banderoles, ni entendu des discours, dénonçant l'administration Obama et les démocrates, les accusant d'avoir permis la trahison en aidant les banksters de Wall Street.

Dès le début, les forces dirigeantes du mouvement « Occupy » ont explicitement refusé d'affronter Obama et le gouvernement ; ils ont refusé d'expliquer que Wall Street n'a pas agi tout seul ; il a fallu que les responsables politiques des partis jumeaux du capital, sous la direction d'Obama, financent ces spéculateurs et ces escrocs.

Les organisateurs du mouvement « Occupy » au Zuccotti Park de New York

ont affirmé qu'une telle position ne ferait que diviser et scissionner le mouvement. Leur attitude politique globale était de concentrer leur courroux sur les banques et les un pour cent (*les plus riches — NdT*). S'inspirant du mouvement des « Indignados » d'Espagne et rappelant les premiers mouvements populistes aux États-Unis, les théoriciens de « Occupy » ont rejeté la catégorie classes sociales, préférant s'attaquer à la « ploutocratie » financière.

Cela a permis à Obama de se réinventer et d'incarner le candidat « populiste » représentant les 99 pour cent de la population, combattant l'inégalité sociale et défendant la « classe moyenne ».

Un communiqué de presse de l'AFL-CIO daté du 12 mars formulait les choses de cette façon : « *Chacun des candidats républicains à l'élection présidentielle — contrairement à Obama et aux démocrates — s'est engagé à défendre les privilèges particuliers de Wall Street et des un pour cent — privilèges qui ont produit une inégalité économique historique et ont étouffé les voix des travailleurs en Amérique.* »

À la suite du discours d'Obama sur l'état de l'Union en 2012, le *San Francisco Chronicle*, daté du 26 janvier, faisait sa « une » sur : « *Le discours d'Obama reprend les thèmes du mouvement Occupy.* » Le journaliste Joe Garofoli parlait du discours de la façon suivante :

« *Le discours du président Obama sur l'état de l'Union a été généralement qualifié de populiste parce qu'il a insisté sur l'équité en économie et sur l'exigence que les Américains les plus riches paient leur juste part d'impôts.*

Il y a cinq ans, il aurait été impensable de faire le lien entre les thèmes dominants du discours télévisé d'Obama ce mardi et les leitmotifs du mouvement "Occupy Wall Street". Mais grâce à la reprise de son message dans le discours sur l'état de l'Union, le mouvement "Occupy" vient de franchir une étape décisive dans l'évolution des idées du pays. »

La conclusion de l'article du *Chronicle* est claire : le mouvement « Occupy » a aidé les démocrates à se redonner l'image de défenseurs du peuple en adoptant ses thèmes.

Et cette entreprise d'intégration — rendue possible par les objectifs de départ et la stratégie du mouvement « Occupy » lui-même — n'a fait que se renforcer au cours des derniers mois.

Le 18 janvier 2012, nous avons appris dans le *Black Agenda Report* que la « phase 2 » de « Occupy Wall Street » — la « phase 1 » ayant consisté à installer les campements — se préparait. Elle est intitulée « Occupy the Dream (Occupez le rêve) » et elle est placée sous la direction du président de Rebuild the Dream (Reconstruisez le rêve), Van Jones. Son but est de présenter deux mille candidats du Parti démocrate en 2012 sous l'étiquette des « 99 pour cent ».

Le cofondateur de « Occupy The Dream », Ben Chavis, n'a pas mâché ses mots, expliquant à une foule de militants de « Occupy Wall Street », lors de la journée Martin Luther King : « *Le 6 novembre (jour des élections) sera un jour marqué par le destin, le jour où Occupy va quitter les tentes et aller dans les bureaux de vote.* »

Mais la ville de New York n'est pas le seul endroit où cette intégration a lieu.

A Chicago, « Occupy The Dream » et « Occupy Chicago » ont organisé un rassemblement pour la journée Martin Luther King. Les hauts responsables démocrates de la ville étaient présents sur l'estrade, y compris le président du comté de Cook, Toni Preckwinkle, et les membres du Congrès, Jan Schakowsky et Jesse Jackson Jr.

Dans la capitale fédérale, à Washington, un autre dirigeant de « Occupy The Dream », le révérend Jamal Bryant, s'est adressé lors de la journée Martin Luther King à un rassemblement organisé en face de la Réserve fédérale — l'un des seize rassemblements organisés ce jour-là par « Occupy The Dream » — pour dire que Wall Street et la Réserve fédérale doivent être tenus responsables devant le peuple. Il a ajouté : « *Nous ne voulons pas que les responsables politiques soient des pantins. Nous ne voulons pas qu'ils travaillent pour celui qui verse le plus d'argent au parti.* »

Glen Ford, rédacteur en chef du *Black Agenda Report*, est l'un des rares responsables du mouvement « Occupy » à avoir

dénoncé cette volonté de faire passer « Occupy » en toute hâte au Parti démocrate avec armes et bagages. Il écrit ceci :

« Il est vain de proclamer que les gens n'ont pas besoin des responsables politiques qui sont les pantins de ceux qui versent le plus d'argent au parti, sans faire remarquer que Barack Obama a levé plus d'argent auprès de Wall Street que tous les républicains réunis, levé en réalité plus d'argent auprès des employés de Bain Capital que le cofondateur de Bain, Mitt Romney, tout comme il a reçu beaucoup plus de fonds de Wall Street que John McCain en 2008... La plupart des Noirs ne savent rien de tout cela et supposent que Wall Street favorise les républicains. »

La Réserve fédérale n'agit pas toute seule. Même si techniquement elle ne fait même pas partie du gouvernement, en pratique, elle travaille main dans la main avec l'exécutif pour coordonner la politique économique... Elle agit comme relais du président au pouvoir. La relation est même plus intime : le secrétaire au Trésor d'Obama, Tim Geithner, était président de la section régionale de la Réserve fédérale à New York.

Pour toutes ces raisons, l'administration devrait être tenue pour "responsable" des 16 millions de milliards de dollars (ou plus) que la Réserve fédérale a fait passer dans les caisses de Wall Street sous le regard d'Obama. Mais vous n'avez pas entendu cela dans la bouche du Révérend Bryant — ni probablement dans la bouche d'aucun des révérends dans les seize villes que "Occupy the Dream" a choisies pour manifester contre la Réserve fédérale.

Traiter la Réserve fédérale comme une sorte de force à part, prétendre qu'elle n'agit pas en étroite collaboration avec l'administration, revient à absoudre Obama des crimes commis par la Réserve fédérale contre le peuple — quelles que soient par ailleurs les intentions du révérend Bryant et de Ben Chavis. »

Une aile de la classe capitaliste a compris que le mouvement « Occupy » pouvait avoir besoin de plus de financement pour accomplir son objectif d'intégration.

Le 28 février 2012, le *Wall Street Journal* faisait part des efforts entrepris actuellement en vue « d'institutionnaliser » « Occupy Wall Street », cette

fois en fournissant beaucoup d'argent et un bureau à New York. L'article rapporte en particulier :

« Un groupe d'homme d'affaires de premier plan prévoit de verser des fonds substantiels — leur objectif est de lever 1,8 million de dollars — au mouvement "Occupy Wall Street" dans l'espoir de soutenir les manifestations et d'encourager le changement politique.

Leur but est de donner un coup de pouce à un mouvement sans forme précise qui a capté l'attention du monde par ses manifestations nocturnes ininterrompues dans des dizaines de villes mais a eu du mal à retrouver son élan depuis que la plupart des campements ont été dispersés par la police au cours des derniers mois. »

L'article du *Wall Street Journal* cite un grand patron dont l'institution à but non lucratif a comme objectif la promotion de « la liberté des marchés ». Il déclare que l'heure est venue d'aider « Occupy Wall Street » à « définir son message », étant donné que « le mouvement "Occupy" n'a pas proposé de programme spécifique ».

Bien sûr, les étudiants, les militants, les syndicalistes et les responsables d'associations ne se sont pas tournés vers le mouvement « Occupy » pour être ramenés dans l'impasse de la politique de la classe dominante. Ils cherchent les voies et les moyens d'approfondir et de développer les combats indépendants des travailleurs et de tous les opprimés sur leurs propres revendications.

LE MOUVEMENT OUVRIER ET LE COMBAT POUR L'ACTION POLITIQUE OUVRIÈRE INDÉPENDANTE

Comme prévu, la commission exécutive de l'AFL-CIO a, le 12 mars, adopté à l'unanimité un appel à soutenir la réélection du président Obama.

Dans une déclaration à la presse, la direction de la confédération de onze millions d'adhérents a expliqué qu'Obama avait « gagné leur confiance » en raison de son « engagement à assurer un avenir de qualité aux familles des travailleurs »

et de sa « promesse de rétablir l'équité, la sécurité et une prospérité partagée ».

Mais dans le syndicat, tout le monde ne se réjouit pas du soutien apporté par la direction à Obama. C'est le cas de responsables au niveau des États et des localités, et c'est encore plus le cas chez les militants de base.

La présidente de l'AFL-CIO de Caroline du Sud, Donna Dewitt, qui a annoncé que, à titre personnel, elle ne soutiendrait pas Obama (au niveau de l'État, les syndicats de l'AFL-CIO n'accordent pas leur soutien aux candidats à la présidentielle), a expliqué que les responsables syndicaux ont de plus en plus de mal à faire la promotion des candidats du Parti démocrate auprès de leurs adhérents. Elle a déclaré :

« Les syndicats mettent en cause leur crédibilité auprès des adhérents quand ils appuient des démocrates dont le soutien au mouvement syndical organisé est, dans le meilleur des cas, plutôt tiède... Nous devons agir en tant que dirigeants ouvriers et agir en toute indépendance, c'est seulement dans ce cas que nous pouvons vraiment représenter nos adhérents. »

Jonathan Flanders, syndiqué de l'International Association of Machinists (IAM) à Troy, New York, était encore plus catégorique dans sa critique, reflétant une opinion largement répandue chez les adhérents de base :

« Les attaques contre les travailleurs ne vont pas s'arrêter avec la réélection d'Obama, et nous allons nous apercevoir que son administration fait peu de choses pour y mettre fin, en dehors de quelques propos convenus ... Beaucoup d'entre nous en ont assez de ce que le mouvement syndical obtient des démocrates en ce moment (In These Times, 14 mars 2012). »

Ce rejet de la politique d'Obama s'étend aussi à de nombreux syndicats indépendants. Le syndicat United Electrical Workers Union (UE), par exemple, ne soutient pas Obama en raison des mesures prises depuis plus de trois ans pour appliquer le programme du patronat.

Le responsable politique du syndicat a déclaré à *In These Times* :

« Pourquoi est-ce que les dirigeants syndicaux — du délégué au président

national du syndicat — sacrifieraient leur crédibilité, remportée de haute lutte, pour satisfaire quelque responsable politique ? Déjà que nous sommes enfermés dans ce piège du système à deux partis ! Ce n'est pas la peine d'aggraver les choses en n'étant pas francs avec les travailleurs sur la réalité à laquelle nous sommes confrontés (Ibid.). »

L'affirmation de la direction de l'AFL-CIO selon laquelle Obama agit pour défendre le bien-être des familles ouvrières peut difficilement être plus éloignée de la vérité. Durant tout son mandat, Obama a prouvé qu'il est l'homme de Wall Street. De fait, Wall Street lui donne plus d'argent en cette année électorale qu'à tous ses adversaires républicains réunis.

N'oublions pas non plus qu'Obama a mené la bataille pour sauver Wall Street, en compagnie de George W. Bush et de Nancy Pelosi (chef de file du Parti démocrate à la Chambre des représentants), lorsque le premier vote sur le plan Paulson de renflouement a été rejeté par la Chambre des représentants le 29 septembre 2008. Mais, et c'est encore plus grave, Obama a appliqué à la lettre les directives de Wall Street une fois au pouvoir, y compris celle qui place aux commandes du Trésor les banksters responsables du désastre financier.

Dans sa dernière livraison de ses « Conversations ouvrières », Harry Kelber, ce militant ouvrier chevronné, se demandait ce que le mouvement syndical avait gagné en échange des millions de dollars dépensés et de l'armée de bénévoles qu'il avait fournie pour la victoire d'Obama en 2008. Sa réponse : presque rien (et, à notre avis, c'est une réponse beaucoup trop indulgente).

Kelber poursuit en disant :

« L'AFL-CIO et ses syndicats affiliés n'ont pas obtenu la loi sur la "Liberté syndicale des salariés" (EFCA) prévoyant que chaque travailleur puisse être représenté par un syndicat, loi qu'Obama avait promis de promouvoir en début de mandat à la demande pressante du mouvement syndical.

Dans les négociations avec le président de la Chambre des représentants (sur l'assurance maladie), John Boehner a fait des concessions aux compagnies d'assurance.

La promesse du président d'imposer un salaire minimum de 9,50 dollars l'heure a été vite oubliée, sous la pression des milieux patronaux, en particulier des chaînes de restauration rapide et de la grande distribution.

La loi sur l'indemnisation des congés maladie, qui existe dans des dizaines de pays à travers le monde, n'a pas été adoptée aux Etats-Unis.

L'administration Obama a continué à soutenir la délocalisation d'emplois américains bien rémunérés vers des pays à bas salaires. Elle a négocié des accords de libre-échange avec la Corée du Sud, la Colombie, Panama et d'autres pays, malgré la forte opposition du mouvement syndical. »

Tout cela est vrai, mais la question qui se pose, c'est celle de ce qu'on peut faire pour renverser la situation

En tout premier lieu, une mobilisation massive de la classe ouvrière et de ses alliés — dont le fer de lance est le mouvement syndical — est nécessaire pour arrêter et annuler les coupes budgétaires et les attaques contre la protection sociale.

L'énorme mobilisation du Wisconsin prouve que la jeunesse et la classe ouvrière de ce pays sont prêts et résolus à riposter quand des secteurs du mouvement syndical — en l'occurrence le Graduate Teaching Assistants Union, (*syndicat des étudiants ayant un emploi d'assistant dans l'université — NdT*) — passent à l'action et indiquent la voie à suivre. Effectivement, la résistance qui s'est exprimée à travers les mobilisations de masse et l'occupation de Capitole de l'Etat durant trois semaines s'est étendue à tout le pays.

Dans l'Ohio, le mouvement syndical a réussi à repousser une mesure antisynicale par un référendum. Cela a exigé de rassembler plus d'un million de signatures pour que le projet puisse être soumis au vote.

A Longview, dans l'Etat de Washington, la lutte prolongée des dockers de la section 21 du syndicat ILWU et de leurs alliés, qui a conduit au blocage des ports de la côte ouest pendant deux jours, le 2 novembre et le 12 décembre 2011, a produit une victoire considérable face à une opération bénéficiant d'importants financements et visant à casser le syndicat.

Plus récemment, les actions menées du 1^{er} au 5 mars par les syndicats et leurs alliés dans la population à travers la Californie — incluant des grèves étudiantes, des rassemblements de masse, une manifestation de dix mille personnes à Sacramento, et l'occupation du Capitole de l'Etat — ont initié une puissante campagne de mobilisation exigeant l'arrêt immédiat des coupes budgétaires dans l'enseignement public et les services sociaux ainsi que l'adoption d'un impôt sur les millionnaires.

Une déclaration du Réseau ouvrier d'urgence (ELN), réseau de dirigeants syndicaux et de militants créé à Cleveland, dans l'Ohio, en mars 2011, a expliqué les enjeux de la mobilisation face aux récentes attaques de l'administration Obama contre les fonctionnaires gouvernementaux en ces termes :

« Les forces qui veulent à tout prix s'attaquer à la protection sociale parviendront à leurs fins si nous n'organisons pas les mobilisations de masse pour les en empêcher. Si nous-mêmes dans les syndicats sommes endormis au gouvernail et laissons chaque syndicat spécifique, comme l'AFGE et le syndicat des employés du Trésor, prendre des coups sévères sans une campagne globale de solidarité et sans aller dans la rue à Washington et ailleurs, alors les syndicats continueront à être visés un à un. »

Pour organiser cette action, il faudra que les syndicats affirment leur indépendance vis-à-vis des démocrates.

Mais cela ne suffit pas.

Le mouvement ouvrier ne doit **pas** soutenir Obama et les démocrates, même sous le prétexte de ne pas laisser passer les candidats républicains de droite. Les quelque trois dernières années ont prouvé très clairement que les démocrates et les républicains ne sont que deux ailes du même parti patronal.

Plus que jamais, il est nécessaire que les syndicats rompent avec les démocrates et construisent leur propre parti politique — un Labor Party, appuyé sur les syndicats et associant toutes les catégories de la population opprimée.

Les syndicats au niveau local et national, ainsi que les unions locales, peuvent

faire des pas dans cette direction au cours des semaines et des mois qui viennent.

Les syndicats devraient réserver leurs fonds à la seule défense des intérêts de leurs adhérents et de la classe ouvrière, la majorité de la population (y compris pour lancer des campagnes massives d'adhésion) — **pas** au financement des politiciens du Parti démocrate.

Cette idée a commencé à germer il y a quelque temps au sein du mouvement syndical. Mais aujourd'hui, au moment où les patrons et le personnel politique à leur solde font la « guerre » à la classe ouvrière — pour reprendre l'expression du responsable du comité d'action politique de l'AFGE —, c'est devenu une urgente nécessité.

Le 28 février 2011, le syndicat des pompiers (l'International Association of Fire Fighters) a annoncé qu'il gelait le versement de son soutien financier aux candidats et aux comités du Parti démocrate au niveau fédéral et, à la place, consacrerait son argent à combattre les mesures antisyndicales prises par les assemblées législatives des Etats à travers le pays.

Le président du syndicat, Harold Schaitberger, pour justifier cette décision, a déclaré que les alliés traditionnels du syndicat au Congrès n'avaient pas défendu les pompiers avec énergie. Il a expliqué : *« Nous sommes absolument résolus à arrêter de verser nos contributions à tout candidat ou tout comité au niveau fédéral jusqu'à ce que les démocrates soient décidés à nous défendre. »*

La vérité est tout simplement que les démocrates ne défendent pas les pompiers — ni les syndicalistes ni les travailleurs. C'est pourquoi l'appel suivant peut et doit être entendu de partout : *« Plus un seul centime pour les démocrates ! »*

Dans son interview à *In These Times*, l'adhérent Jonathan Flanders ne s'est pas contenté de dénoncer les démocrates, il a soulevé une question qui est peut-être plus urgente que jamais quand il a dit : *« L'objectif d'avoir une représentation politique de la classe ouvrière avec son propre parti reste la tâche qui nous attend (Ibid.). »*

LA NÉCESSITÉ D'UNE CONFÉRENCE NATIONALE DU MOUVEMENT SYNDICAL ET DES ORGANISATIONS POPULAIRES POUR UNE ACTION POLITIQUE INDÉPENDANTE

En effet, la tâche essentielle aujourd'hui est d'aider les travailleurs, la jeunesse, les Noirs, les Latinos — toute la majorité ouvrière — à prendre les mesures nécessaires pour avancer dans la construction de la représentation de la classe ouvrière dans son propre parti : un Labor Party appuyé sur les syndicats et associant toutes les organisations des opprimés.

Les luttes dans le Wisconsin, l'Ohio, à Longview et à Oakland, entre autres, mettent toutes en évidence la profonde aspiration de la majorité ouvrière à défendre et à promouvoir ses intérêts de classe contre les capitalistes qui, à travers les deux partis politiques qu'ils contrôlent (le Parti démocrate et le Parti républicain), combattent bec et ongles pour protéger leurs intérêts de classe.

Face à la crise à laquelle les travailleurs sont confrontés, toute solution ne peut qu'être basée sur la compréhension fondamentale de la lutte de classes, de la société capitaliste, structurée autour de deux classes sociales fondamentales aux intérêts diamétralement opposés. Toutes les solutions de type « classe moyenne » et « populiste » — telles que celles offertes par « Occupy » et d'autres — et qui présentent le combat en termes de lutte contre une ploutocratie (les un pour cent contre les 99 pour cent), d'un combat entre « progressistes » et « conservateurs », constituent un obstacle à la défense des intérêts de la classe ouvrière.

Il y a une contradiction qui prend de plus en plus d'ampleur et qu'il est nécessaire d'aborder et de résoudre, et le plus tôt sera le mieux. La classe ouvrière des Etats-Unis est appelée par la direction du mouvement syndical au niveau le plus élevé à voter pour Obama, un candidat dont tout le monde sait qu'il continuera à appliquer le programme impitoyable et

meurtrier du patronat contre tous les exploités et les opprimés — aux Etats-Unis et dans les autres pays.

Les arguments employés pour justifier cet appel à soutenir Obama sont bien connus. L'élection prochaine ne porterait pas tant sur Obama et sa politique ; ce qui serait en jeu, ce serait la nécessité de stopper net la poussée de la droite fanatique (Romney, encouragé par Santorum, Gingrich et leurs semblables).

C'est vrai, personne ne veut voir ces réactionnaires bornés brandir la Bible à la Maison-Blanche ou au Congrès. Mais n'est-ce pas précisément la subordination ininterrompue au Parti démocrate du mouvement syndical et des organisations d'opprimés qui continue à nous conduire dans les impasses telle que celle où nous nous trouvons aujourd'hui, où les travailleurs sont sommés de choisir lequel des deux poisons ils doivent prendre en novembre ?

N'est-il pas temps que nous rejetions les pilules de poison et que nous avancions sur une voie vraiment indépendante ?

N'est-il pas nécessaire, en cette année électorale, d'ouvrir la discussion la plus large possible dans le mouvement ouvrier sur les mesures qu'il est nécessaire de prendre en vue d'avancer dans la défense des intérêts des travailleurs et la préservation de l'indépendance du mouvement syndical ?

N'est-il pas nécessaire de convoquer le plus tôt possible une conférence nationale du mouvement syndical et des organisations populaires, sur une base très large, tant en ce qui concerne l'initiative que la participation, dans laquelle nous pourrions débattre de toutes ces questions difficiles et commencer à élaborer les dispositions contribuant à construire notre action politique indépendante ?

Le comité de rédaction du journal *The Organizer* pense que l'heure est venue d'organiser une telle conférence et s'efforcera de promouvoir cet objectif dans les semaines et les mois qui viennent.

Alan Benjamin

A Détroit, c'est le patronat de l'automobile qui s'est rétabli, pas les travailleurs ni la ville

Dans son discours du 24 janvier 2012 sur l'état de l'Union, le président, Barack Obama, a cité le sauvetage de l'industrie automobile et « *le redressement des constructeurs automobiles et de l'industrie de Détroit* » comme la meilleure justification de sa politique économique. « *Le jour où je suis arrivé aux affaires, a-t-il déclaré, notre industrie automobile était au bord de la ruine. Nous l'avons aidée et, en contrepartie, nous avons exigé une attitude responsable. Nous avons obtenu des salariés et des constructeurs qu'ils règlent leurs désaccords.* »

En parlant d'une « attitude responsable », Obama faisait allusion aux énormes concessions exigées du syndicat United Auto Workers (UAW) et de ses adhérents — et réclamées par le Trésor américain comme condition à l'attribution d'environ 80 milliards de dollars à General Motors et Chrysler dans le cadre du plan de relance TARP (2008). Ces exigences comprenaient le gel des salaires, une réduction de 50 % sur les salaires d'une nouvelle catégorie de personnel, la destruction de plus de 20 000 emplois, une réduction considérable du montant des retraites et des prestations maladie des retraités, ainsi que l'interdiction des grèves. (Il faut remarquer qu'aucune condition de ce type n'a été exigée lorsque le Trésor américain a littéralement offert à Wall Street près de quatre mille milliards de dollars au titre du renflouement de l'économie des Etats-Unis.)

Quand le président de l'UAW, Ron Gettelfinger, a annoncé le 29 mai 2009 qu'une majorité de salariés de l'automobile avait, le couteau sous la gorge, approuvé le contrat, il a expliqué que les coupes qui étaient nécessaires « *pour rendre GM compétitif et lui donner une chance de survivre à l'effondrement des ventes du secteur au niveau mondial* » feraient économiser à GM 1,3 milliard de dollars par an durant les cinq années d'application du nouveau contrat.

Larry Christensen, retraité syndiqué de la section 104 de l'UAW, le qualifia de « *contrat d'esclavage* ».

Pendant que les travailleurs de l'automobile en payaient le prix, leurs patrons en récoltaient les bénéfices. « *Aujourd'hui, General Motors est revenu en tête, c'est à nouveau le premier constructeur d'automobiles au niveau mondial* », s'est vanté Obama dans son discours sur l'état de l'Union. « *L'industrie automobile américaine est de retour.* »

Cela n'est pourtant pas le cas des salariés du secteur, trois ans après l'approbation du plan de sauvetage. Un ouvrier de l'automobile débute avec un salaire de quatorze dollars l'heure. C'est maintenant ce que gagnent la plupart des salariés. Il ne permet pas de vivre, surtout si l'on considère que leurs avantages sociaux ont subi des coupes claires, que leurs systèmes de retraite et de protection sociale ont été saccagés et que leur syndicat n'est plus que l'ombre de lui-même.

Mais ce qui se passe à Détroit ne signifie pas seulement la destruction des travailleurs de l'automobile, les porte-drapeaux du mouvement ouvrier, ceux que, pendant soixante-dix ans on avait fini par appeler la « classe moyenne » des Etats-Unis ; cela signifie aussi la destruction d'une ville.

La triste vérité, c'est que Détroit est en faillite, avec des taux de pauvreté et de chômage atteignant cinquante pour cent, que les saisies immobilières, les coupures d'eau et de courant pour factures non payées y sont monnaie courante, et que l'administration de la ville s'emploie à livrer des quartiers entiers à l'abandon et à ramener à l'état de friche de vastes secteurs de l'ancienne capitale industrielle.

De fait, la situation est si grave que le gouvernement de l'Etat, soutenu par le maire du Parti démocrate et le conseil municipal, a mis en place un conseil d'urgence disposant de pouvoirs spéciaux et n'ayant aucun compte à rendre : il a le droit de suspendre les prérogatives de l'administration municipale, de mettre en pièces les conventions

collectives et de gouverner par décret. Le premier objectif de ce conseil a été d'imposer des concessions de grande ampleur aux autres syndicats — et en particulier à ceux du secteur public.

Obama avait poursuivi son discours de la manière suivante : « *Ce qui se produit à Détroit peut arriver dans d'autres secteurs de l'industrie. Cela peut arriver à Cleveland et à Pittsburgh ou à Raleigh.* »

Détroit est devenu synonyme de délabrement urbain et de misère sociale. C'est ce que Obama propose aux travailleurs à « Cleveland et à Pittsburgh ou à Raleigh ».

Et pour couronner le tout, Obama a conclu cette partie de son discours consacrée au « redressement » de Détroit en mentant purement et simplement au peuple américain, en affirmant que les constructeurs automobiles avaient déjà « *remboursé leurs emprunts* ».

« *Foutaises !* », a commenté Factcheck.org, organisme indépendant qui surveille les affirmations des candidats du Parti démocrate et du Parti républicain au cours de la campagne électorale. En s'appuyant sur un grand nombre de preuves pour justifier son appréciation, Factcheck observe que les contribuables américains n'ont toujours pas vu la couleur de la moitié des 80 milliards d'aide fédérale. Retrouveront-ils un jour cet argent ? Peu probable si le gouvernement considère qu'il a déjà été remboursé.

L'actuel président de l'UAW, Bob King, a affirmé à la journaliste de *The Nation* Laura Flanders (2 février 2012) son espoir que le syndicat retrouvera ses forces à Détroit, maintenant que l'industrie automobile a retrouvé la santé. Ce qui amena Laura Flanders à ajouter : « *Dieu seul sait comment !* »

C'est une illusion dangereuse de croire que le syndicat retrouvera ses forces à Détroit parce que Détroit est « de retour ». Il est vrai que les patrons de l'industrie automobile amassent à nouveau d'immenses profits, mais ils n'ont aucunement l'intention de rétablir les salaires et les avantages sociaux précédents. C'est tout à fait l'inverse. Avec l'appui du gouvernement fédéral, des exécutifs des Etats et des localités, ils sont en train de porter des coups aux conditions de travail et au niveau de vie de tous les travailleurs de Détroit. Et aucune dose d'intervention divine ne va inverser cette tendance.

Au printemps 2009, l'union locale des syndicats de San Francisco (AFL-CIO) adopta une résolution sur la crise dans l'industrie automobile qui donne encore aujourd'hui la seule solution face à l'aggravation de la situation. Une partie du texte disait :

« *Ce ne sont pas les salariés de l'automobile qui sont responsables de la crise financière du patronat de l'automobile, pas plus que ce n'est la classe ouvrière qui est responsable de la crise financière de Wall Street... Nous sommes fermement opposés à la volonté de l'administration de faire des syndicats des partenaires dans l'objectif de résoudre la crise financière du patronat. Les syndicats n'ont pas été créés par les travailleurs pour se joindre aux attaques des patrons contre l'emploi des salariés.*

Il ne doit y avoir aucun licenciement. Si le gouvernement peut trouver des milliers de millions de dollars pour sauver une poignée de banquiers, il peut sûrement trouver les fonds nécessaires pour empêcher les licenciements et redonner du travail à tous ceux qui ont été licenciés. Le mouvement ouvrier des Etats-Unis doit avoir une position sur laquelle il ne transigera pas : "Pas un seul licenciement dans l'industrie automobile !"

Il faut que l'administration Obama nationalise les trois géants et place la gestion de ces entreprises sous le contrôle d'un conseil d'administration élu composé de représentants des syndicats et de la population, afin d'empêcher tout nouveau licenciement, moderniser l'équipement des usines, former sa main-d'œuvre et garantir que tous les salariés licenciés puissent immédiatement retrouver un emploi avec un contrat régi par une convention collective négociée par le syndicat. »

Effectivement, si le syndicat doit retrouver sa force à Détroit, cela nécessitera un mouvement ouvrier indépendant résolu à combattre pour défendre les intérêts de ses membres — contre les patrons de l'industrie automobile — et décidé à se positionner sur une plate-forme de combat, telle que celle adoptée par l'union locale des syndicats de San Francisco.

Mexique : face à la menace de dislocation de la nation, le combat pour une représentation politique de la classe ouvrière

Par Luis Vasquez

Le Mexique, pays de cent vingt millions d'habitants, qui a une frontière de trois milles kilomètres avec la puissance impérialiste dominante, les Etats-Unis, se trouve confronté à une situation sans précédent depuis la révolution de 1910-1917.

La domination et le pillage exercé par l'impérialisme sur le pays tout au long des décennies passées ont fait un véritable bond en avant. Par le mécanisme de la dette imposée au pays, dette qui n'était pas celle du peuple, il a été plongé dans la crise en 1982, crise au demeurant internationale car la faillite du Mexique a mis en danger de faillite un grand nombre de pays semi-coloniaux écrasés aussi par ce mécanisme, et qui a menacé de briser l'équilibre mondial. Le FMI et le gouvernement américain ont décidé alors de « sauver » le Mexique, lequel, en échange, devait appliquer la politique de privatisations, d'ajustement structurel, puis des « traités de libre commerce », au premier chef le traité de libre commerce d'Amérique du nord (TLCAN), signé avec les Etats-Unis et le Canada, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994.

Les résultats de cette politique imposée par l'impérialisme et appliquée par le régime et son parti (Parti révolutionnaire institutionnel, PRI), ont été le démantèlement de l'industrie et de l'agriculture, et une profonde crise sociale et politique.

GUERRE CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE

En 1987-1988 s'est produite une scission dans le PRI, dirigée par Cuauhtémoc Cardenas (1), qui s'est présenté à l'élection présidentielle avec le soutien du parti stalinien mexicain (PCM-PSUM) et d'autres formations. Cardenas a vaincu aux élections, mais le PRI a fait une énorme fraude électorale pour garder le gouvernement entre ses mains et appliquer la politique exigée par l'impérialisme. Cardenas a accepté la fraude électorale en échange de l'inscription légale du parti qu'il a constitué avec les forces qui l'ont soutenu, le Parti de la révolution démocratique (PRD), qui dans un premier temps est apparu à des secteurs de la population comme un parti qui voulait « le changement ».

Aux élections de 2000, le PRI a dû reconnaître sa défaite dans un accord négocié avec le gouvernement de George Bush, et a cédé le gouvernement au parti catholique, le Parti d'action nationale (PAN). Ce changement dans la direction du gouvernement a été présenté par les

(1) Cuauhtémoc Cardenas, fils de Lazar Cardenas, président qui, en 1938, nationalisa le pétrole qui était entre les mains des compagnies britanniques et américaines.

médias comme la « *transition démocratique* » après soixante-dix ans de régime de parti unique.

Au cours des élections de 2006, Vicente Fox (PAN) procède à une nouvelle grande fraude électorale et donne la victoire au candidat de son parti, Felipe Calderon, avec une avance de 0,54 % de voix sur le nombre de voix octroyé à López Obrador, candidat du PRD. Le gouvernement Bush reconnaît immédiatement Calderon, avant même que le tribunal électoral ne donne son verdict.

La prétendue « transition démocratique » a consisté dans la venue au gouvernement d'un parti qui, pour appliquer les exigences de l'impérialisme, a engagé la guerre contre la classe ouvrière et contre la stabilité et la souveraineté de la nation.

Le gouvernement de Felipe Calderon (2006-2012), avec l'appui du PRI et de tous les partis institutionnels (2), incluant le PRD, a porté des coups très durs à la classe ouvrière tout au long de son mandat.

En 2008 il a mis en place la contre-réforme de l'industrie pétrolière qui, si elle n'a pas été appliquée jusqu'au bout du fait de la mobilisation des masses, a ouvert pour la première fois l'extraction du pétrole au capital impérialiste. Le 10 octobre 2009, à minuit, Calderon a décrété la fermeture de la Compagnie lumière et force du centre (CLyFC), entreprise publique chargée de fournir en électricité le centre du pays, donc Mexico et sa zone métropolitaine (vingt millions d'habitants) ; il a licencié ses quarante-quatre mille travailleurs et a ainsi rompu leur contrat collectif. C'est une mesure sans précédent dans l'histoire du pays.

Dans la Sécurité sociale, les hauts fonctionnaires et les représentants patronaux de l'Institut mexicain de la Sécurité sociale (IMSS [3]) disent que l'institution est en crise et qu'il faut « *prendre la plus mauvaise mesure* » : licencier 319 000 travailleurs qui bénéficient encore de droits à la retraite pleins et de prestations sociales, pour les réembaucher grâce au mécanisme du *outsourcing*, c'est-à-dire sans contrat collectif. Bien entendu, ils ne seraient pas tous réembauchés. C'était là la destruction d'une fantastique conquête arrachée en 1943.

Dans le système national d'éducation, le gouvernement a réussi à imposer une

série de contre-réformes. Il veut maintenant instaurer, en juin, une recommandation de l'OCDE que celle-ci appelle « *évaluation universelle* ». Sous prétexte d'évaluer le travail du professeur, il s'agit de détruire la sécurité de l'emploi (« poste de base »). Ce qui signifierait la perte du poste de base de plus de 300 000 professeurs, ouvrant un large espace à la déréglementation du travail et au développement de l'école privée que le gouvernement alimente par ses aides publiques.

En ce qui concerne le travail, il y a le projet de contre-réforme (4) préparé par les députés du PRI et du PAN, qui jusqu'ici n'a pas été soumis au vote dans les Chambres à cause de la résistance des députés-dirigeants syndicaux officiels qui expriment par là le mécontentement de la base ouvrière et la crainte de perdre leurs privilèges. Calderon s'en prend quotidiennement aux députés du PRI accusés de « *lenteur à soumettre au vote la contre-réforme prête depuis longtemps* ».

Quarante-quatre mille électriciens, sept mille travailleurs de la Compagnie mexicaine d'aviation, des centaines de mineurs... ont été licenciés ces deux dernières années. Le régime veut maintenant semer le doute des 319 000 travailleurs de l'IMSS, des 300 000 instituteurs, des milliers de travailleurs du pétrole (5)... Ce

(2) En plus du PRI, le parti de l'Etat, et du PAN, parti catholique qui, face à la crise du PRI, a dû assumer le gouvernement à partir de 2000, il y a les partis dits de « gauche » : PRD, PT et Mouvement citoyen, partis bourgeois formés par des dirigeants qui ont rompu avec le PRI, et des dirigeants et militants venant du stalinisme et du maoïsme. Il y a en outre deux autres formations, le Parti vert, créé à l'aide des ressources de l'Etat et de l'impérialisme, et le Parti nouvelle alliance, le parti d'Elba Esther Gordillo, dirigeante « à vie » du syndicat officiel des travailleurs de l'enseignement (SNTE).

(3) Il existe au Mexique trois grandes institutions nationales de Sécurité sociale : l'IMSS, qui couvre les travailleurs du secteur privé et les grandes entreprises publiques appelées paraétatiques comme celles de l'électricité et du pétrole, l'ISSSTE, qui couvre les fonctionnaires fédéraux, et le Secrétariat de santé qui couvre partiellement la population qui n'a pas de droits ouverts par les autres institutions.

(4) Le projet de contre-réforme élargit l'utilisation de l'*outsourcing* et les exigences pour la reconnaissance d'un syndicat par le Secrétariat au travail, et met en place le travail à l'heure et le salaire individualisé. En résumé, c'est une menace contre le droit au contrat collectif et à la syndicalisation.

(5) Le 18 mars, date anniversaire de la nationalisation de l'industrie du pétrole, Calderon a dit, avec la

que recherchent l'impérialisme, l'oligarchie et son régime « vendeur de patrie », c'est la destruction de la classe ouvrière comme classe avec des droits. Détruire la classe ouvrière et les entreprises publiques, c'est ouvrir la porte à la dislocation de la nation mexicaine.

Pendant les cinq ans de gouvernement Calderon, le pouvoir d'achat des salaires a baissé de 32 %. Il y a eu une carence de 5,5 millions d'emplois nécessaires au pays. La précarité du travail a augmenté. Le Mexique s'est affermi en tant que pays à main-d'œuvre bon marché. Il y a eu des phénomènes tels que la réduction — 10 % — du nombre de syndicats et la perte de contrats collectifs. La précarité au travail et le contrat à durée déterminée ont augmenté, c'est-à-dire les emplois sans sécurité ni couverture sociale (6).

LA GUERRE DU NARCOTRAFIC

En fait, la prétendue guerre du narcotrafic est **une guerre de déstabilisation du pays sur la base du plan Mérida (7), une guerre qui menace toute la population**. Les chiffres sur les victimes varient, mais tous dépassent les 50 000 morts en cinq ans de gouvernement Calderon. On trouve des fosses communes contenant des dizaines de corps de gens torturés, assassinés ; les décapitations se multiplient, en particulier dans les états du Nord, à la frontière avec les Etats-Unis ; des messages contre le gouvernement et contre d'autres groupes rivaux sont laissés sur les corps ; on rackette les émigrants d'Amérique centrale (8) qui traversent le Mexique en direction des Etats-Unis à la recherche d'un emploi, chose qui ne s'était jamais produite dans l'histoire des relations entre le Mexique et les pays d'Amérique centrale.

Les médias et les partis politiques institutionnels parlent de la guerre du narcotrafic comme si c'était là un phénomène purement national. Mais c'est le gouvernement des Etats-Unis qui encourage cette guerre déstabilisatrice. La presse américaine elle-même dénonce les « opérations cachées » appelée *Rapide et furieux, Récepteur ouvert, Arme blanche* et autres — opérations menées d'abord sous le gouvernement Bush, et maintenant sous le gouver-

nement Obama — par lesquelles des milliers « d'armes d'assaut » ont été clandestinement introduites dans le pays par les différents cartels de la drogue. Cette même presse dénonce le fait que des policiers américains blanchissent l'argent du narcotrafic. L'impérialisme veut déstabiliser le pays pour imposer plus facilement les plans de privatisation et de pillage. Mais il ne s'agit pas que du Mexique. Le chaos provoqué par la prétendue guerre du narcotrafic touche maintenant le Guatemala, le Salvador, le Honduras...

Joe Biden, vice-président américain, a visité le Mexique et le Honduras, du 5 au 7 mars pour préparer le VI^e Sommet des Amériques qui s'est tenu les 14 et 15 avril 2012 dans la ville de Cartagena de Indias, en Colombie. Immédiatement après sa visite au Mexique, Obama s'est réuni à Washington avec Felipe Calderon et Stephen Harper, Premier ministre du Canada, et ils ont mis en place un « Front commun anti-crime ». Obama, sous prétexte de combattre le crime et le narcotrafic, veut accroître la pression sur tous les gouvernements du continent pour qu'ils ouvrent les marchés, remettent leurs richesses naturelles et réduisent le coût de la force de travail.

LA CLASSE OUVRIÈRE RÉSISTE

Contre la politique de destruction des droits, des emplois et des salaires, accom-

complaisance des dirigeants du Syndicat des travailleurs du pétrole, que le « régime des pensions » met en danger la Pemex, que l'un des graves problèmes de l'entreprise est sa « *sur-réglementation* » et qu'il faut donc ouvrir davantage l'entreprise au capital étranger.

(6) Chiffres de l'Observatoire du salaire de l'Université ibéro-américaine de Puebla, avril 2012.

(7) Le plan Mérida est le produit du traité de libre commerce d'Amérique du Nord. C'est un accord signé par les présidents des Etats-Unis et du Mexique prétendument pour combattre le narcotrafic et l'insécurité. Il a été signé sans prendre en considération les chambres parlementaires respectives. Son nom vient de la ville du sud-est mexicain dans laquelle il a été signé.

(8) La presse indique que chaque année 400 000 travailleurs d'Amérique centrale tentent de parvenir aux Etats-Unis en traversant le Mexique, et que des milliers d'entre eux sont rackettés par des bandes, aussi bien d'Amérique centrale que du Mexique.

pagnée de la guerre du narcotrafic, la résistance dans les rangs des travailleurs et du peuple opprimé a grandi.

Pendant les années de ce gouvernement, le pays a vu des milliers de manifestations, de piquets, de grèves. Parmi les manifestations les plus importantes, celles des enseignants, avec y compris une tentative de grève nationale des fonctionnaires fédéraux pour la défense du caractère solidaire et de répartition du système des retraites (2007). Mais jusqu'ici les travailleurs mexicains n'ont pas connu une grève générale nationale.

La résistance a atteint son point le plus élevé dans le combat des travailleurs électriciens. La direction du Syndicat mexicain des électriciens (SME), portée par la pression de la résistance ouvrière d'une part, et par la brutalité du régime d'autre part, a appelé en octobre 2010 à la création d'une représentation politique de la classe ouvrière. Après une période de discussions et d'élaboration de documents de base, le congrès de fondation de l'Organisation politique du peuple et des travailleurs (OPT) s'est tenu en août 2011. En décembre de cette même année, le SME a lancé l'initiative de créer une centrale syndicale indépendante et démocratique. Il y a plusieurs centrales syndicales officielles, toutes contrôlée par le PRI. De son côté, le syndicalisme indépendant s'organise en différents regroupements et il connaît une grande division dans ses rangs.

L'OPT est une organisation qui a des caractéristiques ouvrières et anti-impérialistes, car elle est apparue dans le combat des travailleurs électriciens pour la défense de l'entreprise publique, de leurs emplois et de leurs droits. L'OST, section mexicaine de la IV^e Internationale, qui s'est intégrée aux travaux de fondation de l'OPT dès le moment où est apparu l'appel public, a fait dans le cadre de l'OPT une série de propositions à caractère anti-impérialiste et de défense des intérêts des travailleurs, par exemple un meeting massif devant l'ambassade des Etats-Unis à Mexico en soutien au meeting continental pour le retrait des troupes de la Minustah d'Haïti (3 novembre 2011), une déclaration contre l'intervention impérialiste en Libye et pour la défense du droit à l'autodétermination des peuples, la réalisation d'une campagne pour le retrait de la contre-réforme du travail.

LE MEXIQUE, UNE EXPRESSION PARTICULIÈRE DE LA NOUVELLE SITUATION QUI SURGIT DANS LE CONTINENT LATINO-AMÉRICAIN ET DANS LA CARAÏBE

Au cours du VI^e Sommet des Amériques sont apparus des éléments de la nouvelle situation que vit l'Amérique latine et qui trouve une expression particulière dans le cas du Mexique. Obama a clairement indiqué les objectifs qu'il se fixe dans le continent. Sur le plan commercial « *le but est de doubler les exportations des Etats-Unis* », en délogeant du continent les concurrents européens et asiatiques, en détruisant l'industrie de pays tels que le Brésil. Sur le plan politique, introduire des éléments de déstabilisation en utilisant la guerre du narcotrafic, comme il le fait au Mexique et dans les pays d'Amérique centrale, et, si nécessaire, lancer des opérations militaires, comme en Haïti.

En même temps, la résistance au pillage et à la barbarie impérialistes est apparue pendant et après le sommet. La présidente argentine, Cristina Fernandez, a annoncé l'expropriation (partielle) de la compagnie pétrolière YPF SA, ce qui a affecté la compagnie espagnole Repsol. Lors du sommet, la présidente, de droite, du Costa Rica a montré ses réticences quant à la politique de guerre des Etats-Unis, en disant : « *Nous ne sommes pas disposés à être embarqués dans ce train de destructions, de militarisme, de dépenses exorbitantes qui écarte les Etats de leurs efforts dans l'investissement social.* » Le président du Guatemala, un général à la retraite, également de droite, a déclaré : « *En Amérique centrale, la violence coûte en moyenne 8 % du PIB, et pour le Honduras, le pays le plus durement touché, 10 %.* » Derrière ces manifestations des gouvernements d'Amérique latine, apparaît le profond mécontentement et la résistance des travailleurs et des peuples.

LES ÉLECTIONS DU 1^{er} JUILLET

Le 1^{er} juillet se déroulent au Mexique les élections à la présidence et aux chambres législatives. Dans les conditions politiques du pays, tout laisse à penser que nous allons

vers des crises encore plus profondes. Les candidats du PRI (Pena Nieto, ex-gouverneur de l'Etat de Mexico) et du PAN (Josefina Vazquez Mota, ex-dirigeante de la fraction parlementaire de ce parti et ex-secrétaire à l'Education du gouvernement Calderon) représentent la continuité de la politique du régime et les intérêts du capital étranger et de l'oligarchie native.

Le directeur de campagne de Pena Nieto a déclaré que de « *profondes réformes fiscales et sur les produits énergétiques seront mises en place* », entre autres, inclure la TVA sur les médicaments et les produits alimentaires. De son côté, Vazquez Mota dit qu'il faut « *adopter les réformes structurelles telles que celle du Code du travail et de la Pémex* ».

Dans ces conditions, la présentation d'un candidat de l'OPT sur une plateforme de rupture avec la politique qu'impose l'impérialisme aurait été un instrument important pour aider la classe ouvrière et le peuple à trouver l'issue politique qu'exige la nation. Cela n'a pas été possible car la législation électorale, anti-démocratique, empêche l'enregistrement de partis jusqu'à la fin 2012.

Le conseil national de l'OPT, réuni en décembre dernier, a décidé par 46 voix pour et 9 abstentions, d'appeler à voter pour López Obrador, candidat des partis de la prétendue gauche institutionnelle. Les arguments pour défendre cette position ont été : « *C'est le candidat qui représente la gauche* », « *s'abstenir c'est laisser passer le PRI ou le PAN* », nous pouvons construire « *un bloc d'opposition... avec la bourgeoisie libérale en préservant notre indépendance politique et organisationnelle* ». Les plus ardents défenseurs de la soumission à López Obrador ont été les deux expressions politiques du secrétariat unifié qui agissent au sein de l'OPT.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE LÓPEZ OBRADOR

López Obrador est un dirigeant qui a gagné sa popularité dans les masses populaires, dans la paysannerie et la classe moyenne des villes par la défense de la compagnie pétrolière (Pémex) qu'il a

menée, par sa dénonciation de la corruption des hommes du régime et la résistance qu'il a opposée aux fraudes électorales. Aux élections de 2000, il est devenu président du gouvernement du district fédéral.

En 2006, il a remporté l'élection présidentielle, mais l'impérialisme et le régime n'ont pas reconnu sa victoire. De son côté, Obrador a fixé les limites de son action contre le régime au moment de la prise de fonctions du gouvernement usurpateur de Felipe Calderon : il a mené la mobilisation des masses contre la fraude électorale dans une impasse. Obrador aime à rappeler ce moment en disant « *qu'en appelant à dresser le campement dans le Paseo de la Reforma (9) le 1^{er} décembre 2006 (au lieu de diriger la mobilisation vers le Congrès — NDLR), il avait évité un bain de sang. On aurait aujourd'hui compté plus de morts que n'en laisse la guerre contre le narcotrafic.* »

En 2012 maintenant, il fait un virage à droite. Pendant sa campagne électorale dans tout le pays et dans ses déplacements à Washington et Madrid, il a dit qu'il « *ne privatiserait ni nationaliserait aucune entreprise* ». Il s'adresse surtout aux organismes patronaux et aux secteurs de l'impérialisme (Parti démocrate) pour obtenir leur soutien en leur promettant qu'ils ne seraient pas touchés. Il a lancé l'idée de créer une « *république amoureuse* »... Il y aura de l'amour pour tous !

Mais il reste encore dans des secteurs de la population opprimée des illusions à l'égard de ce dirigeant bourgeois. Les raisons en sont l'absence de candidat qui propose une perspective anti-impérialiste et ouvrière, le contrôle qu'exercent les directions syndicales officielles sur des secteurs importants de la classe ouvrière (travailleurs du pétrole, secteurs des électriciens et enseignants) et la division du mouvement syndical indépendant. Cependant, depuis 2006, la classe ouvrière mûrit, de par son expérience, comme le montre la formation de l'Organisation politique du peuple et des travailleurs.

(9) Le Paseo de la Reforma est une des principales avenues de Mexico. Obrador y avait dressé les camps avec les gens mobilisés, tout au long des dix kilomètres de cette avenue. Les camps ont duré plusieurs semaines.

**“PAS UNE VOIX POUR LES CANDIDATS
DU PRI ET DU PAN, CANDIDATS
DÉFENSEURS DE L’OLIGARCHIE
ET DE L’IMPÉRIALISME !”**

Sur la base de l’analyse de la grave situation du pays et du mouvement de résistance de la population travailleuse et de la jeunesse, le Manifeste de l’OPT indique que la grande majorité de la population qui va voter pour López Obrador ou qui va s’abstenir, exprimera les problèmes et les revendications suivants :

« 1. *Que l’on en finisse avec la violence et l’instabilité générées par la guerre du narcotraffic et le commerce de la drogue. Pour y parvenir, ne faut-il pas **annuler le plan Mérida** et stopper l’intervention des agents de police et des conseillers militaires américains dans notre pays ?*

*Ne faut-il pas utiliser les ressources de la nation pour le développement de l’agriculture et de l’industrie avec l’objectif de créer des emplois pour des millions de jeunes condamnés dans les conditions actuelles au chômage, à la drogue, quand ce n’est pas à servir la **dette publique** pour utiliser les énormes ressources gaspillées dans le paiement des intérêts, pour le développement de la nation ?*

2. *Les paysans pauvres et moyens vont exprimer leur désir d’avoir des crédits et des conditions pour que leurs terres produisent et ne pas avoir à émigrer aux Etats-Unis. Le traité de libre commerce d’Amérique du nord (TLCAN) a détruit les paysans mexicains. Ne faut-il pas **l’abroger** et promouvoir des accords commerciaux qui protègent les paysans et défendent la souveraineté de la nation ?*

3. *Des millions de travailleurs ont des salaires de misère et des conditions de travail qui ressemblent à celles d’il y a un siècle. Des dizaines de milliers d’électriciens, mineurs, travailleurs de l’aviation ont été licenciés et leurs contrats collectifs détruits, des entreprises publiques ont été fermées alors qu’elles étaient en voie de privatisation. N’y a-t-il pas nécessité de récupérer le salaire perdu tout au long des quatre derniers gouvernements (PRI et PAN), réembaucher les licenciés et retirer le projet de “contre-réforme du Code du travail” ?*

4. *N’est-il pas fondamental pour l’existence de la nation de maintenir la souveraineté sur les ressources naturelles et financières, et cela ne suppose-t-il pas la **renationalisation du pétrole, de l’énergie électrique (10) des ressources minières et des banques (11) ?***

5. *Dans l’enseignement primaire, plus d’un million d’instituteurs sont confrontés à la menace de ladite “évaluation universelle”. Les professeurs qui voteront pour un changement demanderont **l’annulation de cette mesure destructrice de l’école publique et gratuite.***

6. *Le pays ressent plus que jamais la nécessité de la démocratie. Les institutions du pouvoir de ce vieux régime se caractérisent par la corruption, la négation de la justice qui affecte principalement les secteurs les plus faibles (comme c’est le cas des paysans indigènes), par des juges vénaux, par la remise du pays au capital étranger, etc. Ce qui précède exige de combattre pour un **Congrès national constituant et souverain qui prenne les mesures que demande urgemment la nation et que soit formé un gouvernement responsable devant ce congrès.** Un Congrès constituant et souverain, avec des délégués qui respecteront le mandat de la population. Dans le régime du PRI-PAN, les “représentants du peuple” lui tourment le dos, et adoptent les réformes destructrices. »*

Le Manifeste invite à tenir une réunion nationale de signataires en juin prochain pour promouvoir la création de comités de l’Organisation politique du peuple et des travailleurs (OPT).

**Luis Vasquez
13 juin 2012**

(10) 55 % du marché est déjà contrôlé par les entreprises étrangères.

(11) 95 % des banques sont sous contrôle des banques impérialistes.

Le droit des peuples, les guerres, l'impérialisme et la IV^e Internationale

Par Lucien Gauthier

Le sommet de l'Otan s'est tenu les 20, 21 et 22 mai 2012 aux États-Unis. Il se déroulait plus d'un an après la chute de Ben Ali et de Moubarak, qui a déstabilisé l'ordre impérialiste du Maghreb au Moyen-Orient, et au lendemain de l'intervention militaire en Libye qui a ouvert la voie à la dislocation généralisée de la région du Sahel. Ce sommet se tenait au moment où l'impérialisme doit faire face, non seulement aux développements de la situation révolutionnaire ouverte en Tunisie et en Égypte, mais également aux processus par lesquels la révolution frappe aux portes de l'Europe. Les questions à l'ordre du jour de ce sommet – Afghanistan, Syrie, Iran – indiquaient que c'était bien de révolution et de contre-révolution qu'il s'agissait. Cette question est au centre de la situation mondiale, et c'est vis-à-vis d'elle que toutes les organisations prétendant parler au nom des travailleurs ont le devoir de se déterminer.

Au cours des vingt dernières années, guerres et conflits se sont multipliés. Durant la même période a eu lieu une profonde évolution, dans la plupart des courants et des organisations se réclamant des travailleurs, de l'attitude à l'égard de la guerre.

Il était de tradition dans le mouvement ouvrier – ne serait-ce que dans des proclamations formelles – de dénoncer les guerres impérialistes. Malgré la politique

belliciste de Blair lors de la guerre contre l'Irak, une fraction importante des députés et de nombreuses sections du Labour Party en Grande-Bretagne prirent la tête du combat contre la guerre, et contre l'implication des soldats britanniques.

En ce qui concerne les partis communistes et l'extrême-gauche, les discours officiels étaient traditionnellement anti-guerre. Mais, en vingt ans, les prises de position anti-guerre se sont insensiblement transformées en couverture, au nom du droit des peuples, des guerres prétendument « humanitaires » déclenchées par l'impérialisme. Il faut remonter à 1989-1990, au moment du torpillage de l'URSS : le dernier acte de la bureaucratie du Kremlin avant la disparition de l'URSS, fut de soutenir l'ONU dans l'intervention impérialiste en Irak, déclenchée immédiatement ensuite, en 1991. Avec la première guerre du Golfe commençait alors une longue chaîne de violences, de conflits, d'offensives de dislocation des nations. Si aujourd'hui, certains partis communistes en Amérique latine ou en Asie maintiennent un discours anti-guerre, les autres PC ont progressivement renoncé à cette position : tout en proclamant leur anti-impérialisme, ils s'alignent et acceptent, de fait, les interventions, au nom de l'argument « humanitaire ».

LA LIGNE ROUGE

Le Parti communiste italien, l'un des plus grands PC d'Europe dans la deuxième moitié du XX^e siècle, illustre clairement cette évolution. Il a connu une scission entre, d'une part, une majorité « rénovatrice » qui a fondé le Parti démocrate (notamment avec les démocrates-chrétiens), et d'autre part une minorité « orthodoxe » à l'origine de la création de Refondation communiste. En 2006, alors que des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes en Italie manifestaient contre la présence de troupes italiennes dans les interventions militaires, le gouvernement « centre gauche » de Prodi, avec le soutien des députés du Parti démocrate, votait le budget de guerre contre la volonté de la majorité du peuple italien. Les élus de Refondation communiste – les « orthodoxes » – faisaient de même. Il faut noter que Refondation communiste compte dans ses rangs le courant Sinistra Critica (Gauche critique), affilié au Secrétariat unifié. Les élus de Sinistra critica, qui siégeaient au Parlement dans le cadre de Refondation communiste, ont également voté les crédits militaires, au nom de la lutte contre... le retour de la droite au pouvoir !

Mais il n'y a pas là de spécificité italienne. Dans un dossier consacré à l'Italie dans *Inprecor*, la revue internationale du Secrétariat unifié, un certain Jan Malewski, membre du bureau exécutif international du SU, écrit : « Voter les crédits de guerre... Il fut donc décidé de voter, de prendre au mot les représentants du gouvernement – qui, paniqués par l'éventualité d'une chute, annonçaient un "changement de perspective des missions" – et de laisser à Prodi six mois encore, car le financement des "missions" devra être soumis au Parlement en décembre. »

L'extrême gauche, dont le Secrétariat unifié, a en effet connu la même évolution que la plupart des partis communistes. En mai 1992, lors de la guerre en Bosnie, l'ONU décréta l'embargo sur la Serbie, et installa des troupes dans les pays voisins, prêtes à intervenir. On peut à ce moment lire dans *Inprecor* (n°353) : « Le malheu-

reux peuple de Bosnie attend d'être soulagé par les troupes des Nations Unies. »

Quelques années plus tard, lors de la guerre au Kosovo, le Secrétariat unifié mènera campagne pour que les grandes puissances arment l'UCK (une milice de type mafieux qui prétendait représenter le peuple albanais du Kosovo), et réalisent des bombardements « sélectifs » en appui à ses troupes. Le résultat, on le connaît : un intense pilonnage de la Serbie, des semaines durant, touchant non seulement les populations civiles, mais également l'appareil productif du pays.

Aujourd'hui encore, cette politique de soutien aux « guerres humanitaires » de l'impérialisme s'exprime avec force à gauche et à l'extrême gauche. Lors des premiers évènements en Libye, un certain nombre de partis communistes et d'extrême gauche, dont le Secrétariat unifié, ont appelé les grandes puissances à « aider » le peuple libyen en reconnaissant le CNT (Conseil national de transition) et en lui fournissant des armes ; ce que fera d'ailleurs l'impérialisme, tout en bombardant intensément la Libye. Et de nouveau aujourd'hui en ce qui concerne la Syrie, le Secrétariat unifié appelle les grandes puissances à « aider » le peuple syrien en armant les forces militaires de la « résistance » sous couvert de soutien à la « révolution syrienne »... ce que font d'ailleurs depuis des mois le Qatar et l'Arabie saoudite, au compte des grandes puissances impérialistes.

Dans l'histoire du mouvement ouvrier, l'attitude vis-à-vis de la guerre impérialiste est la ligne rouge, la ligne de démarcation entre la révolution et la contre-révolution. Au XX^e siècle, le mouvement ouvrier a tranché ses frontières en 1914, dans le vote des crédits militaires par les partis socialistes d'Allemagne et de France. Seule une minorité de groupes et de partis de l'Internationale ouvrière a alors pris clairement position contre la guerre impérialiste. Parmi ceux-ci, le parti de Lénine. Il prendra la tête du combat révolutionnaire des masses de Russie, expropriant le capital en 1917, tandis que ceux qui avaient pris position pour la guerre se rangèrent alors dans le camp de la contre-révolution en dénonçant la révolution expropriatrice. Derrière la question de la guerre, c'est de la soumission ou non au capital et à son système qu'il s'agit.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE EST À L'ORDRE DU JOUR

En 1975, à la suite du Parti communiste italien, le Parti communiste français renonçait à la référence à la dictature du prolétariat. Il s'agissait là évidemment de la formalisation d'un renoncement déjà réalisé, puisque les partis staliniens s'étaient précisément constitués contre le pouvoir des ouvriers et des paysans, en érigeant la dictature de la bureaucratie. Mais, à l'exemple du Parti social-démocrate d'Allemagne qui avait prononcé sa renonciation à la dictature du prolétariat lors du congrès de Bade-Godesberg (1959), il s'agissait alors d'affirmer ouvertement la position de ces partis : la société n'est pas divisée en classes, la lutte des classes n'est pas le moteur de l'histoire, le capitalisme est indépassable.

A son tour, le Secrétariat unifié renoncera à la référence à la dictature du prolétariat... sous couvert d'un bilan critique des crimes du stalinisme. Alors même que le stalinisme est très exactement l'antithèse du marxisme, du bolchevisme et de la dictature du prolétariat. En mai 2008, pour que les choses soient claires, Olivier Besancenot affirmera : « *Le cycle ouvert par Octobre 1917 est définitivement clos.* »

Pour sa part, la IV^e Internationale se situe intégralement sur le terrain du mouvement ouvrier. Celui qui, lors de sa fondation dans l'Association internationale des travailleurs en 1864, tenait meeting au Saint Martin Hall de Londres sur le terrain de la défense du peuple irlandais contre l'oppression britannique, et la défense du peuple polonais contre la répression de l'empire tsariste.

Les développements de la révolution en Tunisie et ses conséquences en Egypte démontrent que le cycle ouvert en 1917 est loin d'être clos ! Comme nous l'écrivions dès la chute de Ben Ali :

« Oui, c'est bien une révolution qui a commencé en Tunisie. Il ne s'agit pas seulement, comme l'écrivent les médias occidentaux, d'une "révolution démocratique". Il s'agit d'une révolution pour la défense de la souveraineté populaire et de la souveraineté nationale, pour la défense

des droits de la jeunesse, des travailleurs et de la population laborieuse contre une petite minorité corrompue, aux ordres de l'impérialisme, notamment français et américain, par l'intermédiaire des accords d'association avec l'Union européenne et des plans du FMI qui remettaient en cause la souveraineté nationale de la Tunisie qui s'était émancipée du colonialisme et qui se livrait à une surexploitation des travailleurs tunisiens. Il s'agit d'une révolution ouvrière qui se dresse contre le capital et le système d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production. » (« Tunisie : c'est la révolution ! », 21 janvier 2011)

DROIT DES PEUPLES ET IMPÉRIALISME SONT ANTINOMIQUES

Voilà près de dix ans, l'impérialisme américain intervenait avec violence en Irak, soi-disant pour « libérer » le peuple irakien. Aujourd'hui, l'Irak est disloqué, divisé en territoires chiïtes, sunnites, avec une province kurde quasiment autonome, des enclaves turcophones... Et aujourd'hui également, les compagnies anglo-américaines exploitent le pétrole irakien.

L'Afghanistan est livré à une guerre effroyable et, après plus de dix ans d'occupation militaire, les puissances impérialistes s'apprentent à le quitter en laissant derrière eux un champ de ruines et de violence, où sont réalisés 90% de la production mondiale de pavot...

Quelques mois après l'intervention militaire en Libye, le pays est divisé entre la Cyrénaïque (à l'est) et la Tripolitaine (à l'ouest). A cette division s'ajoute aujourd'hui la situation chaotique dans le sud du pays, une des régions pétrolifères de Libye. Dans chacun de ces territoires s'affrontent de multiples milices : au nord, milices berbères, islamiques, voire celles d'une seule ville ou tribu ; au sud, les combats opposent des milices touaregs, tobous ou arabes. Cette situation a des conséquences dans toute la région sahélienne.

Il faut rappeler que, durant des décennies, les grandes puissances ont pleinement soutenu les dictatures de Ben Ali et Moubarak, investis, au nom de la lutte contre « l'islamisme », de la tâche

d'écraser les peuples pour le maintien de l'ordre et de l'exploitation impérialistes. C'est pourquoi il a fallu attendre le tout dernier moment, celui où les gouvernements impérialistes ont compris que plus rien ne sauverait Ben Ali ou Moubarak, pour qu'ils abandonnent les dirigeants tout en cherchant à préserver leurs régimes en les « rénovant ».

La révolution tunisienne s'est développée sur les mots d'ordre « de l'eau, du pain ». C'était une révolution ouvrière dirigée contre le régime d'exploitation, c'est-à-dire contre l'impérialisme et le régime de Ben Ali qui en était la courroie de transmission. Le mouvement des masses tunisiennes saisissait la terre, chassait des entreprises les partisans du régime, exigeait la renationalisation, se saisissait de son organisation historique, l'UGTT, et allait même jusqu'à constituer des comités pour dresser sa propre organisation contre le régime : l'impérialisme devait lui barrer la route. C'est alors qu'a été développée dans les officines impérialistes la ligne de la « transition démocratique » : il s'agit d'associer les anciens opposants à des débris du régime (ou, dans la version égyptienne, à l'armée) afin de barrer la route à la révolution.

Depuis le début de la révolution ouvrière et paysanne en Tunisie, la IV^e Internationale n'a cessé de mettre en avant les revendications sociales et nationales, indissociablement liées, notamment la rupture de l'accord d'association avec l'Union européenne et la Constituante souveraine.

A l'inverse, le Secrétariat unifié – comme le PCF – a soigneusement contourné l'accord d'association, c'est-à-dire la question des liens concrets et matériels du régime avec l'impérialisme, en déployant un discours anticapitaliste faussement radical. En février 2011, en plein processus révolutionnaire en Tunisie, le NPA et le PCF signent un appel regroupant plusieurs organisations, affirmant : « *Nous exigeons que le gouvernement français et l'Union européenne soutiennent une véritable transition démocratique.* »

Responsable du PCF et vice-président du Parti de la gauche unitaire au Parlement européen, Patrick Le Hyaric explicitait le propos : « *L'Union européenne, qui a des accords de coopération et d'association*

avec la Tunisie, doit, dans la période actuelle, être active pour reconnaître le droit du peuple tunisien de choisir sa voie démocratique vers le changement. »

Dans une première phase de la révolution, les travailleurs tunisiens s'étaient saisis de leur organisation historique, l'UGTT, et avaient commencé à constituer leurs comités de défense de la révolution. Ceux-ci constituaient les formes, certes embryonnaires, du pouvoir ouvrier face à l'impérialisme. Face à ce mouvement des masses, les partis de gauche et d'extrême gauche en Tunisie, appuyés par leurs mentors internationaux, ont tout fait pour empêcher la centralisation des comités, soit en les isolant, soit en constituant une prétendue coordination nationale des comités composée d'eux-mêmes... tout en siégeant, es qualité, dans la « haute instance de défense des intérêts de la révolution » mise en place par le gouvernement RCD « rénové » après la chute de Ben Ali.

Ces manœuvres ont contribué très précisément – alors que le mouvement révolutionnaire des masses faisait chuter tous les gouvernements « rénovés » qui refusaient de répondre aux revendications – à charger ladite « haute instance » de préparer les élections à la Constituante imposée par les masses. La présence de la gauche et de l'extrême gauche dans cette « haute instance » lui conférait une légitimité. Et cette manœuvre eut pour résultat de détourner les élections de leur objectif initial – une Constituante, pour l'établissement d'un nouveau régime – pour les transformer en élections « législatives » dans lesquelles plus de cent partis s'engouffrèrent : appelées uniquement à désigner des députés sur des programmes tout faits ne mettant surtout pas en cause les liens avec l'Union européenne et le FMI, les masses tunisiennes étaient empêchées de formuler leurs propres exigences. La gauche et l'extrême gauche ont contribué à ce résultat, en s'opposant au développement des comités qui auraient pu dresser les exigences qui devaient être au cœur d'une Constituante : rupture de l'accord d'association avec l'Union européenne et des accords avec le FMI, pour réaliser la souveraineté nationale.

Le résultat de cet épisode est connu : sous l'égide de l'impérialisme a été constitué un gouvernement rassemblant les islamistes, un parti laïc de droite et un parti

membre de l'Internationale socialiste. Au nom de l'union nationale, ce gouvernement chercha à intégrer l'UGTT à sa politique. Mais, dans le congrès de l'UGTT (fin décembre 2011) comme dans toutes les manifestations, notamment le 1er mai, le mot d'ordre le plus repris était : « *Ni Qatar, ni USA. Tunisie libre !* » Le processus révolutionnaire se poursuit, dans les nouvelles conditions.

Appuyé sur l'UGTT, le combat des travailleurs pour leurs revendications (salaires, créations d'emplois, renationalisations, Code du travail) se heurte aux exigences de l'impérialisme matérialisées dans les différents accords qui enserrant la Tunisie. Il pose de manière concrète la question de la rupture des liens de subordination pour satisfaire les revendications. C'est dans les mains de la classe ouvrière et de son organisation historique qu'est le combat pour la nation souveraine. Les partisans de la IV^e Internationale en Tunisie, regroupés autour du bulletin *Sawt al Oummal* ont publié un appel entièrement centré sur la nécessité de la rupture des liens avec l'impérialisme.

GUERRE ET RÉVOLUTION

L'impérialisme a dû réagir avec force contre le premier acte de la révolution prolétarienne qui surgissait en Tunisie et s'étendait en Égypte, déstabilisant la région et le monde entier. L'impérialisme ne pouvait se contenter des gouvernements de coalition très instables pour préserver les anciens régimes ; il lui fallait imposer sa loi. C'est encore au nom de la « transition démocratique » qu'il décida de déclencher la guerre en Libye. Pays situé entre l'Égypte et la Tunisie, dirigé par un dictateur sanguinaire (soutenu et reçu par les grandes puissances), la Libye offrait l'opportunité, non seulement de lancer un avertissement aux masses de la région, mais également d'engager sa dislocation. L'intervention impérialiste a provoqué la dislocation du pays, la multiplication de milices tribales, ethniques ou religieuses. Bref, elle a divisé profondément le peuple qui, par-delà la diversité de ses composantes, ne pouvait trouver son unité que dans la lutte contre un régime inféodé à

l'impérialisme, en retrouvant sa souveraineté et donc le contrôle de ses richesses. C'est précisément ce dont l'impérialisme ne voulait pas. A partir de là, au nom de cette prétendue « transition démocratique » et avec l'aide de différentes forces politiques – notamment de gauche et d'extrême gauche –, il a impulsé de pseudo « révolutions » qui n'étaient rien d'autre que la marche à la guerre civile.

Après la dislocation de la Libye, c'est le Sahel tout entier qui est menacé. D'ores et déjà, le Mali a explosé. Le nord du pays, en fait les trois quarts du territoire, est soumis aux milices touaregs et islamistes, opposées entre elles. Cette région est déjà devenue l'un des principaux couloirs du trafic de drogue et d'armes à destination de l'Europe. Le sud du Mali est soumis à une succession de coups d'État de diverses fractions de l'armée, tandis que des centaines de milliers de personnes se sont enfuies et réfugiées dans les pays voisins.

Tous les pays de la région sont menacés, et notamment l'Algérie, qui a une longue frontière commune avec la Libye et le Mali. De lourdes menaces pèsent sur ce pays, d'autant plus importantes que le régime algérien a jusqu'à présent rejeté la proposition d'intégrer Africom, c'est-à-dire un dispositif militaire sous contrôle des États-Unis, composé de troupes africaines ; le régime a également, jusqu'à maintenant, refusé de céder aux injonctions du FMI et de l'Union européenne qui exigent la relance des plans de privatisation, ou l'abandon de la règle établissant que les entreprises à capitaux étrangers restent à 51% sous contrôle algérien...

Or c'est précisément du centre opérationnel d'Africom, à Francfort (!), qu'est partie la première vague de bombardements de la Libye. Africom n'est qu'un élément du dispositif d'ensemble de l'impérialisme américain, qui s'intègre à l'orientation définie sous le terme de Grand Moyen-Orient (GMO).

LE GRAND MOYEN-ORIENT CONTRE LA RÉVOLUTION PALESTINIENNE

Défini au début des années 2000 et notamment après la deuxième guerre de

destruction de l'Irak, le Grand Moyen-Orient n'a pas pour but de faire respecter les peuples dans les frontières de leurs États existants. A l'inverse, il taille dans la chair des nations. La carte du GMO, c'est la carte de la guerre.

Comme l'expliquait en 2005 Condoleezza Rice, secrétaire d'État américaine, « *Nous encourageons le pluralisme politique, l'ouverture économique à travers l'initiative du GMO* ». Sous couvert de démocratie, il s'agit de liquider tous les cadres nationaux existants – même artificiels ou produits d'un découpage issu du colonialisme – parce qu'ils constituent autant de barrières et de limites au pillage direct par l'impérialisme américain.

Telles sont les conditions dans lesquelles il faut comprendre l'offensive menée contre la Syrie. Une nouvelle fois, répétons-le, ce n'est pas la nature du régime syrien qui est en cause, il ne s'agit pas de démocratie ou de droit des peuples ; le régime syrien actuel ne convient tout simplement plus à la nouvelle situation, ouverte par la révolution en Tunisie et en Égypte. Pendant des décennies, le régime syrien avait préservé une certaine autonomie (d'abord en s'appuyant sur l'URSS, puis en négociant avec l'impérialisme) dans le cadre de laquelle, tout en déployant une phraséologie anti-impérialiste, il était un facteur « d'ordre » dans la région. Sous couvert de lutte contre l'État d'Israël, le régime baasiste contrôlait très strictement les fractions palestiniennes, et sa frontière avec l'État hébreu était si sûre que les troupes israéliennes y étaient très peu nombreuses. De même, l'occupation du Liban par l'armée syrienne avait mis fin à la guerre civile opposant les différentes factions libanaises, et stabilisé « l'ordre » dans ce pays et dans la région. Les choses se sont modifiées avec le développement de la révolution en Égypte et la chute de Moubarak. L'Égypte est en effet un pilier du dispositif américain dans la région. En 1978, la signature des accords israélo-égyptiens à Camp David (à l'endroit même où Obama vient de réunir le G8) marque pour la première fois la reconnaissance de l'État sioniste par un État arabe, et non des moindres. Cet accord a permis à l'impérialisme américain de reprendre la

main au Moyen-Orient, et jusqu'à la signature des accords d'Oslo, quinze ans plus tard. Signés entre la direction palestinienne de l'OLP et l'État d'Israël, ceux-ci assuraient la reconnaissance de l'État sioniste et la prise en charge de sa sécurité, en échange de la création de deux banoutoustans – Gaza et la Cisjordanie – sous contrôle d'une Autorité palestinienne (AP). Le résultat de ces accords a été l'enfermement et le contrôle des masses palestiniennes par les services de sécurité de l'AP. De là aussi date le mythe des prétendus « deux États » vivant côte à côte, une position partagée, défendue et soutenue par les partis de l'Internationale socialiste, les partis communistes, l'extrême gauche et le Secrétariat unifié.

Cette renonciation au combat historique du peuple palestinien a eu pour résultat d'obscurcir le combat du peuple palestinien pour l'établissement d'une seule Palestine libre, laïque et démocratique où toutes les composantes, juives ou arabes, pourront vivre à égalité comme citoyens ; elle a conduit à détourner ce combat de son véritable enjeu, et à diviser le peuple palestinien, soumis aujourd'hui à la domination de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, et à celle du Hamas à Gaza. Mais la majorité du peuple palestinien vit hors de Gaza ou de la Cisjordanie, et l'exigence du droit au retour pour tous les exilés demeure la revendication révolutionnaire au cœur du combat des Palestiniens, vivante malgré tous les obstacles.

C'est pourquoi, dès la chute de Moubarak, l'impérialisme américain a fait pression sur l'armée égyptienne jusqu'à ce qu'elle s'engage à respecter les traités internationaux, et en toute priorité bien évidemment, les accords de Camp David. Mais cela ne suffit pas à l'impérialisme américain : pour pouvoir participer à la « transition démocratique » et à un gouvernement de coalition avec l'armée, les Frères musulmans à leur tour ont dû faire allégeance aux accords de Camp David, qu'ils dénonçaient jusqu'alors. Conséquence de cette acceptation de « l'entité sioniste », le Hamas (branche gazaouie des Frères musulmans) a annoncé qu'il s'inscrivait désormais dans le cadre de la politique du Quartet (Union européenne, Chine, États-Unis, Russie).

« RÉVOLUTION » OU GUERRE CIVILE EN SYRIE ?

Dans ces conditions, du point de vue des États-Unis, le régime syrien représente le passé. De plus, l'administration américaine doute de sa capacité à maintenir l'ordre. La nouvelle situation, ouverte après l'explosion des révolutions tunisienne et égyptienne, exige que toutes les forces – y compris les « islamistes » hier féroce­ment réprimés – participent au dispositif contre-révolutionnaire, sous contrôle direct des États-Unis. Pour se maintenir au pouvoir en effet, le régime syrien devait contrôler strictement le pays par une brutale répression, en même temps que par un protectionnisme économique, et via la distribution de subventions pour la population. Le tournant opéré par Bachar el-Assad, après la guerre de 2003 contre l'Irak et son acceptation du GMO, s'est traduit dans une politique de privatisations, la fin du protectionnisme et des subventions, qui ont paupérisé la population et déstabilisé le pays.

Après la chute de Ben Ali et de Moubarak, l'administration américaine estime que les régimes de ce type – des dictatures laïques – ne sont plus à même de contenir la vague révolutionnaire ouverte en Tunisie et en Égypte. Voilà l'heure du « pluralisme politique ». Il est nécessaire d'associer toutes les forces, dont les islamistes, dans les gouvernements fantoches de pays disloqués, éclatés, dont la survie doit dépendre de l'impérialisme qui, dans ce retour à « l'ordre », a les mains libres pour piller les richesses nationales.

Face à la révolution, qui tend à unifier les peuples par-delà la diversité de leurs composantes, « l'ingérence humanitaire » divise, et pousse à la guerre civile. C'est ainsi qu'à l'apparition des premières mobilisations en Libye et en Syrie, l'impérialisme a poussé divers groupes djihadistes ou tribaux à l'action militaire contre le régime, la grande masse des peuples étant soumise à la terreur des combats.

Une résolution du Secrétariat unifié est publiée dans *Inprecor* en août 2011. Intitulée « *Solidarité avec la révolution syrienne* », elle ne dit pas un mot de la menace impérialiste ! Car pour le

Secrétariat unifié, qui continue à revendiquer aide et armement pour les « révolutionnaires » syriens, la menace impérialiste n'est pas un problème. Dans *Tout est à nous* (organe du NPA, dans lequel militent en France les partisans du SU - 3 mai 2012), il est écrit que « *Les Russes (...) doivent renoncer à soutenir le régime. C'est possible sans crainte de l'intervention occidentale inexistante et exagérée.* » Une intervention « inexistante et exagérée », alors que Qatar et Arabie saoudite financent et arment les « révolutionnaires », et que des « conseillers » occidentaux sont d'ores et déjà sur place...

Parler, comme le font le SU et nombre de PC, de « révolution libyenne » ou de « révolution syrienne », est une contre-vérité : il n'y a pas de révolution en Libye ou en Syrie, mais des guerres civiles dont le peuple fait cruellement les frais. Les révolutions sont des processus – comme en Tunisie ou en Égypte – mettant en mouvement la grande masse du peuple, qui cherche à chasser les régimes inféodés à l'impérialisme pour voir ses revendications satisfaites.

Parler de « révolution » en Syrie ou en Libye vise précisément, en Tunisie et en Égypte, à limiter le combat des peuples à l'éviction des dictateurs et à « l'ouverture démocratique » chère à l'impérialisme américain, en escamotant la portée révolutionnaire et anti-impérialiste. Il s'agit de nier le combat des masses en Tunisie et en Égypte tourné contre le capital et contre l'impérialisme, pour en réduire la portée à des « revendications démocratiques ». Il est significatif, de ce point de vue, qu'un des porte-parole tunisiens du SU affirme : « *La Tunisie est la première révolution du XXI^e siècle avec pour objectif une nouvelle société et une Constituante capable de fonder une vraie démocratie.* » Le but de la Constituante aurait ainsi été de « fonder une vraie démocratie » ? Mais de quelle « vraie démocratie » peut-il s'agir s'il n'est pas question de rompre avec l'impérialisme, avec l'accord d'association ?

C'est précisément au nom de la « transition démocratique » que l'impérialisme américain soutient les pseudo « révolutions », pour que ne soient pas mis en cause les liens de subordination aux grandes puissances, ni la domination du capital.

**POUR LA IV^e INTERNATIONALE,
L'ISSUE EST DU CÔTÉ
DE LA CLASSE OUVRIÈRE**

Aujourd'hui encore, même confrontés aux plus grands obstacles – gouvernements de coalition, menaces de guerre civile – les processus révolutionnaires sont à l'œuvre en Égypte et en Tunisie.

En Égypte, plusieurs lois ont été adoptées qui visent à rendre les syndicats indépendants illégaux, les violences sont brutales contre les travailleurs en grève avec les syndicats de leurs usines. L'armée, comme les Frères musulmans, doivent rétablir « l'ordre » en interrompant la vague des grèves, qui continuent, et en interdisant la constitution d'un syndicat indépendant.

En Tunisie, où existe une puissante organisation, l'UGTT, les provocations et les actes de violence contre les militants et les locaux syndicaux se multiplient. Là encore, le gouvernement voudrait en finir avec les grèves. Mais le 1^{er} mai, bravant l'interdiction de manifester sur l'avenue centrale de Tunis, un impressionnant cortège a défilé à l'appel de l'UGTT, pour exiger la satisfaction des revendications ouvrières. Le combat des travailleurs et de leurs organisations pour leurs revendications sociales, unifie toutes les couches de la population, quelles que soient leur origine, leur région, etc. La lutte de la classe ouvrière, entraînant toutes les couches de la population, pousse à l'unité de la nation, à la réalisation de sa souveraineté. Elle pose, pour cela, la question de la rupture des liens de subordination à l'impérialisme. Si le peuple doit décider souverainement de son avenir, il ne doit pas être sous contrôle de l'impérialisme. La nation ne peut être souveraine que par le contrôle de son économie. Cela ne peut être assuré si celle-ci est sous les ordres des trusts et des grandes puissances.

C'est uniquement dans cette voie qu'il peut être mis fin aux violences et aux guerres. C'est dans la voie de la souveraineté des peuples, de leur libre coopération économique, sociale, culturelle, que sera réglée la situation des minorités nationales. La coopération, débouchant sur des fédérations d'Etats, comme l'a réalisé Octobre 1917, jettera les bases du règlement des

conflits hérités du passé ; c'est la voie des Etats Unis socialistes du Moyen-Orient.

Le 1^{er} mars 2012, une déclaration du Secrétariat international de la IV^e Internationale affirmait :

« La IV^e Internationale se tient entièrement sur le terrain constitutif du mouvement ouvrier dès le XIX^e siècle, celui du combat contre la guerre menée par les grandes puissances. La IV^e Internationale, comme elle l'a fait pour la Libye, se prononce contre toute intervention, même sous des prétextes humanitaires, contre la Syrie et l'Iran.

La guerre en Syrie entraînera encore plus de morts, de souffrances pour le peuple syrien. Soutenir et aider le peuple syrien, c'est défendre son droit comme nation à se dresser contre toute tentative de dislocation, car le cadre national est celui dans lequel les peuples peuvent chasser les régimes inféodés aux grandes puissances impérialistes. (...)

C'est par la mobilisation des travailleurs sur leur propre terrain, avec leurs revendications, se dressant nécessairement contre la subordination à l'impérialisme et ses exigences, que peut être réalisée la défense de la nation souveraine, c'est-à-dire du peuple libre et indépendant, par la rupture de tous les liens de sujétion aux puissances impérialistes.

La seule voie vers la paix, la démocratie, la liberté et l'indépendance nationale, c'est celle de la mobilisation des masses sur leurs propres revendications, dont le contenu économique, social, ouvrier, est inséparable des revendications démocratiques, et se dresse contre les régimes agissant comme les courroies de transmission de l'impérialisme.

L'objectif de la IV^e Internationale n'est pas la "réforme" ou "l'humanisation" du régime impérialiste, mais son renversement. C'est le sens de l'opposition résolue de la IV^e Internationale aux menaces de guerre contre la Syrie et l'Iran, et de son soutien inconditionnel au combat des peuples pour l'émancipation sociale et nationale, que cherchent à réaliser les peuples de Tunisie et d'Égypte, de l'ensemble de la région, d'Europe et du monde entier.

« A bas la guerre, à bas l'exploitation ! » est le mot d'ordre de l'avenir et de la préservation de l'humanité. »

Lucien Gauthier

La classe ouvrière chinoise, la bureaucratie et le "cap sur l'Asie" d'Obama (Deuxième partie) (1)

Par Alain Frandor

Dans la première partie de cet article, nous avons cherché à démontrer que, contrairement à ce qui est affirmé de toutes parts, le capitalisme n'avait pas été rétabli en Chine. Au contraire, la Chine actuelle présente au plus haut degré les contradictions que Trotsky analysait à propos de l'URSS. Comme l'expliquait une résolution adoptée par le secrétariat international de la Quatrième Internationale en novembre 2009 :

« Avec toutes les différences évidentes entre l'URSS de 1936 et la Chine de 2009, la disposition générale des forces telle qu'elle est évoquée dans La Révolution trahie par Trotsky reste profondément valable, et en particulier, s'agissant de la place respective de la bureaucratie et de la classe ouvrière, et la manière dont la question sera tranchée sur l'arène de la lutte des classes au plan national et international. »

L'ensemble du processus des « réformes » initié à partir de 1978 — mais dont les racines profondes plongent dans la domination de la bureaucratie, dès le début de l'instauration du nouveau pouvoir en 1949 —, la manière dont la marche à l'intégration de la Chine au marché mondial en décomposition a été réalisée font que la crise mondiale actuelle du système capitaliste frappe directement la Chine.

C'est dans ces conditions que le mouvement de la classe ouvrière chinoise tend

à se diriger vers un affrontement direct avec la bureaucratie, posant par là même la question de son pouvoir.

Nous avons souligné dans cet article que s'accumulaient les symptômes d'une crise majeure. Depuis, les événements se sont accélérés. La tempête Bo Xilai (éviction d'un haut dirigeant du Parti communiste chinois [PCC] de tous ses postes de responsabilité, éviction sur laquelle nous reviendrons plus en détail) en précède sans aucun doute d'autres plus violentes. En elle-même, au-delà des aspects « sensationnels », elle exprime le degré de crise déjà atteint dans les sommets de la bureaucratie.

PLACE ET FONCTION INTERNATIONALES DE LA BUREAUCRATIE CHINOISE

La bureaucratie, couche parasitaire prise entre les deux classes fondamentales de la société à l'échelle internationale (prolétariat et bourgeoisie), a traduit par l'expression « socialisme à la Chinoise » la politique criminelle de Staline du « *socialisme dans un seul pays* ». Elle aspire instinctivement à la stabilité à l'échelle

(1) La première partie de cet article a été publiée dans *La Vérité*, n° 73 (mars 2012).

mondiale et, de ce fait, recherche en permanence une coexistence, un statu quo avec l'impérialisme. Dans ce sens, elle en est un allié indispensable, comme force contre-révolutionnaire à l'échelle mondiale et, très directement, dans la région. La contradiction insurmontable, c'est, qu'en dernière analyse, le maintien de l'ordre capitaliste à l'échelle mondiale ne peut que mettre en cause l'existence même du pouvoir de la bureaucratie, puisque celui-ci repose sur le maintien de la propriété d'Etat des moyens de production comme base sociale du régime existant en Chine.

Vain espoir que de maintenir un statu quo avec l'impérialisme, car celui-ci, quels que soient les avantages immédiats que lui apporte la coopération politique et économique de la bureaucratie, ne peut que rechercher la réintégration de la Chine dans son ordre mondial, ce qui implique la liquidation des rapports de propriété existants et donc l'explosion de la bureaucratie en tant que couche sociale vivant en parasite sur la propriété d'Etat.

La Quatrième Internationale, se rangeant à chaque étape du côté de la lutte du peuple chinois contre la domination impérialiste et l'exploitation capitaliste, a rendu compte — au travers de nombreux documents — du cours de la révolution chinoise, et notamment de la signification de la révolution de 1949, matérialisation pratique de ce qui était expliqué dans le programme de fondation de la IV^e Internationale (2).

Il faut noter une différence fondamentale avec la révolution russe d'octobre 1917, au cours de laquelle fut instauré le pouvoir des soviets (conseils ouvriers), sous la direction du Parti bolchevique, pouvoir qui fut ensuite confisqué par la bureaucratie. En Chine, les conseils ouvriers n'ont jamais eu le pouvoir. Dès son origine, l'appareil dirigeant du PCC, pour stabiliser son pouvoir, a éliminé tout ce qui tendait à l'exercice du pouvoir politique par des organes démocratiques nés de la lutte des ouvriers et des paysans ; la direction du PCC, noyau de la couche bureaucratique qui se constituait d'emblée, a cherché à pratiquer une « politique de coexistence pacifique à la chinoise », c'est-à-dire conforme à ses intérêts.

Alors même que la révolution chinoise avait suscité d'immenses espoirs au sein des masses exploitées et opprimées de toute l'Asie et au-delà, la direction du PCC prenait toute sa place dans le maintien de l'ordre mondial existant.

Elle s'est ainsi toujours trouvée du côté de la défense des régimes en place, malgré une phraséologie haute en virulence. Lors des mouvements révolutionnaires dans des pays comme l'Indonésie en 1965 ou le Bangladesh en 1971, la bureaucratie chinoise a joué un rôle direct pour briser la mobilisation révolutionnaire des masses.

Lors de l'irruption des masses sur la scène de la révolution politique contre les agences de la bureaucratie stalinienne à Berlin en 1953, en Pologne et en Hongrie en 1956, à Prague en 1968, elle s'est toujours rangée du côté de la défense du pouvoir de la bureaucratie soviétique.

La bureaucratie chinoise a tenu un rôle majeur dans la tentative d'assurer la partition du Vietnam (Conférence de Genève) comme barrage à la révolution vietnamienne.

Ainsi, la direction du PCC a en permanence été à la recherche d'un statu quo, d'une coexistence pacifique aussi stable que possible, qui garantisse à la bureaucratie au pouvoir en Chine la préservation de sa position sociale, de ses privilèges.

LES RAPPORTS RÉCENTS ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA CHINE

Qu'en est-il aujourd'hui, alors que le système capitaliste mondial est frappé par une crise qui ne cesse de s'aggraver, que le début de la révolution prolétarienne en Tunisie et ses conséquences soulignent la fragilité de l'équilibre mondial, qu'à son tour l'Europe est menacée par de profondes crises révolutionnaires, et que

(2) « Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerres, défaites, krachs financiers, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie » (Programme de transition).

l'impérialisme réagit notamment par une politique qui conduit à la multiplication des guerres, à la déstabilisation des Etats et des nations ?

En 2001, la Chine adhère à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il s'agissait de précipiter ce que l'on appelait « l'ouverture », en imposant à la Chine les conditions procédant de son adhésion à l'OMC. La IV^e Internationale, dans une déclaration, avait pris position contre, en donnant la signification de cette adhésion.

Quel bilan tire, en décembre 2011, le rapport du secrétaire américain au Commerce présenté au Congrès concernant les engagements de la Chine pris dans le cadre de son adhésion à l'OMC dix ans auparavant ? La Chine a certes réduit ses droits de douane et autres barrières fiscales, ouvrant son marché aux biens et services et renforçant les réformes entamées en 1978 ; les exportations américaines en Chine ont été multipliées par 3,8 en dix ans.

Toutefois, du fait de la résistance de la classe ouvrière, des dizaines de milliers de grèves, l'ouverture totale contenue dans l'accord avec l'OMC n'a pu être réalisée.

Les porte-parole de l'impérialisme se plaignent de ce que l'Etat est intervenu au cours des cinq dernières années en vue de protéger les entreprises d'Etat et l'industrie nationale, interdisant aux entreprises étrangères d'accéder aux marchés publics, en même temps que les divergences entre le gouvernement central et les gouvernements locaux ralentissent la réforme économique. Il faut donc, selon les exigences américaines, que la Chine se décide à ne plus limiter certaines importations étrangères ou les exportations de certaines matières premières, ne plus favoriser les entreprises d'Etat chinoises, ne plus subventionner certaines industries...

Les investissements directs étrangers en Chine ont cependant fait un bond de 10 % en 2011 : cent seize milliards de dollars (quatre-vingt-huit milliards d'euros), dont cent milliards en provenance de... dix pays d'Asie, en tête le Japon, Taiwan, Hong Kong et la Corée, confirmant ainsi la place de l'industrie manufacturière d'assemblage privilégiant les bas coûts de

production par l'utilisation d'une main-d'œuvre sans protection sociale et à bas salaires.

Cette surexploitation du prolétariat chinois livré par la bureaucratie aux multinationales étrangères – essentiellement les jeunes chassés de la campagne par la misère devenus ouvriers « migrants » – a dégagé des milliards de dollars qui ont atterri dans les coffres de la Banque centrale chinoise. Ils ont été ensuite utilisés principalement pour acheter des bons du Trésor américain, finançant l'endettement croissant de l'administration américaine, s'intégrant directement de fait à la crise et au marché mondial en décomposition dominé par la spéculation financière.

Citic, un fonds d'investissement d'Etat, avait annoncé fin 2008 qu'il risquait de perdre deux milliards de dollars pour avoir spéculé sur les monnaies, et ce n'était que la pointe de l'iceberg ! Quant au fonds souverain chinois CIC qui avait en charge de « placer » deux cents milliards de dollars, tirés « de la sueur et du sang du peuple chinois », il avait dès sa création en 2007 acheté pour trois milliards de dollars 10 % du plus grand fonds d'investissement américain, Blackstone (qui sont partis en fumée pour les deux tiers au début de la crise), puis participé à hauteur de cinq milliards au renflouement de la banque américaine Morgan Stanley. En 2008, *China Newsweek* avait estimé que quelque mille deux cents milliards de dollars des réserves chinoises étaient placés aux Etats-Unis, pour moitié dans Freddie Mac et Fannie Mae (les deux sociétés américaines de prêts hypothécaires, les célèbres *subprimes*, qui ont été le facteur déclenchant de la crise financière), et pour moitié en bons du Trésor (*Le Monde*, 10 octobre 2008).

LA BUREAUCRATIE CHINOISE, BOUÉE DE SAUVETAGE DU CAPITAL ?

L'impasse manifeste dans laquelle se trouve, à l'échelle mondiale, le système de la propriété privée des moyens de production fait ressurgir avec encore plus d'intensité les contradictions qui déchirent la Chine. La bureaucratie ne peut que redouter les conséquences, pour elle, de la

décomposition du système capitaliste mondial.

Ainsi, l'Europe, qui était la première des importatrices des produits en provenance de Chine est au bord de l'effondrement. Ce qui amène le gouvernement chinois à déclarer qu'il « *soutient fermement les mesures prises par l'Union européenne et le FMI* », ainsi que « *la stabilité de l'euro* ». Mais cet appui de la bureaucratie à la tentative de stabiliser la situation n'est pas et ne peut être payé de retour.

Fin février 2012, quelques jours avant l'ouverture de la session plénière annuelle de l'Assemblée nationale populaire, un rapport est rédigé conjointement par la Banque mondiale et le Centre de recherche sur le développement du gouvernement chinois, intitulé : « *Chine 2030 : construire une société de hauts revenus, moderne, harmonieuse et créative.* » Ce rapport rappelle les six conditions nécessaires à une poursuite de la croissance économique en Chine, dont la première est : « *Mettre en œuvre les réformes structurelles permettant de renforcer les fondations d'une économie fondée sur le marché.* » Et pour cela, « *redéfinir le rôle du gouvernement, réformer et restructurer les entreprises d'Etat et les banques, développer le secteur privé, favoriser la concurrence, approfondir les réformes de la terre, du travail et des marchés financiers.* »

LA CHINE AU BORD DE L'EXPLOSION

Ainsi, les sommets de la bureaucratie ont accepté de corédiger un rapport où est programmée la nécessité de pousser jusqu'au bout la réforme, autrement dit la destruction — s'il était appliqué — des éléments majeurs du maintien de la propriété sociale : les entreprises d'Etat et la terre qui appartient collectivement aux villageois.

Le Premier ministre, Wen Jiabao, déclare, devant les députés en mars dernier : « *Nous allons améliorer et mettre en œuvre des politiques et des mesures pour développer le secteur non public, briser les monopoles (d'Etat — NdR) et lever les restrictions d'accès à nos marchés ;*

encourager les investissements non publics dans les chemins de fer, les services publics, la finance, l'énergie, les télécommunications, l'enseignement et les soins médicaux ; nous allons créer un environnement équitable pour toutes les formes de propriété économique qui pourront ainsi être en concurrence et se développer ensemble. »

Cela fait des années que cette exigence du capital est à l'ordre du jour, mais y satisfaire serait passer de la quantité à la qualité.

Au plan économique, le plan de relance de quatre cents milliards d'euros de l'automne 2008 visant à enrayer les conséquences de la crise mondiale a maintenant épuisé ses effets. L'activité économique se contracte désormais (les prévisions officielles de croissance pour 2012 sont de 7,5 %, au lieu des 10 % en moyenne depuis plus de vingt ans) et il faut créer une dizaine de millions d'emplois chaque année. Le ministre chinois des Ressources humaines et de la Sécurité sociale, Yin Weimin, a déclaré : « *La Chine est confrontée à d'importants défis sur le plan de l'emploi en 2012, en raison d'un grand nombre de demandeurs d'emploi (...). Les régions urbaines chinoises enregistreront cette année vingt-cinq millions de demandeurs d'emploi supplémentaires, dont la moitié seront des diplômés universitaires, sans compter neuf à dix millions de personnes qui quitteront leur région rurale natale pour trouver un emploi en ville* » (agence officielle Xinhua, 7 mars).

A cela se conjuguent les menaces d'explosion de bulles spéculatives liées, l'une à la spéculation immobilière, l'autre à la spéculation financière, alimentées par l'avidité et la corruption frénétiques des bureaucrates à tous les niveaux, devenus de moins en moins contrôlables.

LA CHINE EST AUSSI L'“ENNEMI IRRÉCONCILIALE”

Avec l'aggravation de la crise ouverte de l'impérialisme en 2008, la question de la Chine et des rapports de propriété qui sont toujours fondés sur la propriété d'Etat

— même si la bureaucratie dirigeante est pleinement engagée dans le démantèlement de cette propriété d'Etat — a ressurgi avec une force nouvelle. Comme l'écrit Trotsky dans *La Révolution trahie* à propos de l'URSS, « *tant que les droits du capital ne sont pas rétablis* », elle reste, « *malgré tous les mérites de ses gouvernants, aux yeux de la bourgeoisie du monde entier, un ennemi irréconciliable* ». Or c'est le cas pour la Chine, bien que le démantèlement du monopole du commerce extérieur et le rétablissement des droits du capital soient déjà profondément engagés.

La bureaucratie veut maintenir son contrôle de l'appareil d'Etat tout en se soumettant aux besoins mondiaux de l'impérialisme. C'est en fin de compte impossible. Même si la politique de la bureaucratie au pouvoir ouvre la voie à la restauration du capitalisme, il n'est pas tolérable pour l'impérialisme que la Chine survive comme un Etat centralisé, souverain et indépendant sur la base des rapports de propriété résultant de la révolution. Une commission du Congrès américain (USCC) l'expliquait dans un rapport de fin 2008 remis au futur président Obama : « *Les espoirs que les pays occidentaux avaient placés dans le fait que la libéralisation de l'économie chinoise mènerait un peu plus tard au capitalisme de libre marché et à la démocratie sont tombés à l'eau.* » Cette même commission déplorait ainsi que la Chine « *continue de contrôler strictement la valeur de sa monnaie* ».

Ce que l'impérialisme met à l'ordre du jour maintenant, de manière immédiate, après l'avoir réclamé pendant des années, c'est la convertibilité totale du yuan, la lutte contre les monopoles d'Etat, la privatisation et l'ouverture généralisée des marchés financiers qui conduiraient ouvertement au démantèlement de l'organisation économique du pays, vers son effondrement et sa désintégration. A ce propos, on ne peut imaginer sans effroi ce que signifierait une telle catastrophe pour la Chine, dans une situation de décomposition accélérée de l'impérialisme, à l'aune mille fois amplifiée de ce qui survint après la chute de l'ex-URSS et des pays de l'Est.

C'EST CETTE PERSPECTIVE QUI S'EXPRIME DANS LA POLITIQUE ACTUELLE DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Hillary Clinton, la secrétaire d'Etat américaine, dit sans ambiguïté au sommet de l'Asean (Association des pays de l'Asie du Sud-Est) auquel elle s'est invitée en juillet 2009 : « *Nous sommes de retour en Asie et c'est pour y rester !* » Début 2010, c'est le début d'une nouvelle offensive, d'abord sur les questions commerciales relatives aux règles de l'OMC. L'enjeu est bien de savoir si la Chine va accepter d'ouvrir ses portes au commerce américain sans restriction aucune : « *L'accès aux marchés étrangers sera crucial* », affirme alors le secrétaire au Commerce américain, et Obama précise la voie : « *Exercer une pression constante sur la Chine et d'autres pays afin qu'ils ouvrent leur marché de façon équitable.* » Pour tenter de sortir l'économie américaine de la crise, Obama entend doubler ses exportations en cinq ans. Et quel marché vise-t-il sinon la Chine essentiellement ?

L'ACCENTUATION DE "LA PRESSION CONSTANTE SUR LA CHINE"

Une stratégie d'encercllement de la Chine se met en place, s'appuyant sur l'amélioration des relations des Etats-Unis avec le Japon et avec un nouveau président sud-coréen qui se rend à Washington immédiatement après son élection. Le voyage d'Obama dans le sous-continent indien a le même objectif : insérer l'Inde dans sa stratégie d'encercllement de la Chine. Il est aussi question de l'implantation prévue de troupes de l'Otan en Mongolie et des liens resserrés avec certains Etats d'Asie centrale, un accord pour le déploiement de deux mille cinq cents Marines américains dans une base militaire du nord de l'Australie.

Et c'est dans ce climat que se multiplient les escarmouches aux portes de la Chine, avec le Vietnam, puis avec le

Japon, puis la tension créée autour de la Corée du Nord.

Comment se traduit, sur le plan militaire, cette nouvelle offensive ? « *L'année dernière, le Pentagone s'est occupé de trouver de nouvelles installations ou d'agrandir celles existant déjà au Vietnam, à Singapour et dans le nord de l'Australie. Avec les bases déjà en place au Japon, à Guam et un traité qui prévoit un accès aux Philippines, le Pentagone a réussi à boucler la partie occidentale du Pacifique. Pendant ce temps, Pékin n'a construit aucune base sur un sol étranger* » (*The Diplomat*, 14 novembre 2011).

Et les coupes budgétaires n'y changeront rien, l'Asie-Pacifique, donc la Chine en réalité, est une priorité : « *En raison des coupes budgétaires et de la fin programmée des guerres en Irak et en Afghanistan, l'armée devra peut-être se passer de dizaines de milliers de soldats ces prochaines années, mais aucun des 300 000 militaires du commandement américain dans le Pacifique ne sera touché* », a garanti le secrétaire à la Défense, Leon Panetta, en octobre dernier, ajoutant : « *Le Pacifique est une priorité pour les Etats-Unis.* »

Le message d'Obama est résumé par Kenneth Lieberthal, l'ancien directeur de la Sécurité nationale de Bill Clinton (*Foreign Policy*, 21 décembre 2011) : « *L'Amérique va jouer un rôle prééminent en Asie pour les décennies à venir.* » Le 11 mars, l'agence officielle chinoise Xinhua avait publié un article d'avertissement : « *Les médias étrangers prétendent que les intentions de la Chine ne sont pas claires mais plutôt inquiétantes. Et les Etats-Unis alors ? C'est très clair, leur intention est de se lancer dans la guerre ! N'est-ce pas plus clair et surtout plus inquiétant ?* », indiquant ainsi l'effroi qui saisit la bureaucratie.

Certes, des dissensions dans les cercles dirigeants de Washington existent sur la stratégie à l'égard de la Chine car nul ne peut prévoir les conséquences en chaîne non maîtrisables qu'une explosion de la Chine entraînerait non seulement pour l'Asie mais pour toute la planète. Toute une fraction milite pour qu'on continue, du moins pour l'heure, à considérer la bureaucratie chinoise comme un partenaire ca-

pable de favoriser la restauration du capital et de prendre toute sa place dans la gouvernance mondiale. C'est le cas par exemple de l'ancien secrétaire d'Etat Kissinger qui avait préparé le voyage de Nixon à Pékin en 1972 et qui écrit : « *Le conflit (avec la Chine) est un choix, pas une nécessité* » (*Foreign Affairs*, mars-avril 2012) ou encore de la Chambre de commerce américaine en Chine qui représente le monde des affaires déjà installé en Chine.

QUELLE EST LA SITUATION DANS LE PCC ET LA BUREAUCRATIE À LA VEILLE DU PROCHAIN CONGRÈS DU PCC ?

En octobre prochain va se tenir le XVIII^e Congrès du PCC. C'est de toute façon une échéance importante. En effet, il décidera des changements de dirigeants pour toute la direction du PCC, de toute la direction de l'appareil d'Etat (gouvernement central et ses vingt-sept administrations et commissions centrales, Assemblée nationale populaire, directions des provinces et Armée populaire de libération, syndicat officiel, etc.), mais à une échelle jamais vue en temps de « paix », en raison de limites d'âge. Vont alors disparaître de la scène officielle : sept des neuf membres du comité permanent du bureau politique, quatorze des vingt-cinq membres du bureau politique, huit des onze membres de la commission militaire centrale, dont le président et les deux vice-présidents, sept des dix membres du gouvernement (le Conseil des affaires d'Etat).

LE LIMOGEAGE DE BO XILAI

C'est à ce moment-là qu'intervient un véritable séisme politique : l'arrestation du très médiatique Bo Xilai, suivie de son limogeage du comité central et du bureau politique du PCC. Après avoir été gouverneur du Liaoning, puis ministre du Commerce, il avait été promu fin 2007 maire de Chongqing, une mégapole de trente-trois millions d'habitants sous le

contrôle direct des autorités centrales, comme le sont Pékin et Shanghai. Il aspirait aux plus hautes fonctions : devenir un des neuf membres du secrétariat permanent du bureau politique, bureau politique dont il était un des vingt-cinq membres.

Par des méthodes expéditives d'appareil, il avait entrepris de nettoyer la ville de la corruption mafieuse qui y régnait, notamment dans les sommets de la police et de la justice. Puis il mit en œuvre un programme massif de logements sociaux très bon marché, notamment pour les étudiants venant de la campagne, facilita l'obtention de permis de résidence pour les travailleurs migrants, interdit les licenciements dans les entreprises d'Etat de la ville au moment de la sévère crise en 2009 et s'attela à remettre au goût du jour le drapeau rouge et les chorales de chants révolutionnaires.

Bo Xilai, qui multiplie les références à Mao, fut alors présenté comme un « défenseur de l'ouvrier »... Pour accepter cette qualification, il faut oublier que lorsqu'il était gouverneur du Liaoning, c'est-à-dire numéro deux de la province, il mit en œuvre en 2001 et 2002 la restructuration et la fermeture des entreprises d'Etat, jetant sur le pavé des centaines de milliers d'ouvriers malgré d'immenses manifestations ouvrières pendant près d'un mois, et qu'il fit jeter en prison les deux délégués ouvriers Yao Fuxin et Xiao Yunliang, et qu'à Chongqing fleurissent les joint-ventures avec les multinationales impérialistes. Comme le note *The Economist* (31 mars 2012) : « *Il n'est pas clair jusqu'à quel point les buts poursuivis par M. Bo avaient une motivation idéologique ou s'il n'était qu'un opportuniste cherchant un tremplin pour accéder à une position de pouvoir plus importante. Mais le "modèle de Chongqing" de M. Bo a révélé des divisions profondes* ».

L'essentiel, ce sont ces divisions profondes qui déchirent la bureaucratie, et non le sort personnel de Bo Xilai. Toutefois, il faut mesurer que, quelles qu'aient été les motivations et les intentions de ce dernier, certaines de ses déclarations pouvaient être considérées par certains secteurs de la bureaucratie comme dangereuses pour elle dans sa totalité. Ainsi ce discours : « *Comme disait le président Mao, l'objectif d'une société socia-*

liste est de garantir que tout le monde aura un travail et de quoi manger, que tout le monde s'enrichira en même temps. Si seuls quelques-uns s'enrichissent, alors on glissera dans le capitalisme et on aura échoué. Si se crée une nouvelle classe capitaliste, alors c'est qu'on aura pris le mauvais chemin. »

Cette crise s'exprime dans de nombreux déclarations. Ainsi, le 1^{er} juillet 2011, pour le 90^e anniversaire du PCC, le secrétaire général, Hu Jintao, avait déclaré : « *Le parti tout entier est confronté à un danger qui grandit en raison d'un manque de dynamisme, d'une incompetence, d'un divorce d'avec le peuple, d'un manque d'initiative et de la corruption.* » Et de nombreux articles se sont penchés sur ces partis communistes qui ont perdu leur base sociale, leur rôle dirigeant, comment la chute de l'ex-URSS et des pays de l'Est a pu survenir à partir de 1989. On lisait par exemple : « *Ces tragédies qui ont entraîné la disparition du parti et une catastrophe pour le pays sont survenues il n'y a pas si longtemps. On ne doit pas répéter les mêmes erreurs* » (*Guangming Daily*, 2 octobre 2011).

La grande question tourne autour de la propriété d'Etat, donc des entreprises d'Etat qui vertèbrent toujours l'économie chinoise dans son ensemble. Elles assurent encore souvent les retraites, les hôpitaux, les écoles de toute une ville.

C'est là une expression des conditions de ce qui demeure de la révolution de 1949, soixante ans plus tard — l'expropriation du capital par le mouvement des masses en dépit de la confiscation du pouvoir politique par les cadres dirigeants du PCC — alors que les « réformes » exigées par l'impérialisme auraient dû, sinon éliminer, du moins affaiblir à un autre niveau cette propriété d'Etat, notamment après l'adhésion à l'OMC. La loi antimonopoles, exigée par l'impérialisme et qui vise les entreprises d'Etat qui monopolisent les secteurs essentiels de l'économie, a mis des années à être votée, et, cinq ans après son vote, n'est toujours pas appliquée. C'est là une expression du fait que la classe ouvrière chinoise résiste, et que cette classe est organiquement liée à la propriété d'Etat dans laquelle elle s'est développée.

Jusqu'au début de l'année 2012, on entendait tous les partisans des « réformes » expliquer que depuis quelques années « *des groupes d'intérêts particuliers* » faisaient obstacles aux réformes. Un rapport de Sun Liping, qui fut le directeur de thèse du présumé futur président, Xi, fut censuré en janvier 2012. On y lisait : « *Par le passé, on a trop insisté sur les avantages d'une réforme graduelle. Mais si on regarde la situation aujourd'hui, on voit qu'il existe un grand risque que cette réforme graduelle soit prise au piège (...) et à l'émergence de puissants intérêts particuliers* ». Les « intérêts particuliers » que dénonce ce représentant de la bureaucratie chinoise, ce sont les trois cents millions d'ouvriers chinois considérés dans leur totalité, qu'ils soient travailleurs des entreprises d'État, travailleurs des multinationales ou travailleurs migrants.

Pour le moment, dans les sommets de la bureaucratie, le vent semble avoir tourné en faveur de ceux qui ont décidé de franchir le cap avec Wen Jiabao. Mais jusqu'à quand ? D'ici au congrès, bien des événements peuvent survenir. D'autant que les sommets de la hiérarchie militaire de l'Armée populaire de libération (APL) ne se sont pas encore clairement prononcés sur les questions à l'ordre du jour du congrès...

QU'EST-CE QUI FAIT PEUR AUX GOUVERNEMENTS DU MONDE ENTIER ?

Ce qui fait peur aux gouvernements du monde entier, c'est précisément ce qui fait peur à la bureaucratie chinoise elle-même : le mouvement grandissant de la classe ouvrière chinoise.

« *La réforme a atteint en Chine une étape critique. Les acquis que nous ont procurés la réforme et le développement pourraient être perdus, les problèmes qui ont émergé au sein de la société chinoise ne peuvent être résolus de manière complète et une tragédie historique semblable à la révolution culturelle pourrait à nouveau survenir* », dit Wen Jiabao. (Nous nous sommes exprimés ailleurs sur les prétendus « acquis » de ces réformes destructrices.)

Beaucoup de choses pourraient être dites sur la révolution culturelle et les formes que celle-ci a prises, mais un fait demeure : en relation avec les conflits au sein de la bureaucratie, une fraction de cette dernière a organisé une mobilisation — qu'elle voulait « contrôlée » — des masses pour assurer sa suprématie. Cela a abouti à une situation où la jeunesse, la masse des travailleurs se sont mobilisés. Ils sont allés plus loin que ne le prévoyaient les initiateurs de ce mouvement, menaçant le pouvoir même de la bureaucratie dans son ensemble dans les années 1966-1967.

Ce n'est finalement que dans la répression, dans l'appel direct à la force armée que la bureaucratie s'est alors réunifiée contre les travailleurs et les jeunes, écrasant les gardes rouges et ce qui fut la Commune de Shanghai.

Aussi, lorsqu'il fait référence aujourd'hui à la révolution culturelle, le Premier ministre chinois n'entend pas condamner les formes qu'a pu prendre cette poussée révolutionnaire, mais la menace qu'elle a représentée pour le pouvoir de la bureaucratie dans sa totalité.

Car aujourd'hui les mouvements de grève, les manifestations, les tentatives d'organisation indépendantes constituent un mouvement tendant vers une représentation ouvrière indépendante du pouvoir. N'est-ce pas le mouvement même qui pose la question du renversement révolutionnaire du régime bureaucratique, c'est-à-dire de « *la révolution politique* », pour reprendre la formule employée par Trotsky à propos de l'URSS ?

Comme l'indiquait la résolution adoptée par le secrétariat de la Quatrième Internationale en novembre 2009, « *c'est de ce point de vue qu'il faut mesurer toute l'importance des récentes grèves qui ont bloqué ou freiné les processus de privatisation. Il serait erroné de considérer qu'elles sont aujourd'hui la marque générale de la situation. Mais elles concentrent la perspective politique pour toute la classe ouvrière chinoise. Il ne s'agit pas d'un phénomène isolé, mais au contraire représentatif de la tendance historique du développement de la révolution politique.* »

Révolution politique, car il s'agit de chasser du pouvoir la bureaucratie corrompue qui sape les bases de l'économie

chinoise, fondée sur la propriété d'Etat, et qui prépare son effondrement, et non d'une révolution sociale visant à substituer d'autres rapports de propriété à ceux existant.

La révolution politique est une authentique révolution où la classe ouvrière prend entre ses mains le pouvoir politique, car c'est le seul moyen de préserver les éléments qui, au plan social et économique, sont issus de la révolution de 1949.

Toutes les actions récentes de la classe ouvrière chinoise ont renforcé cette tendance à la marche à la révolution politique, composante de la révolution prolétarienne mondiale.

C'est ce que démontre l'examen de ces mouvements qui a été fait dans la première partie de cet article publié dans le numéro 73 de *La Vérité*.

Ajoutons ici quelques éléments de réflexion sur l'ensemble de ces mouvements.

D'abord, le caractère extrêmement mûr de cette jeunesse exploitée. Des jeunes qui viennent de la campagne parce qu'ils n'ont pu s'inscrire à l'université ou continuer des études professionnelles faute de moyens financiers et qui sont soumis à une véritable surexploitation. Une jeunesse déjà expérimentée au travers de ses batailles et assimilant les leçons des batailles des autres, une jeunesse qui cherche à s'organiser avec le souci constant de garder le contrôle de son mouvement : ne pas laisser aux « délégués officiels » le soin de décider à sa place.

Ensuite, le fait que la puissance de ces grèves est telle que, du côté du PCC et de l'Etat, il apparaît qu'il n'est plus possible de maintenir la « stabilité sociale » dans les mêmes termes qu'hier. Ainsi, *Le Quotidien du peuple*, organe du PCC, est-il amené à écrire à propos des suicides à Foxconn : « Alors que la Chine connaît des changements dans son économie, sa politique et sa société, les conflits sociaux se multiplient. Il faut résoudre ce problème à temps et assurer la stabilité sociale. »

Quelques jours avant le début de cette grève chez Honda, un dirigeant national de l'ACFTU, Zhang Jianguo, avait averti que « les bas salaires, les longues heures de travail et les mauvaises conditions pour

des millions de travailleurs provoquent des conflits et des incidents de masse, ce qui représente une grave menace pour la stabilité sociale ». Le quotidien du Parti communiste en langue anglaise, *China Daily*, parlait du « plus grand mouvement social qu'on ait jamais connu en Chine ». Et c'est bien du déroulement de cette grève qu'il parlait.

Par ailleurs, Anita Chan, universitaire spécialiste des conflits du travail en Chine, expliquait (*New York Times*, 13 juin) : « La plupart des grèves en Chine avaient pour objet le non-versement des salaires ou les conditions de travail inhumaines. Là, c'est différent : les travailleurs demandent de grosses augmentations de salaire et l'élection démocratique des dirigeants syndicaux. » Ajoutons : ils arrachent ces augmentations légitimes par une grève démocratiquement menée et ils imposent que soient présents dans les négociations des délégués qu'ils élisent et qui rendent compte à l'assemblée de grévistes.

Le quotidien français *Le Figaro* (16 juin 2010) juge lui aussi la situation inquiétante : « Le phénomène devient plus inquiétant quand les ouvriers commencent à demander à désigner eux-mêmes leurs représentants au sein du syndicat officiel autorisé. voire à pouvoir créer leurs propres syndicats indépendants. On déborde alors sur le terrain politique, en heurtant de front le sacro-saint principe du contrôle de tout le champ social par le parti. Tout l'embarras des dirigeants chinois se situe là. »

Comme le fait remarquer Xia Yeliang, un économiste de Pékin, « jusque-là les ouvriers souffraient en silence au travail et ne passaient à l'action qu'en dernière extrémité (...). La grève chez Honda démontre l'urgence de créer de vrais syndicats pour défendre les intérêts ouvriers. »

LA MARCHÉ À LA RÉVOLUTION POLITIQUE EN CHINE ET LA POLITIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Ces mouvements de la classe ouvrière se déroulent dans le cadre d'un Etat qui repose toujours sur des rapports de pro-

priété et de production résultant de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière et de la paysannerie dans la révolution de 1949 et ses suites, c'est-à-dire l'expropriation du capital impérialiste et de la bourgeoisie nationale, l'instauration de la propriété d'Etat des grands moyens de production et la collectivisation des terres. La bureaucratie, qui a exproprié les masses travailleuses de tout pouvoir politique, en mettant en œuvre la pénétration du capital, notamment avec sa politique dite d'« ouverture », a placé le pays dans une situation qui menace l'existence même de ces rapports de propriété et le pays lui-même. Cette menace d'effondrement du pays est à la mesure même de la catastrophe que la décomposition du système capitaliste peut produire pour l'humanité entière, avec la généralisation des guerres et de la misère.

La corruption des cadres du PCC et de l'Etat à tous les échelons, est un mode de fonctionnement « normal » de la bureaucratie. Mais aujourd'hui, elle se développe de manière exponentielle en relation avec l'ouverture aux marchés. Les accords avec les multinationales, dans une situation de monopole du pouvoir, la tendance à la régionalisation du pays permettant les accords directs avec ces mêmes multinationales, autant de faits qui contribuent à faire enfler de manière gigantesque une effroyable corruption.

La trajectoire politique de cette caste bureaucratique ne peut mener le pays qu'à la restauration capitaliste, c'est-à-dire en fait à l'instauration d'un régime où régneraient de nouveaux seigneurs de la guerre dans une économie de type mafieux — la situation actuelle des pays d'Europe de l'Est et de l'ex-URSS après l'implosion en donne une idée —, en conséquence à la catastrophe pour plus d'un milliard de citoyens chinois. C'est en cela que cette bureaucratie est intégralement réactionnaire.

Il n'y a qu'une alternative : la marche à la révolution politique ou l'explosion de la Chine. Soit la bureaucratie ira jusqu'au bout de sa mission restaurationniste, et le pays sera entraîné dans la décomposition, car l'impérialisme ne construit pas ; ou bien la classe ouvrière et la paysannerie ouvriront les voies de la révolution politique, composante de la révolution mondiale, et non seulement elles sauveront le

pays, mais elles ouvriront une phase nouvelle du combat des masses et des peuples exploités. Ces questions sont décisives pour l'avenir du pays, mais plus généralement pour la classe ouvrière mondiale.

DÉFENDRE LA RÉVOLUTION CHINOISE ET SES CONQUÊTES

Il n'existe aucune issue dans la voie des « réformes » économiques, c'est-à-dire dans une prétendue « transition harmonieuse » vers une économie de marché, accompagnée de garde-fous démocratiques. La situation critique de la Chine aujourd'hui est précisément déterminée par les ravages causés aux masses des villes et des campagnes par le point atteint dans cette « transition » et ces « réformes » conduites par la bureaucratie restaurationniste. C'est pourquoi la IV^e Internationale se prononce pour la défense, sans conditions et en toute indépendance vis-à-vis de la bureaucratie, de la propriété d'Etat de l'industrie et de la propriété collective des terres.

Seule la classe ouvrière chinoise est à même de défendre ses acquis. C'est pourquoi la IV^e Internationale défend sans conditions ni préalables le droit des travailleurs, des paysans et de la jeunesse de Chine à s'organiser librement pour défendre leurs conquêtes.

Pour la IV^e Internationale, la défense de la propriété sociale et le combat pour l'action indépendante de la classe ouvrière se combinent dans la perspective de la révolution politique qui chassera la bureaucratie restaurationniste et ouvrira la voie à une nouvelle étape du combat pour le socialisme.

C'est à l'échelle mondiale que se jouera le dénouement de cette situation. Bien évidemment, l'action de la classe ouvrière chinoise, forte de plus de trois cents millions d'êtres humains, forgée dans les conditions créées par la révolution de 1949 et ses suites, organiquement reliée dans son existence physique à la propriété d'Etat, sera un facteur mondial essentiel de la lutte des classes internationale.

**Le 25 avril 2012,
Alain Frandor**

Quelques réflexions sur "pays oppresseurs", "pays opprimés", impérialisme et question nationale

Par François Forgeue

A la mi-avril, le gouvernement argentin procède à une renationalisation partielle de la compagnie pétrolière YPF, naguère compagnie nationale, privatisée en 1992 et majoritairement détenue par une compagnie espagnole. Il ne s'agit pas d'une opération révolutionnaire, d'une expropriation. Non, l'Etat argentin s'assure simplement de la majorité du capital de l'entreprise (51 %). Il est entendu qu'un tribunal décidera de l'indemnisation.

Et pourtant, quel scandale !

Le *Financial Times*, daté du 18 avril 2012, titre son éditorial : « *Un acte de piraterie misérable.* » Un acte de piraterie : rien de moins ! Un acte de guerre...

A croire que ce n'est pas l'impérialisme anglais qui a rétabli par l'envoi de sa flotte de guerre son contrôle sur les îles Malouines, mais l'Argentine qui lance son aviation contre l'Espagne. Le *Financial Times* en appelle à l'action internationale, tout particulièrement à l'Union européenne pour « *que l'Argentine soit suspendue du G 20* ». De son côté, *The Economist* (21 avril) fulmine : « *L'Argentine appartient encore au G 20, peut emprunter auprès d'institutions internationales. Ses ressortissants peuvent voyager sans visa. Si l'Occident révoque ces privilèges, les Argentins sauront ce que coûte la politique de sa présidente.* »

Les choses sont dites clairement. La liberté de commercer, d'importer, de circuler ne relève pas de droits existants au sein de la « communauté des nations » (même capitalistes), il s'agit de privilèges à tout moment révocables si un Etat — même capitaliste — s'avise de léser les intérêts d'un Etat impérialiste.

Cet incident suffit à souligner pour-quoi, dans la période d'immenses bouleversements dans laquelle nous sommes engagés, il est nécessaire de revenir à la distinction entre « pays oppresseurs » et « pays opprimés », dans le cadre de la définition marxiste de l'impérialisme, des rapports de l'impérialisme avec la question nationale et avec l'ensemble des questions démocratiques (1).

(1) Dans son rapport devant le congrès de l'Internationale communiste, Lénine parle de « *peuples opprimés et peuples oppresseurs* », ce qui se conçoit par référence à la fameuse formule : « *Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre* », mais qui risque d'être compris comme acceptant l'idée d'une « culpabilité collective » des peuples des pays capitalistes développés. J'ai préféré utiliser la formule « pays oppresseurs, pays opprimés » dans l'acception que lui donne Trotsky lorsqu'il parle de la « *distinction rigoureuse entre pays bourgeois oppresseurs et opprimés* ». La définition scientifiquement la plus exacte serait sans doute « Etats capitalistes impérialistes » et « Etats capitalistes qui ne le sont pas ». Il va de soi que lorsqu'il est question de domination, c'est de domination impérialiste qu'il s'agit, dans la mesure où la destruction de la domination directe sous sa

PARTIR DES RÉALITÉS CONCRÈTES

Au II^e Congrès de l'Internationale communiste, Lénine, rapportant sur les thèses concernant la question nationale et coloniale, disait : « *En premier lieu, quelle est l'idée essentielle, fondamentale de ces thèses ? La distinction entre les peuples opprimés et les peuples oppresseurs. Nous faisons ressortir cette distinction, contrairement à la II^e Internationale et à la démocratie bourgeoise. A l'époque de l'impérialisme, il est particulièrement important, pour le prolétariat et l'Internationale communiste de constater les faits économiques concrets, et dans la solution de toutes les questions coloniales et nationales, de partir, non de notions abstraites mais de réalités concrètes.* »

A une époque où le gouvernement grec (gouvernement d'une bourgeoisie impérialiste, même si elle est de troisième ordre) est plus maltraité, du point de vue des prérogatives de la souveraineté nationale, que ne le sont les gouvernements brésilien ou indien, cette distinction — dans les termes où Lénine l'a définie — reste-t-elle pertinente ? Le branle-bas de combat provoqué par la décision du gouvernement argentin le montre bien.

Ce n'est pas là un élément secondaire dans la détermination de la politique de l'Internationale et de ses tâches. La récente conférence d'urgence contre la guerre, l'occupation militaire et la dislocation des nations, tenue à Alger, souligne l'importance et l'actualité de cette question. La position de la IV^e Internationale — à partir de laquelle elle a apporté son plein soutien à cette initiative — a d'ailleurs été réaffirmée, en rapport avec les développements les plus récents dans la déclaration intitulée : « *La guerre impérialiste et la révolution* », portant sur les menaces d'agression contre la Syrie et l'Iran et publiée dans le dernier numéro de *La Vérité* (n^o 73).

Revenir sur les bases théoriques de cette prise de position est indispensable pour la IV^e Internationale et pour toutes ses sections. Dans les pays dépendants de l'impérialisme, il ne peut y avoir de politique effectivement orientée sur la préparation de la révolution prolétarienne en

dehors d'une politique qui parte de l'oppression impérialiste, donc du soutien à tout mouvement, à toute mesure remettant en cause cette domination. Une politique de front unique sur ce terrain est indispensable et implique l'indépendance politique de la classe ouvrière. C'est ce qu'on résume sous le nom de « tactique du front unique anti-impérialiste » (FUA).

Dans les pays impérialistes, il n'y a pas de politique indépendante de la classe ouvrière sans le combat contre toutes les tentatives de l'impérialisme de s'attaquer, quelles que soient les formes et indépendamment des prétextes, aux peuples et aux nations opprimées pour maintenir et renforcer leur asservissement, pour disloquer et détruire les nations — tout particulièrement lorsque c'est son propre impérialisme qui est en cause.

Tous ceux qui, en se réclamant frauduleusement du marxisme, remettent en cause cette position, par exemple, au nom des liens de coopération établis entre l'impérialisme et telle ou telle bourgeoisie nationale, ou au nom du caractère réactionnaire du gouvernement en place dans tel ou tel pays, mettent en cause les fondements mêmes de l'analyse marxiste de l'impérialisme et attribuent à celui-ci la capacité d'avoir dépassé ses contradictions et d'avoir permis un développement positif en effaçant la distinction entre pays arriérés et dominés par l'impérialisme et métropoles impérialistes.

Cela ne veut pas dire que l'ensemble des questions nationales et coloniales, telles qu'elles se posent à l'époque de l'impérialisme, se résume à cette distinction, mais il n'est pas possible de les aborder en l'ignorant.

OPPRESSION NATIONALE ET DÉMOCRATIE

Dans son rapport au II^e Congrès de l'Internationale communiste, Lénine ajoutait : « *Le trait caractéristique de l'impérialisme est que le monde entier, comme nous*

forme coloniale n'abolit pas les liens de dépendance des pays semi-coloniaux, ex-coloniaux à l'égard des Etats impérialistes.

le voyons, se divise actuellement en un nombre infime de peuples oppresseurs qui disposent de richesses coloniales et d'une force militaire puissante » et une large majorité « de peuples opprimés qui, ou bien se trouvent placés sous le régime de dépendance coloniale directe, ou bien constituent des Etats semi-coloniaux, la Perse, la Turquie, la Chine, ou encore vaincus par l'armée d'une grande puissance impérialiste se trouvent sous la dépendance en vertu des traités de paix ».

On notera que, d'emblée, Lénine, après avoir établi la distinction essentielle entre pays impérialistes et pays dominés, indique que l'impérialisme conduit à des phénomènes d'oppression nationale, y compris dans les régions du monde où la question nationale avait auparavant été réglée dans le cadre même du développement de la révolution bourgeoise.

C'est en particulier la guerre, comme expression de l'impasse à laquelle aboutit l'impérialisme, qui fait ressurgir les questions nationales là où elles avaient été réglées et avive les questions nationales existant encore en Europe (Irlande, question balkanique). Lénine précise donc que le peuple d'un pays « vaincu par l'armée d'une grande puissance impérialiste et placé sous sa dépendance en vertu de traités de paix » est victime d'une oppression nationale ; mais lorsqu'il s'agit d'un pays impérialiste, cela ne modifie pas le caractère impérialiste de la guerre et donc, le « *défaitisme révolutionnaire* » comme axe stratégique de l'action de partis défendant effectivement les intérêts de la classe ouvrière. Lénine établit rigoureusement la différence entre les guerres impérialistes et les guerres de libération nationale.

Aujourd'hui, dans la phase aiguë de décadence de l'impérialisme, la lutte contre les peuples et les travailleurs de tous les pays implique nécessairement la mise en cause de l'ensemble des conquêtes démocratiques qui ont coïncidé avec l'accession de la bourgeoisie au pouvoir ou qu'elle a dû concéder sous les coups de la lutte de la classe ouvrière et qu'elle a pu pour un temps tolérer, et implique donc la remise en cause du cadre national dans lequel ces conquêtes ont été constituées.

Cette constatation, qui a des conséquences considérables pour la politique de

la IV^e Internationale, pour les mots d'ordre mis en avant et les tactiques à développer y compris dans les pays impérialistes, n'efface pas la différence entre pays impérialistes et pays dominés.

Le fait par exemple que des puissances comme la France soient assujetties aux exigences fixées par les traités européens, que leur souveraineté nationale soit mutilée ne les empêche pas de demeurer des puissances impérialistes. Le fait que pendant la Deuxième Guerre mondiale, la France ait été occupée par les armées d'une puissance étrangère, divisée en zones par la volonté de celle-ci et que les autorités françaises dépendaient étroitement des décisions de l'occupant, ne transformait pas la France en pays semi-colonial.

Il aurait pourtant été absurde de prétendre qu'il n'existait pas alors en France un phénomène d'oppression nationale. Tout au contraire. C'est au parti révolutionnaire qu'il revenait d'être à l'avant-garde de la lutte contre cette oppression.

Mais il ne pouvait le faire qu'en refusant de s'allier, au nom de la « libération nationale », avec la bourgeoisie impérialiste française ou l'une de ses fractions. De même aujourd'hui, le caractère impérialiste de la bourgeoisie et de l'Etat français n'empêche pas que la mise en cause d'éléments de la souveraineté nationale piétinant les droits du Parlement — parce qu'ils sont une dimension de la remise en cause de l'ensemble des libertés démocratiques dans le cadre desquelles existe le mouvement ouvrier — entraîne, pour le parti révolutionnaire, la nécessité de préciser et de dégager une série de mots d'ordre démocratiques qui sont des éléments transitoires indispensables dans le combat pour la République des conseils (abrogation des traités, Constituante...).

Aujourd'hui, alors qu'effectivement la souveraineté nationale du peuple grec (comme d'ailleurs, des autres peuples enfermés dans le carcan de l'Union européenne) est bafouée au nom du « remboursement de la dette » et où l'impérialisme — sous la conduite de l'impérialisme américain — répond à la mobilisation révolutionnaire des peuples et des travailleurs (début de la révolution prolétarienne en Tunisie, mouvements révolu-

tionnaires en Egypte) par la sanglante agression contre la Libye, la dislocation et la « somalisation » de celle-ci comme premier pas d'une offensive contre tous les peuples du Maghreb et du Moyen-Orient — exprimée dans les menaces d'une agression contre la Syrie et contre l'Iran —, l'actualité des conclusions du II^e Congrès mondial de l'Internationale communiste est manifeste. C'est ce qui est rappelé dans la déclaration du secrétariat international : « *La guerre impérialiste et la révolution* ».

L'UNITÉ MONDIALE DE LA LUTTE DES CLASSES

A juste titre, cette déclaration, lorsqu'elle souligne à quel point le maintien de l'impérialisme implique « *la multiplication en chaîne des guerres* », place sur le même plan que les agressions contre des pays dominés par l'impérialisme, l'intervention militaire de l'Otan en Serbie et au Kosovo.

C'est de l'unité mondiale de la lutte des classes qu'il s'agit. C'est-à-dire du fait que, dans tous les pays, y compris dans les pays industriellement les plus arriérés et où le prolétariat peut être très minoritaire, la perspective est celle de la révolution prolétarienne. L'unité internationale de la lutte des classes est une unité organique fondée sur l'existence du marché mondial et de la division internationale du travail structurés sur la base de la domination impérialiste et non un « fourre-tout » dans lequel toutes les classes ouvrières feraient face aux mêmes tâches, procédant par des voies identiques vers le socialisme. La théorie de la révolution permanente généralise la dynamique de la révolution prolétarienne internationale dans toutes ses déterminations et combinaisons.

Dans *La Révolution permanente*, Trotsky écrit : « *Quelle différence y a-t-il entre les pays avancés et les pays arriérés ? Une très grande différence, mais qui reste toujours subordonnée à la domination des rapports capitalistes. Les formes et les méthodes de la domination de la bourgeoisie sont extrêmement diverses selon les pays* (Trotsky examine alors les deux pôles de la domination capitaliste au

moment où il écrit : les Etats-Unis, expression de la domination directe et absolue du capital, et l'Inde, pays colonial, soumis à la domination directe de l'impérialisme britannique), *mais la bourgeoisie règne aussi bien ici que là. Ce qui nous laisse supposer que la dictature du prolétariat, elle aussi, prendra dans les différents pays un caractère extrêmement varié quant à sa base sociale, ses formes politiques, ses tâches immédiates et son rythme.*

Mais il n'y a que l'hégémonie révolutionnaire du prolétariat se transformant en dictature du prolétariat après la conquête du pouvoir qui pourra apporter aux masses populaires la victoire sur le bloc des impérialistes, des féodaux et des bourgeois nationaux. »

Sur le même terrain, dans *L'Internationale communiste après Lénine*, Trotsky souligne que « *présenter les choses comme si le joug colonial assignait nécessairement un caractère révolutionnaire à la bourgeoisie nationale, c'est reproduire à rebours l'erreur fondamentale du menchevisme qui estimait que la nature révolutionnaire de la bourgeoisie russe devait absolument découler de l'oppression absolutiste et féodale.*

La question de la nature et de la politique de la bourgeoisie est tranchée par toute la structure interne des classes dans la nation qui conduit la lutte révolutionnaire, par l'époque historique où se déroule cette lutte, par le degré de dépendance économique, politique et militaire qui lie la bourgeoisie indigène à l'impérialisme mondial dans son ensemble ou à une partie de celui-ci, enfin — et c'est là le principal — par le degré d'activité de classe du prolétariat indigène et par l'état de sa liaison avec le mouvement révolutionnaire international.

Une révolution démocratique ou la libération nationale peuvent permettre à la bourgeoisie d'approfondir et d'étendre ses possibilités d'exploitation. L'intervention autonome du prolétariat sur l'arène révolutionnaire menace de les lui ôter toutes. »

Cette conception est précisée par Trotsky dans un article de novembre 1937 (« *Un Etat non ouvrier et non bourgeois* ») : « *Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, le régime intérieur a un*

caractère principalement bourgeois. Mais la pression de l'impérialisme étranger change et altère tellement la structure économique et politique de ces pays, que la bourgeoisie nationale — même dans les pays politiquement indépendamment d'Amérique du Sud — n'arrive que partiellement à la hauteur de classe dirigeante. La pression de l'impérialisme sur les pays arriérés ne change pas, en vérité, leur caractère social fondamental, car le sujet et l'objet de la pression ne représentent que des niveaux différents du développement d'une seule et même société bourgeoise. Néanmoins, la différence entre l'Angleterre et l'Inde, le Japon et la Chine, les États-Unis et le Mexique est si grande que nous établissons une distinction rigoureuse entre pays bourgeois oppresseurs et opprimés et que nous considérons de notre devoir de soutenir les seconds contre les premiers. La bourgeoisie des pays coloniaux et semi-coloniaux constitue une classe à demi dirigeante, à demi opprimée. »

Le but de l'action du prolétariat dans les pays industriellement arriérés comme dans les pays avancés est la conquête du pouvoir et l'amorce de la transformation socialiste, c'est-à-dire l'expropriation du capital, qu'il soit national ou étranger. Cette perspective, dans les pays dominés par l'impérialisme, s'exprime nécessairement à travers un ensemble de revendications démocratiques et nationales, dont on peut dire qu'elles sont « bourgeoises » dans la mesure où elles ont constitué le contenu même des révolutions bourgeoises des XVIII^e et XIX^e siècles, mais qui sont des moyens dans le combat pour la révolution prolétarienne.

Rien dans la situation de la bourgeoisie d'un pays opprimé ne lui confère automatiquement un rôle révolutionnaire, même si la bourgeoisie nationale ou, plus précisément, des fractions de celle-ci, peuvent temporairement soutenir un mouvement de masse dirigé contre l'oppression impérialiste, ou prendre des mesures contradictoires avec le maintien de la domination impérialiste. C'est en ce sens que Trotsky, dans sa *Lettre aux travailleurs de l'Inde* (25 juillet 1939), tout en soulignant qu'une « totale indépendance de la bourgeoisie est indispensable au prolétariat », notait « qu'au cas où la bourgeoisie

indienne se trouverait contrainte de faire ne fût-ce qu'un tout petit pas sur la route de la lutte contre la domination arbitraire de la Grande-Bretagne, le prolétariat soutiendrait naturellement cette initiative ».

S'il est utile aujourd'hui de revenir sur ces points qui paraissent élémentaires et acquis, c'est parce que, dans l'offensive tous terrains menée contre le marxisme et le programme révolutionnaire, l'argument symétrique de ceux qui nient la spécificité des pays dominés par l'impérialisme pour couvrir au nom de la démocratie et de l'humanitaire les plus criminelles agressions impérialistes, c'est la version propagée par des éléments issus du stalinisme, du castrisme, du « Secrétariat unifié » et d'autres regroupements qui se réclament frauduleusement du trotskysme (2), selon laquelle, face à l'impérialisme, la classe ouvrière et ses organisations devraient accepter la direction de la « bourgeoisie révolutionnaire », voire confier aux dirigeants de celle-ci la tâche de construire les organisations nécessaires à la classe ouvrière.

L'IMPÉRIALISME COMME RÉACTION SUR TOUTE LA LIGNE

La question nationale, la question de l'oppression nationale, du droit à l'autodétermination constituent pour Lénine une dimension essentielle de l'ensemble de sa réflexion sur la démocratie politique, de l'analyse même de l'impérialisme.

Quand Lénine, polémique contre ceux pour qui l'existence de l'impérialisme rend caduques les revendications démocratiques (« *l'une des formes de l'oppression ou de l'écrasement de la pensée humaine par la guerre est l'attitude*

(2) Le « Secrétariat unifié » est l'étiquette dont s'affuble le regroupement politique largement décomposé, héritier du courant prostalinié et liquidateur de la IV^e Internationale, animé notamment par Pablo et Mandel. Sur ses dernières prises de position, on peut lire l'article de Dominique Ferré « *Une revue qui soutient l'intervention de l'Otan en Libye : Imprecor* » (*La Vérité*, n° 73).

méprisante de l'économisme impérialiste à l'égard de la démocratie »), il le fait en relation avec la question nationale (« *la défense de la patrie est un mensonge dans la guerre impérialiste, mais nullement dans une guerre démocratique et révolutionnaire* »).

Question nationale, démocratie politique, impérialisme comme stade ultime de la domination capitaliste, ère des guerres et des révolutions sont des questions liées qu'on ne peut aborder aujourd'hui qu'à partir de la théorie de la révolution permanente.

S'il faut aujourd'hui réfléchir à nouveau sur cet ensemble de questions, c'est compte tenu des nouveaux développements dans la lutte des classes, du degré de crise du système impérialiste mondial (3).

Le contenu réactionnaire « *sur toute la ligne* » de l'impérialisme s'est renforcé au travers de son développement. Dans son article : « *L'impérialisme et la scission du socialisme* » (octobre 1916), Lénine parlait de la « *tendance de la bourgeoisie et des opportunistes à transformer une poignée de très riches nations privilégiées en parasites à perpétuité, vivant sur le corps du reste de l'humanité, à s'endormir sur les lauriers de l'exploitation des Noirs, des Indiens, etc., en les maintenant dans la soumission à l'aide du militarisme moderne pourvu d'un excellent matériel d'extermination* ». Lénine opposait à cette tendance, celle des masses « *opprimées plus que par le passé et subissant toutes les affres des guerres impérialistes à secouer ce joug, à jeter bas la bourgeoisie* ».

L'impérialisme, en se maintenant et donc en se pétrifiant, a accentué encore cet aspect. La « *poignée d'États oppresseurs* » a étendu ses ravages à toute la planète ; en même temps, cette poignée de puissances impérialistes a elle-même connu une hiérarchisation qui fait que, même les plus puissantes — et qui bénéficient du maintien de la domination impérialiste sur l'ensemble de la planète — sont subordonnées, pour préserver leur existence même, à un impérialisme, l'impérialisme américain.

Dans ces conditions, l'agression contre les peuples pour assurer la domination impérialiste, pour leur imposer un état de subordination et donc la négation de leurs

droits nationaux et démocratiques, est une constante du fonctionnement même du système impérialiste.

Les conflits armés dans les soixante dernières années sont avant tout l'expression de la volonté de l'impérialisme (certes, sous la conduite de l'impérialisme américain, mais les impérialismes mineurs y ont tenu toute leur place, soit pour défendre leurs propres possessions coloniales, soit au travers de l'Otan) de maintenir sa domination contre les peuples encore victimes du joug colonial ou dont la dépendance était maintenue sur le terrain économique (guerres d'Indochine puis du Vietnam, guerre d'Algérie, interventions militaires pour amener le renversement de régimes nationalistes en Amérique latine comme en Afrique et au Moyen-Orient, sort du peuple palestinien, et ces dernières années, multiplications des agressions et guerres destructrices contre l'Irak, l'Afghanistan, la Somalie, la Libye, soutien direct au coup d'Etat militaire au Honduras, occupation militaire d'Haïti, etc.)

La forme sous laquelle s'est structuré le maintien du système impérialiste mondial interdisait l'éclatement de conflits militaires interimpérialistes, mais a, dans le même temps, accru le déchaînement de la violence contre les nations dominées et leurs peuples.

Répetons-le, cela ne veut en rien dire que l'impérialisme n'engendre pas des phénomènes d'oppression nationale, y compris au sein des États impérialistes. Au contraire, les conséquences de son maintien sont également l'aggravation et la réapparition de problèmes d'oppression

(3) Il n'est nul besoin d'invoquer. Non seulement, les bases sont solidement posées dans les textes de l'Internationale communiste, dans ceux de Trotsky, dans le travail mené pour la constitution de la IV^e Internationale, mais les aspects les plus récents de la manière dont ces questions se sont trouvées posées sont largement balisés par les travaux, les résolutions des congrès de la IV^e Internationale — en particulier depuis 1991 — et dans l'élaboration du camarade Lambert (voir en particulier à ce sujet le rapport sur la question nationale au IV^e Congrès mondial, sur intervention au V^e Congrès mondial, les textes réunis dans le numéro spécial qui lui est consacré et la présentation du camarade Markus Sokol). Lire aussi l'article du camarade Joao Alfredo Lura dans *La Vérité* spéciale, 70^e anniversaire de l'assassinat de Trotsky).

nationale en même temps que les questions de la souveraineté nationale (relevant de la démocratie politique) se manifestent y compris dans les rapports entre Etats impérialistes.

FACE À L'IMPÉRIALISME, LES RÉVOLUTIONNAIRES NE SONT JAMAIS NEUTRES

Le soutien inconditionnel aux luttes des peuples opprimés fait partie des tâches du prolétariat des pays oppresseurs engagés dans la lutte contre sa propre bourgeoisie. Dans toute question, dans tout conflit, opposition ou guerre entre Etats, le parti révolutionnaire se place du point de vue des intérêts du prolétariat.

Dans le cas de conflit — militaire ou sous une autre forme — entre un Etat impérialiste et un pays opprimé, les intérêts du prolétariat mondial se trouvent dans la « victoire » du peuple opprimé, dans la défaite militaire — s'il s'agit d'une guerre ouverte. Il ne s'agit pas seulement du défaitisme révolutionnaire au sens où celui-ci s'applique à un conflit entre puissances impérialistes (« *ce n'est pas notre guerre* » et « *la défaite de notre propre impérialisme serait un moindre mal* »).

Il s'agit d'un combat contre l'impérialisme — quelle que soit la direction du mouvement national opposé à l'impérialisme et, dans cette mesure, la défaite (même partielle) de l'impérialisme représente une victoire (même partielle) pour la classe ouvrière internationale, et en particulier pour la classe ouvrière du pays oppresseur. Dans le cas d'une guerre, c'est une guerre dont la classe ouvrière est partie prenante du côté du peuple opprimé dressé contre l'opresseur impérialiste. Ce n'est pas une guerre dans laquelle on est neutre.

C'est le principe qui a été défendu par les marxistes dans toutes les luttes d'émancipation des peuples coloniaux et face aux agressions impérialistes. L'application de ce principe implique que, en aucun cas la classe ouvrière ne peut renoncer à son indépendance politique.

Prenons le cas de l'agression de l'impérialisme japonais contre la Chine. A ce sujet, Trotsky écrivait en octobre 1937 :

« *La Chine est un pays semi-colonial que le Japon cherche à transformer, sous nos yeux, en une colonie. La lutte menée par le Japon est impérialiste et réactionnaire, celle de la Chine progressiste et émancipatrice.*

« *Mais Tchang Kai-Chek ? Il n'est nul besoin d'avoir des illusions ni sur Tchang Kai-Chek, ni sur son parti ni sur la classe dominante chinoise (...). Tchang Kai-Chek est le bourreau des ouvriers et des paysans chinois. Mais aujourd'hui, il est contraint, malgré lui, de lutter contre le Japon pour défendre ce qui reste de l'indépendance de la Chine. Demain, il peut trahir à nouveau, c'est possible, c'est probable, c'est même inévitable, mais aujourd'hui, il lutte ; seuls des lâches, des coquins ou des imbéciles complets peuvent refuser de participer à cette lutte.* »

La souveraineté nationale, l'indépendance, le territoire de la Chine sont défendus contre l'impérialisme. En ce sens, on est dans le même « camp » que Tchang Kai-Chek, dans la mesure où celui-ci résiste à l'agression. Mais on ne remet pas entre les mains du régime fondé sur l'écrasement du prolétariat chinois en 1927, la défense de l'indépendance nationale. C'est une tâche qui relève des ouvriers et des paysans et qui implique donc leur indépendance politique. Le déroulement concret de la guerre et de la mobilisation des masses paysannes contre l'envahisseur a d'ailleurs démontré (malgré la politique de la direction du PCC) que la lutte pour l'indépendance nationale posait directement la question de la révolution sociale et que la mobilisation des masses menaçait directement le régime du Kuomintang.

Quand l'Italie, en 1935, attaque l'Ethiopie, Trotsky définit la position des révolutionnaires dans les termes suivants : « *Bien entendu nous sommes pour la défaite de l'Italie et la victoire de l'Ethiopie (...). Cette lutte n'est pas dirigée contre le fascisme mais contre l'impérialisme. Quand c'est de guerre qu'il s'agit, il n'est pas question pour nous de savoir qui est le "meilleur", du Négus ou de Mussolini, mais d'un rapport de force et du combat d'une nation sous-développée pour sa défense contre l'impérialisme.* » Ce « bien entendu » résume notre position de principe : dans tous les

cas, indépendamment de la caractérisation du régime en place dans un pays opprimé par l'impérialisme, nous sommes en cas de conflit partisans de la défaite de l'impérialisme.

Ce qui, répétons-le, n'a rien à voir avec l'attribution d'une vertu révolutionnaire aux bourgeoisies des pays opprimés et n'est pas contradictoire avec la constatation que celles-ci recherchent un accord avec l'impérialisme.

Dans le rapport cité plus haut, Lénine précisait : « *Dans la majorité des cas, la bourgeoisie des pays opprimés, tout en soutenant les mouvements nationaux, est en même temps d'accord avec la bourgeoisie impérialiste.* »

Fréquemment, dans les cas les plus récents, l'impérialisme s'est attaqué à des régimes qui avaient été pendant des années non seulement des régimes étouffant toute expression de la démocratie politique dans leur pays et interdisant toute expression politique ouverte de la classe ouvrière, mais aussi des instruments de la politique mondiale de l'impérialisme. Ce n'est pas une nouveauté que l'impérialisme soit amené à liquider ses agents quand il ne les juge plus efficaces. Il suffit de se rapporter au cas du Panama. Mais le fait que Noriega a été un agent de la CIA et un trafiquant de drogue ne modifie pas la nature du conflit entre le Panama et les Etats-Unis, c'est-à-dire l'agression brutale et l'occupation du Panama par les forces de l'impérialisme américain.

Sous des formes différentes qu'il est inutile d'analyser ici car cette analyse est faite dans les déclarations de la IV^e Internationale, c'est ce qui s'est passé en Irak en 2003 et plus récemment en Libye, c'est ce qui se profile par rapport à la Syrie.

Face à toute agression impérialiste contre une nation dominée et quel que soit le caractère de son gouvernement, la position de la IV^e Internationale est claire : défense inconditionnelle de l'indépendance et de la souveraineté nationales contre l'agression impérialiste.

Si l'on imagine un conflit armé entre deux impérialismes, déterminé donc par des questions relevant de leur place dans le marché mondial, de leur volonté d'y élargir ou d'y préserver des positions, il

s'agirait d'un conflit d'une autre nature, d'une guerre réactionnaire des deux côtés.

On peut dire qu'il s'agit là d'un exercice d'école dans la mesure où, comme cela a été expliqué auparavant, dans les conditions mondiales actuelles du maintien du système impérialiste, les différentes puissances cherchent à régler leurs conflits sur un autre terrain que celui de la confrontation militaire ouverte. Mais ce n'est pas parce qu'ils ne peuvent pas être réglés par la guerre (guerre ouverte entre grandes puissances tout au moins) que ces conflits n'existent pas. On constate par exemple la volonté constante de l'impérialisme américain (qui agit y compris en provoquant des conflits) de rafler la mise de l'héritage du colonialisme en Afrique, au détriment de l'impérialisme français. La classe ouvrière française n'a aucun intérêt dans la préservation du domaine de la domination impérialiste française en Afrique. Dans cette mesure, son appui à des mouvements nationaux, des soulèvements en Afrique, etc., n'est pas dicté par des considérations sur « *l'impérialisme à qui ça servirait le plus* » mais par la réalité — nationale ou non — de ces mouvements, c'est-à-dire leur degré d'indépendance effective à l'égard de tous les impérialismes et en conséquence leur rôle progressiste ou réactionnaire.

Si dans les pays dominés par l'impérialisme, comme il est dit dans la résolution adoptée par notre IV^e Congrès mondial (avril 1999), « *le combat prolétarien peut réaliser, sur des objectifs spécifiques, le front unique anti-impérialiste avec des secteurs politiques de la bourgeoisie nationale, cela malgré leur profonde débilite, sans aucune illusion et en conservant notre indépendance, c'est-à-dire en construisant la section de la IV^e Internationale* », dans les pays impérialistes, on ne saurait en aucun cas accepter la prise en charge par les organisations ouvrières de la défense d'une position occupée par « leur » impérialisme.

Ainsi, l'opposition à l'Union européenne, l'objectif de détruire toutes les institutions supranationales mises en place par l'impérialisme, combat au premier rang duquel doit se trouver l'avant-garde ouvrière, n'entraîne absolument pas, par exemple, et sous quelque forme que ce soit, un appui à l'impérialisme britannique lorsque les besoins de sa préservation le

mettent en contradiction, sur un point, avec l'Union européenne. Le fait que le gouvernement Cameron ait refusé de signer le nouveau traité européen ne lui donne aucun caractère « objectivement progressiste » et le fait, au nom de la lutte contre les institutions européennes, de le soutenir sur ce point (comme le font aujourd'hui en Angleterre, certains éléments issus du stalinisme) serait trahir le combat de la classe ouvrière britannique contre la politique d'austérité de Cameron qui est identique à celle de tous les pays de l'Union européenne.

Ajoutons que l'agression, l'occupation militaire, c'est-à-dire la guerre ouverte, ne sont que l'une des formes de l'exercice de la domination impérialiste. Celle-ci est avant tout inscrite dans la réalité du marché mondial, structuré par l'impérialisme. C'est pourquoi la domination impérialiste se perpétue, y compris dans le cas de pays ayant arraché leur indépendance politique (qui en elle-même est une victoire majeure pour le peuple qui l'arrache et donc un élément positif du point de vue de la lutte des classes internationale), et que subsiste pleinement la différence entre « pays oppresseurs » et « pays opprimés ».

Tout ce qui va dans le sens de la remise en cause de cette domination va dans le sens des intérêts du prolétariat mondial. C'est pourquoi, de même que le mouvement révolutionnaire apporte son appui inconditionnel à toute lutte d'un peuple opprimé pour la conquête et la défense de ses droits nationaux, il lui apporte son appui inconditionnel (c'est-à-dire indépendant des caractéristiques politiques de la direction ou du gouvernement) pour tout pas qui remet en cause l'hégémonie économique de l'impérialisme.

Au contraire, le mouvement ouvrier ne peut prendre aucune responsabilité et donc n'apporter aucun appui aux mesures qui relèvent d'une modification des rapports établis entre les différents impérialismes même s'ils se parent d'affirmations sur la défense de la souveraineté.

Comme le dit encore la résolution sur la question nationale adoptée par le IV^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, « *dans les pays ayant accompli leur révolution bourgeoise (démocratique), le combat pour la défense de la*

nation constituée doit mettre en avant le combat prolétarien pour la souveraineté populaire, pour la démocratie, sans aucune alliance avec les partis de la bourgeoisie qui, tous, représentent les intérêts de leur propre impérialisme ».

DES QUESTIONS PLUS ACTUELLES QUE JAMAIS

Dans les pays toujours dominés par l'impérialisme, aucun des problèmes centraux des pays coloniaux et semi-coloniaux (la révolution agraire, la souveraineté nationale, la démocratie), tous liés au renversement du joug de l'impérialisme, n'a été réglé. Ce sont donc les mots d'ordre qui en découlent qui, combinés aux revendications sociales propres à la classe ouvrière, forment ce que le programme de fondation de la IV^e Internationale définit comme le « *programme démocratique révolutionnaire* » qui peut « *soulever et rassembler les paysans* » et sur la base duquel « *il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie nationale* ».

C'est le contenu de la tactique du front unique anti-impérialiste qui peut, dans certaines circonstances, prendre la forme d'un front unique formellement constitué entre des organisations ouvrières et des organisations engagées dans la lutte effective contre l'impérialisme. Ce n'est pas toujours le cas et il faut souligner qu'une politique de front unique anti-impérialiste ne se limite pas à la constitution formelle de tels fronts.

Dans tous les cas, l'indépendance de l'organisation révolutionnaire doit être préservée comme condition de l'action pour imposer dans le front unique anti-impérialiste l'hégémonie du prolétariat, indispensable à un combat victorieux contre la domination impérialiste.

Aujourd'hui — et la révolution tunisienne en est encore un exemple — le front unique anti-impérialiste tend à se réaliser, du point de vue des organisations qui le constituent véritablement, comme un front unique ouvrier. Mais il demeure par son programme « *démocratique révolutionnaire* » un front unique anti-impérialiste.

De ce point de vue, ce n'est pas comme objet d'étude historique mais très directe-

ment par rapport à nos tâches immédiates qu'il est nécessaire de revenir sur la manière dont Trotsky a défendu le gouvernement Cardenas. L'article de Trotsky de mars 1939 (« *A propos du second plan sexennal au Mexique* » que le camarade Sokol cite dans son article) est essentiel.

Trotsky y aborde la question de mesures à caractère anti-impérialiste, permettant un développement industriel du Mexique, mesures qui peuvent être prises par « *un gouvernement dans une société où les moyens de production, y compris la terre, ne sont pas étatisés* ». Il s'agit donc de mesures limitées mais qui, en tant que telles, ont un contenu progressiste, parce qu'anti-impérialistes, et qui méritent donc le soutien de la classe ouvrière et de ses organisations sur la base de leur indépendance. En même temps, Trotsky défend la nécessité de préserver, au Mexique comme ailleurs et en toutes circonstances, l'indépendance du prolétariat et de ses organisations. Il combat politiquement toute mainmise de la bourgeoisie nationale sur les organisations ouvrières.

Il est évident que ce qu'on peut appeler « la méthode de Trotsky » par rapport au Mexique éclaire et consolide les bases de principe de la politique que nous devons pratiquer aujourd'hui dans des situations similaires.

L'examen de la politique pratiquée alors par Léon Trotsky permet d'aborder de manière non formaliste la question du front unique anti-impérialiste. Le soutien apporté à des fractions de la petite bourgeoisie ou même de la bourgeoisie nationaliste, engagées dans une lutte effective contre l'impérialisme, ne se résume pas à la constitution formelle ou non d'un front unique anti-impérialiste. Un tel front ne s'est jamais constitué en tant que tel au Mexique entre le PRI et les secteurs indépendants de la classe ouvrière. Mais l'avant-garde marxiste — en la personne de Trotsky — a non seulement donné un appui aux mesures anti-impérialistes prises par le gouvernement Cardenas mais a directement participé à leur élaboration.

Les problèmes dégagés par Lénine dans son analyse de l'impérialisme et reprise par Trotsky dans le cadre de sa théorie de la révolution permanente sont plus aigus que jamais, du fait même de la décomposition de l'impérialisme, renforçant son caractère de « *réaction sur toute la ligne* », notamment dans le domaine des questions nationales et démocratiques. Ils constituent une dimension essentielle du combat de la IV^e Internationale et de sa construction.

François Forgeue

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Daniel Gluckstein

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

